

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'AMBASSADE DE FRANCE AU VATICAN

(1870-1904)

SA SIGNIFICATION AU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL
ET DE LA POLITIQUE INTERNE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 14 juin 1912 à 3 heures

PAR

J.-P. NIBOYET

Docteur en droit, ès sciences juridiques
Avocat à la Cour d'appel
Lauréat de la Faculté de droit de Paris
et du Concours général des Facultés de droit (1908)
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

Suffragants : { *MM. RENAULT, professeur.*
 { *PILLET, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'AMBASSADE DE FRANCE AU VATICAN

(1870-1904)

SA SIGNIFICATION AU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL
ET DE LA POLITIQUE INTERNE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 14 juin 1912 à 3 heures

PAR

J.-P. NIBOYET

Docteur en droit, ès sciences juridiques
Avocat à la Cour d'appel
Lauréat de la Faculté de droit de Paris
et du Concours général des Facultés de droit (1908)
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

Suffragants : { *MM. RENAULT, professeur.*
PILLET, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912





Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'AMBASSADE DE FRANCE

AU VATICAN

INTRODUCTION

La rupture de la France et du Vatican est actuellement un fait accompli. Plusieurs années nous séparent déjà de la pièce en deux actes où elle s'effectuait : le voyage de M. Loubet à Rome, et le conflit des évêques de Dijon et de Laval. La France n'a plus d'ambassade au Vatican pas plus que le Saint-Siège n'a de nonce en France. La séparation des Églises et de l'Etat a parachevé ces événements par la dénonciation du Concordat centenaire. Depuis lors, on s'ignore. Actuellement où le calme et la paix semblent à peu près revenus, où les questions religieuses disparaissent de plus en plus des plates-formes électorales et de la tribune du Parlement, où chacun voudrait pouvoir remplir sa mission sans trop heurter le voisin, il est déjà possible, avec la force que donne le recul de quelques années sur un point brûlant de notre histoire contemporaine, de chercher à dégager de leur complexité bien plus qu'à résoudre, les pro-

blèmes juridiques auxquels, de part et d'autre, on a été livré, d'en montrer l'ordre logique, successif, de les remettre à leur place. En politique, la vérité a souvent peine à se faire jour. Chaque parti voit fatalement avec ses propres yeux.

L'étude que nous entreprenons ici doit être essentiellement juridique. Loin du tourbillonnement de la politique et nous élevant très haut au-dessus des événements, nous voudrions, en observateur purement objectif, jeter un œil de juriste sur la question de l'ambassade de France au Vatican, cette ambassade que chacun a toujours été d'accord pour situer géographiquement à Rome, mais dont à d'autres égards, on s'est fait généralement une idée absolument inexacte.

Notre but est de nous demander, en faisant appel d'une part, aux principes admis du droit international qui seront comme notre retraite et dont nous n'entendrons pas faire ici la discussion, ce qu'impliquait l'ambassade de France au Vatican depuis 1870, c'est-à-dire depuis la chute du pouvoir temporel des papes par la prise de Rome. L'opinion publique s'est très peu fixée sur ce point et nous aurons l'occasion, documents à l'appui, de nous rendre compte de l'erreur qu'elle a commise. Nous la résumerons d'un mot en disant que pour elle, l'ambassade impliquait la reconnaissance par la France du maintien des prétentions du Saint-Siège sur Rome. Nous la combattons énergiquement et nous montrerons que la souverai-

neté temporelle du Saint Siège a définitivement sombré après la brèche de la Porta Pia ; que notre ambassade n'a jamais eu une pareille signification.

A la souveraineté temporelle du pape nous opposons sa souveraineté spirituelle incontestable, lui assurant au point de vue diplomatique tous les droits d'un souverain. L'ambassadeur de France au Vatican depuis 1870 était accrédité auprès du pape en qualité de souverain spirituel. La France a nécessairement et implicitement reconnu les faits accomplis. Un événement de la plus haute importance devait cependant venir rouvrir une question que l'on pouvait croire définitivement close. Le voyage de M. Loubet à Rome en 1904 était suivi d'une énergique protestation du Saint-Siège reprenant la thèse qu'il n'avait jamais abandonnée en ce qui le concerne et invoquant toujours ses droits temporels. La réponse de la France fut le rappel de M. Nisard. Nous aurons à déterminer la signification de ce rappel. Nous verrons que l'opinion publique l'a interprété comme emportant la reconnaissance définitive, par la France, des droits de l'Italie sur Rome. Au Parlement et par des voix autorisées, notamment celle du président du Conseil, cette interprétation s'est fait jour nettement. Mais le rappel de M. Nisard ne s'y rattache pas directement. Le Gouvernement français n'a pas admis l'incorrection d'un procédé employé à son égard et d'une censure de ses actes purement politiques et a rappelé son ambassadeur. Mais quel

ambassadeur ? *L'ambassadeur de la France auprès du souverain spirituel*. Rien ne serait plus erroné que de croire qu'elle ait mis fin à une mission auprès d'un souverain temporel. Ce n'est pas au printemps de 1904, mais en 1870 que celle-ci s'est terminée. Nous en trouvons la confirmation éclatante dans ce fait que le rappel de l'*ambassade* elle-même n'a eu lieu qu'en *juillet* 1904, à la suite d'événements beaucoup plus graves et totalement étrangers à l'incident du voyage de M. Loubet à Rome.

En effet, après les paroles énergiques et autorisées du président du Conseil, à la séance du 27 mai 1904, déclarant avec la plus grande fermeté que l'Unité italienne était intangible et que le Gouvernement ne pouvait admettre « sous aucun prétexte *que la présence de notre ambassadeur à Rome soit interprétée par le Saint-Siège dans un sens favorable à ses prétentions* », il semble impossible de conserver le moindre doute sur l'attitude de la France à l'égard de la question romaine. Or, de mai à juillet, l'ambassade subsiste encore. Et si elle disparaît alors à la suite de nouveaux incidents — incidents qui d'ailleurs pouvaient ne pas se produire — c'est nécessairement parce qu'elle est accréditée auprès du pape, souverain spirituel. S'il en était autrement, le gouvernement, après l'envoi de la note aux puissances relative au voyage de M. Loubet à Rome n'aurait plus pu la maintenir un seul jour.

En droit, les relations subsistent encore entre la France et le Saint-Siège, après le rappel de M. Nisard, exactement dans les mêmes conditions qu'auparavant, si ce n'est qu'un simple chargé d'affaires remplace l'ambassadeur.

L'ambassade doit, d'ailleurs, bientôt reprendre, tout entière, le chemin de Paris. Le deuxième acte de la suppression de l'ambassade se joue à propos de l'affaire des évêques de Dijon et de Laval. A l'inobservation du concordat, reprochée au Saint-Siège et à la méconnaissance, par le nonce, des devoirs qui lui incombent en qualité d'agent diplomatique, le gouvernement répond par le rappel de ce qui reste de l'ambassade, ce qui marque la rupture des relations diplomatiques que la France entretenait avec le pape, souverain spirituel, à raison d'une question de politique interne et d'exécution du concordat.

Mais ce rappel, de même que celui de M. Nisard, n'a aucune signification au point de vue de la question romaine, réglée de longue date, quoique certains partis l'enregistrent comme une victoire pour l'Italie, surtout lorsque quelques mois plus tard, les crédits de l'ambassade disparaissent pour la première fois du budget (de 1905). La succession des événements s'oppose à une pareille conception.

Supprimée à cette époque, l'ambassade n'a plus été rétablie et les relations diplomatiques n'ont pas été reprises entre les deux souverainetés.

Qu'en résulte-t-il à l'heure actuelle ?

Le Saint-Siège n'en est pas moins demeuré ce qu'il était avant : une souveraineté dont la reconnaissance s'impose comme un fait dans tous les pays.

L'absence de relations diplomatiques n'implique pas l'inexistence de la souveraineté. Des incidents récents, l'exposition du drapeau pontifical, ont donné un regain d'actualité à cette question que nous ne ferons que poser. Ils nous permettront, *post mortem*, en quelque sorte, de fortifier, encore, le sens que nous aurons attaché à l'ambassade de la France au Vatican.

CHAPITRE PREMIER

La chute du pouvoir temporel du pape. Le maintien de la représentation diplomatique de la France.

L'Unité italienne s'est opérée au profit de la maison de Savoie. Un autre Etat pouvait cependant en prendre l'initiative : l'Etat pontifical.

Le premier laissait derrière lui un passé moins glorieux que le second et avait pour le présent un prestige moindre. Le pape avait Rome, Rome la capitale toute désignée de l'Italie parce qu'elle ferait revivre l'ancien monde romain, parce qu'elle était le siège de Pierre et qu'elle rayonnait bien au delà des Alpes. Quel qu'il serait, le futur souverain de l'Italie devrait fatalement être établi à Rome.

Le Saint-Siège ne devait pas savoir profiter des avantages de sa situation : En 1848, il laissait passer l'occasion qui se présentait à lui de prendre la présidence d'une Confédération italienne ; dès lors il perdait tout crédit auprès des Italiens. La maison de Savoie prête à entrer en scène trouva le terrain tout

préparé. A la suite d'un accord avec la France, la guerre de 1859 fut décidée : Les nationalités triomphèrent. Italiens et Français scellèrent dans le sang des liens d'amitié qu'il n'aurait peut-être tenu qu'à ces derniers de garder toujours intacts. Les annexions se firent, le pape perdit tous ses États sauf une ville. A partir de ce jour la question romaine était posée.

Napoléon III cessait en effet bientôt d'encourager les Italiens. Il leur permettait de porter la capitale de l'Italie de Turin à Florence, mais leur interdisait formellement l'entrée de Rome ? On sait dans quelles conditions la France dut occuper Rome jusqu'en 1870 pour protéger le pape et le mettre à l'abri d'une annexion.

La volonté de l'Italie était cependant de faire de Rome sa capitale. En 1860 déjà, Cavour avait essayé d'obtenir par la diplomatie ce que plus tard l'Italie ne réaliserait que par les armes (1). Il négociait avec le Vatican et s'ingéniait à gagner à sa cause des membres du sacré Collège. Un intermédiaire s'abouchait avec le cardinal Santucci sous la présidence duquel une commission fut constituée qui émit l'avis que le pape *pouvait* consentir à l'abandon de son pouvoir temporel si cela lui paraissait conforme aux intérêts de l'Église et qu'il le devait, moyennant tout un ensemble de privilèges ou de garanties. Le projet préparé

1. De la Gorce, *Histoire du Second Empire*, t. III, p. 468 et s.

stipulait que le pape, bien que cessant d'exercer la souveraineté temporelle sur Rome, serait cependant traité comme un souverain. Les garanties devaient faire l'objet d'un traité bilatéral et prendre place dans les lois constitutionnelles de l'Italie « en raison de la renonciation à l'exercice et à la possession du pouvoir temporel ».

Soumises à Pie IX ces propositions reçurent de lui un accueil favorable mais elles échouèrent à raison de l'intransigeance du secrétaire d'Etat, le cardinal Antonelli qui se retrancha derrière le serment, prêté lors de son entrée au sacré Collège, de ne jamais proposer aucun amoindrissement des Etats de l'Eglise.

Peu de temps après cependant, Cavour déclarait solennellement que Rome devait être et serait la capitale de l'Italie. En 1868 (1) un nouveau projet fut soumis au pape qui lui assurait la pleine souveraineté du Vatican et de la cité Léonine (15.000 habitants) sans compter des privilèges qu'une entente internationale eût fixés. Ce projet était repris en 1870 (2), toujours sans succès.

La guerre franco-allemande avait alors éclaté. Rome se trouvant à ce moment évacuée par les troupes françaises, c'est alors que l'Italie assurée par les embarras de la France que celle-ci ne pourrait plus contrecarrer

1. Bompard. *Le Pape et le droit des gens*, p. 187.

2. Bompard, *loc. cit.*

ses projets, et secrètement encouragée par la force que lui donnait le soutien moral de l'Allemagne, se jeta sur la ville éternelle. Le 20 septembre 1870 une brèche est pratiquée dans la Porta Pia, depuis restée célèbre, bientôt suivie de la capitulation de la ville (1). La cité Léonine elle-même qui n'avait pas été comprise dans la capitulation était occupée presque immédiatement par les troupes italiennes, à la demande même du pape, une insurrection y ayant éclaté et celui-ci devant avouer son impuissance à la réprimer, Un plébiscite eut lieu par lequel la population demanda son incorporation au royaume d'Italie ; un décret du 9 octobre 1870 la proclama. Seuls les deux palais du Vatican et de Latran n'étaient pas occupés. Une loi du 31 décembre 1870 sanctionna le décret du 9 octobre. Enfin, par une circulaire du 18 octobre, le gouvernement porta à la connaissance des puissances la cessation du pouvoir temporel :

« Pour la première fois, depuis des siècles, y est-il dit, les Italiens retrouvent dans Rome le centre traditionnel de leur souveraineté... C'est là un grand fait dont les conséquences, nous sommes les premiers à le reconnaître, s'étendent bien au delà des frontières de la péninsule... De nos jours, il n'est pas néces-

1. Art. 1^{er}. « La ville de Rome excepté la partie... qui constitue la cité Léonine, son ornement complet, ses drapeaux, armes, magasins de poudre, tous les objets appartenant au gouvernement seront remis aux troupes de S. M. le roi d'Italie. »

saire de posséder un territoire et d'avoir des sujets pour exercer une grande autorité morale. Dégagée des embarras et des nécessités transitoires de la politique, l'autorité religieuse trouvera dans l'adhésion respectueuse des puissances sa véritable souveraineté... L'Italie sent la grandeur de la responsabilité qu'elle assume en déclarant que la puissance temporelle du Saint-Père a cessé d'exister... »

Les puissances se bornèrent à en donner acte, ce qui permettait à Mancini (1) de dire à la Chambre italienne le 28 janvier 1871 « que les puissances n'ont même pas fait entendre ces protestations et ces réserves qu'amène tout changement territorial en Europe et qu'on attend toujours comme une formalité usitée et immanquable ».

La France qui se trouvait au lendemain de la capitulation de Sedan (2 septembre) avait déclaré le 6 septembre par l'intermédiaire de Jules Favre (2) à M. Nigra qui lui faisait part des intentions de l'Italie, qu'elle laissait à l'Italie la pleine responsabilité des événements : « Je ne dénoncerai pas la convention du 15 septembre (1864), je ne l'invoquerai pas non plus. Je ne peux ni ne veux rien empêcher : il est bien

1. Bompard, *op. cit.*, p. 122.

2. Ch. Benoist. *La France et le pape Léon XVIII*, *Rev. des Deux-Mondes*, 1893, p. 414; Cf. la dépêche de M. Nigra, ambassadeur d'Italie en date du 8 septembre 1870, et la réponse du ministre d'Italie, Jules Fabre. *Rome et la Républ. Française*, p. 256-257, 251-255.

entendu que la France ne donne aucun consentement et que vous accomplissez cette entreprise sous votre responsabilité (1). »

Il confirmait quelques jours après et ajoutait bientôt : « La France ne peut pas et ne veut pas se mêler directement de la question romaine. *Le pouvoir temporel a été un fléau pour le monde*. Il est à terre : nous ne le relèverons pas. Nous verrons le gouvernement *du roi aller à Rome avec plaisir* ; il est nécessaire qu'il y aille. L'ordre et la paix de l'Italie sont à ce prix (2). »

Jules Favre observait ainsi une gradation (3), indifférence, *aller sous votre responsabilité*, sympathie, puis le plaisir.

L'Autriche répondit par un refus catégorique à une demande d'intervention du Saint-Siège (4). Prenant acte des déclarations de M. Visconti Venista, elle ne se servit d'aucune expression faisant comprendre que la question l'intéressait vivement et décevait quelque peu les espérances du Vatican. Si elle ne manifestait pas sa sympathie, elle ne fit pas de réserves, « elle laissa faire et laissa sous-entendre qu'elle n'intervien-

1. *Ibid.*, loc. cit.

2. *Ibid.*, loc. cit.

3. *Ibid.*, loc. cit.

4. Lettre du ministre d'Italie à Vienne, 10 sept. 1870, Jules Favre, *op. cit.*, p. 261-263.

drait en aucune manière ». L'Espagne (1), par son ministre des Affaires étrangères, déclarait le 29 septembre 1870 qu'« une seule chose est essentielle ; une seule chose domine toutes les autres : c'est la parfaite indépendance spirituelle du chef de la religion catholique de la parfaite liberté spirituelle du Souverain Pontife ». Le ministre des Affaires étrangères de Belgique (2), M. d'Anethan, faisait savoir au ministre d'Italie à Bruxelles que le pouvoir temporel n'était pas nécessaire au Saint-Siège pour remplir sa mission dans le monde. « Si l'Italie, disait-il, a une question territoriale avec le Saint-Siège, c'est là une affaire dans laquelle la Belgique n'a rien à voir. Personnellement, nous pouvons avoir les convictions qui nous conviennent ; mais, comme gouvernement, la Belgique doit et veut rester neutre... Ce qu'il faut à tout prix, c'est trouver une combinaison quelconque pour permettre au Saint-Siège d'exercer ses fonctions spirituelles dans sa pleine et entière indépendance, sans qu'il soit même possible d'imaginer qu'il y entre la moindre pression des influences étrangères. »

La Prusse marquait plutôt une attitude d'expectative. M. de Bismarck semblait hésiter, pour des raisons de politique interne, à prendre parti pour l'Italie

1. Ch. Benoist, *op. cit.*, p. 415-417.

2. V. la dépêche du 12 sept. 1870, Jules Favre, *op. cit.*, p. 267-268.

mais se dérobait immédiatement dès que le Saint-Siège espérait en lui (1).

Le gouvernement bavarois, trop occupé par la guerre franco-allemande, « ne tournait vers Rome que des regards distraits et ennuyés » (2) évitant de prendre parti trop nettement pour ménager le parti clérical dont il avait à se défier, mais ne donnant aucune suite à l'offre de Bismark d'une « procession à Munich, l'archevêque en tête, et derrière, tous les paysans d'alentour » (3).

Enfin, la Russie (4) faisait paraître des sympathies assez vives pour l'acte des Italiens.

Ainsi semblait le pouvoir temporel de la papauté, plus que séculaire.

Mais si le Pape avait été jusqu'à cette époque un souverain temporel, son caractère spirituel avait néanmoins toujours prédominé. S'il avait détenu des territoires c'était bien un pouvoir temporel qu'il exerçait, mais à la base duquel on retrouve dans l'histoire une souveraineté spirituelle. Celui-ci a découlé, à l'origine de celle-là. Il n'en a été qu'une conséquence et non l'essence même.

1. Ch. Benoist, *op. cit.*, p. 417 et s.

2. *Ibid.*, *loc. cit.* Jules Favre, *op. cit.*, p. 259-261, dépêche du 8 sept. 1870.

3. *Ibid.*, *loc. cit.*

4. Ch. Benoist, *op. cit.*, p. 421.

Il semble bien que depuis Constantin, le Saint-Siège avait pris possession de Rome, en fait, tout au moins. Mais en réalité l'Etat pontifical ne date cependant que des donations carlovingiennes. Pépin, roi des francs, ayant été appelé en Italie par le pape Etienne II que menaçaient les Lombards, offrit à ce dernier leurs dépouilles : la Romagne, le duché d'Urbin et la Marche d'Ancône pour partie. A la fin du viii^e siècle (774), Charlemagne confirma cette donation en la complétant (1).

Quelles étaient les raisons de ces libéralités ? A cette époque la papauté était la dispensatrice des couronnes et c'est à elle que Pépin devait la sienne. Le pape Zacharie consulté par Pépin en 751 à l'époque où il gouvernait comme maire du Palais au nom de Childéric III, au sujet des rois qui existaient alors chez les Francs et qui n'avaient guère du roi que le titre, sans en exercer le moindre pouvoir effectif, lui répondit que seul devait être roi celui qui exerçait le pouvoir souverain. Peu après, on sait que Pépin était proclamé roi des Francs, en présence et de l'aveu des leudes et des évêques réunis à Soissons. Il récompensait le Saint-Siège de son large concours spirituel ainsi que nous venons de l'indiquer. La source du pouvoir temporel réside ainsi dans l'autorité spirituelle du pape.

1. Guizot. *Histoire de France*, t. I, p. 186 et s.

Ce pouvoir a subi d'assez grandes vicissitudes. Le Saint-Siège, constamment en lutte, ne sut garder intact son patrimoine qui subit des remaniements successifs. Nous ne citerons que ceux qui datent de la Révolution.

En 1796 Bonaparte s'emparait des Légations et songeait déjà à fonder définitivement la capitale de l'Italie qu'il rêvait de reconstituer à Rome (1). Le traité de Tolentino du 19 janvier 1797 lui assurait la reconnaissance de cette première conquête de la part de Pie VII. L'année suivante, le général Duphot ayant été assassiné à l'ambassade française à Rome, Berthier occupait la ville et y proclamait la République (2). Mais celle-ci disparaissait peu après avec l'évacuation de Rome par les troupes françaises appelées ailleurs.

En 1800 commencèrent les négociations du Concordat. Bonaparte y avait encouragé le pape en lui laissant entrevoir qu'il pourrait lui restituer ses Etats; il prenait même l'engagement de rétablir le domaine temporel du Saint-Siège, c'est-à-dire de restituer toutes les provinces arrachées en 1797 (les Légations, Ferrare, Ravenne). Le concordat signé en 1801, Bonaparte oublia ses promesses; bien plus, il devait même refuser de payer des Légations, en 1804, la présence personnelle de Pie VII à son couronnement à Paris.

1. Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, II, p. 148.

2. Bourgeois, *op. cit.*, II, p. 172-173.

C'est alors que le pape négocia avec les ennemis de l'empereur. Napoléon lui répondit par l'occupation d'Ancône et bientôt par celle de Rome (2 février 1808), « pour supprimer sans qu'on s'en aperçût la puissance temporelle du pape », puis par l'incorporation de ses États à l'empire (1) et leur division en deux départements, ceux de Rome et de Trasimène.

En 1811 le Congrès de Vienne reconstitua entièrement les États du Saint-Siège (art. 103 de l'acte de Vienne) (2) mais le XIX^e siècle ne fut qu'une longue ère de luttes pour celui-ci. La Révolution devait faire son chemin en Italie comme ailleurs. Une première insurrection éclatait en 1831 au lendemain de la Révolution de juillet, en France, bien vite réprimée par l'occupation autrichienne des États pontificaux et par l'envoi d'un corps français de débarquement à Ancône en 1832 (3). Elle faisait proclamer la République à Rome en 1848-1849 et Pie IX devait s'enfuir (4). Il y rentrait grâce à l'appui des troupes françaises qui occuperont Rome jusqu'en 1864 (5). Mais la formation de l'Unité italienne aboutissait déjà au démembrement presque intégral des États pontificaux, les Marches, l'Ombrie, la Romagne s'en séparant pour s'unir au

1. Bourgeois, *op. cit.*, II, p. 370-373.

2. Bourgeois, *op. cit.*, II, p. 584.

3. Bourgeois, *op. cit.*, III, p. 68, 69, p. 85, 86.

4. Bourgeois, *op. cit.*, III, p. 284, 286.

5. Bourgeois, *op. cit.*, III, p. 324, 330, p. 334-341, p. 344, 348.

royaume Sarde. Il ne restait plus au Pape que Rome.

C'est l'époque où Prévost-Paradol lançait aux Piémontais ces phrases : « Entre vous et la possession de Rome, il y a toute l'épaisseur du problème qui consiste à assurer aux nations catholiques et à leurs gouvernements la pleine indépendance du pape, devenu l'hôte et le premier sujet du roi d'Italie. »

L'invasion des *Mille* avec Garibaldi à leur tête décidait cependant l'Italie, qui considérait que l'Unité italienne ne serait parachevée que par la prise de Rome, à envahir ce qui restait d'États au pape. Mais Napoléon réussissait encore à la détourner de ce projet (1). Une convention était cependant signée le 15 septembre 1864 par laquelle la France s'engageait à évacuer Rome, qu'elle occupait depuis 1849 pour le compte du pape, dans un espace de deux ans, contre la promesse italienne d'empêcher toute attaque contre le Saint-Siège. Mais l'évacuation s'effectuait à peine qu'une nouvelle occupation recommençait (octobre 1867) (2). C'est en vain que pendant trois ans les hommes d'État italiens essayèrent d'y mettre un terme. En 1869 un traité d'alliance fut préparé et proposé à Napoléon III mais sans succès jusqu'au 3 août 1870 où il le rejetait encore en pleine guerre franco-alle-

1. Bourgeois. *op. cit.*, III, p. 458, 459, p. 461, p. 466, 468, p. 470, 472.

2. Bourgeois, *op. cit.*, III, p. 482.

mande. Et son ministre M. de Gramont s'indignait, sans songer à l'appui précieux de l'Italie qu'il pouvait lui procurer, s'écriant : « La France ne peut pas défendre son honneur sur le Rhin, et le sacrifier sur le Tibre » ; et il ajoutait que c'était bien là le fait « d'un Huguenot » d'avoir suggéré que l'empereur sacrifierait le Saint-Siège au besoin de se défendre (1).

On sait le reste. Quelques jours après, Rome devait être la capitale de l'Italie.

Dans la proclamation par laquelle il annonçait à son peuple le grand événement, Victor-Emmanuel s'exprimait ainsi : « Les Italiens sont maîtres de leurs destinées, après leur dispersion pendant des siècles, dans la ville qui fut la capitale du monde. Ils sauront tirer des restes de leur grandeur l'augure d'une grandeur nouvelle. »

Le Gouvernement italien sentit cependant qu'il devait rassurer la catholicité entière en permettant, par des garanties inviolables, au pape, de remplir sa mission. Non seulement il reconnut au pape tous les attributs d'un souverain mais il lui laissa le palais du Vatican. La loi dite des garanties (13 mai 1871) sur les prérogatives du souverain pontife et du Saint-Siège et sur les relations de l'Etat avec l'église, est venue les réglementer. Cette loi contient deux titres dont le second est relatif aux relations de l'Etat et de

1. Bourgeois, *op. cit.*, III, p. 723.

l'Église et dont le premier, le seul que nous ayons à mentionner ici, règle les prérogatives du souverain pontife et du Saint-Siège. La personne du souverain pontife est sacrée et inviolable (art. 1). Tout attentat contre sa personne ou la provocation à le commettre sont punis des peines établies pour l'attentat et pour la provocation à le commettre contre la personne du roi (art. 2). Ainsi, le pape apparaît nettement comme un souverain. Il en a toutes les prérogatives. Les honneurs souverains lui sont dus sur le territoire italien (art. 3). Il a le droit de légation actif et passif. Les envoyés des Gouvernements étrangers, auprès de lui, jouissent, dans le royaume, des immunités accordées aux agents diplomatiques selon le droit international (art. 11). Les offenses dont ils seraient l'objet seront punies des peines portées contre les offenses faites aux envoyés des puissances étrangères près du Gouvernement italien.

De même, les envoyés du pape auprès des Gouvernements étrangers sont assurés, dans le territoire du royaume, des prérogatives et des immunités en usage suivant le même droit, tant pour se rendre au lieu de leur mission que pour en revenir (art. 11).

Enfin, le pape jouit du palais du Vatican et de Latran avec tous les édifices qui en dépendent ainsi que de la villa de Castel-Gandolfo (art. 5). Et aucun agent de l'autorité publique ne peut, pour accomplir des actes de son office, s'introduire dans les palais et

lieux qui sont la résidence habituelle ou la demeure temporaire du souverain Pontife, ou dans lesquels se trouve rassemblé un conclave ou un concile œcuménique, sinon *avec l'autorisation du souverain Pontife, du conclave ou du concile* (art. 7).

En définitive, la loi des garanties assure au Saint-Siège *tous* les avantages de la souveraineté bien qu'il n'ait plus aucun pouvoir temporel. Nous verrons plus tard quel caractère exact il convient d'assigner à cette souveraineté.

Nous avons vu quelle réponse les puissances firent à l'Italie au sujet de l'occupation de Rome. Aucune ne s'y opposa et n'adressa de protestation officielle, ce qui aurait été, somme toute, une manière indirecte d'acquiescer si l'on ne songeait toujours que la diplomatie est toute faite de nuances les plus fines (1). Il est certain que malgré le changement matériel qui s'était opéré dans la situation du Saint-Siège, aucune puissance ne songea à retirer son envoyé diplomatique auprès de lui pas plus que le pape ne rappela ses nonces. Bien plus, la France elle-même qui n'avait alors qu'un simple chargé d'affaires crut devoir nommer immédiatement un ambassadeur, M. d'Harcourt, auprès du Vatican pour rehausser le caractère

1. Cf. sur tous ces points, Jules Favre, *Rome et la République Française*, où l'on trouvera une quantité de documents et la genèse des événements rapportée par J. Favre, qui y prit part activement.

de sa mission alors qu'auprès de l'Italie un simple ministre la représentait. Dans une lettre qu'il écrivait le 1^{er} juin 1871 (1), Jules Favre, parlant au nom de Thiers, s'exprimait ainsi : « Nous aurions pu nous contenter de laisser à Rome un simple chargé d'affaires. Le caractère et la capacité de M. Lefebvre de Béhaine (2) le rendaient parfaitement propre à nous représenter avec distinction. Nous avons cru que les malheurs du pape, peut-être les nôtres, nous commandaient une politique un peu plus accusée. Diminuer le règne extérieur de nos relations avec un vieillard accablé par la mauvaise fortune eût été rigoureux de la part d'une nation en pleine prospérité ; de la part d'une puissance rudement frappée elle-même, c'eût été une défaillance regrettable. » Dans la même lettre, Jules Favre laissait d'ailleurs pressentir la mauvaise impression produite au Quirinal par cette nomination alors que nous n'avions auprès de lui qu'un simple ministre plénipotentiaire : « Vous n'ignorez pas que nos rapports sont devenus plus particulièrement difficiles avec l'Italie à l'occasion de la nomination de M. d'Harcourt au poste d'ambassadeur près le Saint-Siège. Les esprits ombrageux et ils sont

1. Lettre lue par M. Ribot, à la séance de la Chambre des députés du 27 mai 1904, *Journal Officiel*, 1904, *Débats parlem.*, Chambre, p. 1181, col. 3.

2. Plus tard ambassadeur lui-même auprès du Vatican. Il a raconté son ambassade dans un article de la *Revue des Deux-Mondes*.

en grand nombre, s'en sont alarmés outre mesure. Ils ont voulu interpréter cet acte comme le début d'une politique hostile à l'unité italienne et favorable à la restauration du pouvoir temporel. C'est là une induction absolument fausse. *Le gouvernement français ne songe pas plus à menacer l'Unité italienne qu'à rétablir l'autorité temporelle du Saint-Siège.* » Si les termes de Jules Favre ne laissent pas le moindre doute sur la portée qu'il convenait d'attribuer à la nomination de M. d'Harcourt et sur le caractère spirituel du Saint-Siège auquel elle s'attachait, abstraction faite du pouvoir temporel considéré comme disparu à jamais, et si Thiers lui-même, à l'Assemblée Nationale, démontra l'inanité du rêve qui tendrait à le faire revivre un jour (1), il n'en est pas moins certain que la présence de notre ambassadeur fut aussi mal comprise en France qu'en Italie. La lettre de Jules Favre nous montre ses craintes, à cet égard, en ce qui concerne cette dernière. Et dès lors, jusqu'en 1904 date où se produiront les événements qui occasionneront la rupture de la France et du Saint-Siège nous verrons l'opinion publique professer sur ce point les idées manifestement les plus fausses. Et comme dans un pays parlementaire cette opinion

1. Cf. Le discours de M. Ribot cité à la note précédente. L'ancien ministre des Affaires étrangères a considéré qu'il y avait là une véritable reconnaissance par la France des faits accomplis en 1870. (V. col. 2, p. 1181.)

se reflète nécessairement au sein des chambres, il nous suffira de retracer l'historique de la question de cette ambassade d'après les débats parlementaires. Nous la résumerons d'un mot en disant qu'en France on s'est toujours fait une idée absolument imparfaite du caractère qu'affectait la présence d'un représentant de la France auprès du Saint-Siège. On a considéré que la France continuait par là à considérer le Saint-Siège comme un Etat, le pape comme un souverain temporel, au même titre qu'il l'était antérieurement ; qu'elle se refusait de sanctionner le droit que l'Italie revendiquait désormais sur Rome, capitale de l'Italie. Elle était ainsi tout naturellement amenée à voir dans le maintien de cette ambassade un acte anti-amical pour l'Italie, qui, non sans raison, pouvait reprocher à la France de l'avoir froissée dans ses sentiments nationaux, bien inutilement, avant les événements de 1870. En d'autres termes on n'a pas voulu pénétrer la situation véritable du Saint-Siège. On ne s'est attaché qu'au caractère purement extérieur de sa mission séculaire, à la disparition de son pouvoir temporel par la formation de l'unité italienne. Il a semblé que la souveraineté du pape avait disparu dans la tourmente ; il a paru inconcevable — et cela nous le paraîtrait aussi en ce sens — qu'un souverain dépossédé, sans Etats, pût continuer à jouir des mêmes droits qu'auparavant, absolument comme si des Bourbons pouvaient encore, vis-à-vis de pays

étrangers, avoir droit aux prérogatives souveraines qui leur appartenaient en qualité de rois de France.

Cette vue un peu simpliste des choses, que nous réfuterons avec soin plus tard, a obscurci pendant trente ans notre horizon politique dans la lutte que les partis de gauche ont entreprise contre l'église, à tort ou à raison. Elle a fait considérer le maintien de notre ambassade comme un anachronisme. L'idée de la séparation de l'Eglise et de l'Etat formulée par les avancés déjà sous l'empire, n'a d'ailleurs pas été tout à fait étrangère à ces idées. Rompre le concordat, cela ne signifiait-il pas rompre avec le Saint-Siège, comme si en droit international la dénonciation d'un traité était toujours un acte anti-amical nécessairement préparé ou suivi d'une rupture diplomatique. Rompre avec le Saint-Siège c'était en finir avec une fiction ancienne qui voulait contre la force des choses non seulement maintenir au Saint-Siège un pouvoir temporel qui ne lui appartenait plus, mais lui attribuer une autorité internationale.

Comme on l'a dit avec une grande justesse « les questions romaines ont ceci de très particulier *qu'on les discute autour d'une ambassade* sous la forme de questions de protocole, mais qu'au fond ce qui domine le débat c'est la question de politique intérieure. »

C'est ce lien que, précisément, nous verrons apparaître dans les débats qui ont eu lieu autour de cette ambassade depuis plus de trente ans.

CHAPITRE II

L'opinion publique en France

Au lendemain de la guerre, circula en France une importante pétition des évêques (1) à l'assemblée nationale de 1871, proclamant la spoliation du Saint-Siège, l'impossibilité où il était de satisfaire à son saint ministère. La commission des pétitions la rapporta favorablement et le rapporteur prononça de vibrantes paroles en faveur du pouvoir temporel. Il opposa à Thiers ses propres discours antérieurs dans lesquels vingt ans plus tôt il déclarait que le pouvoir temporel du Saint-Siège était une condition même de son existence. La séance du 23 juillet 1871 fut d'une violence inouïe. On s'en rendra compte d'après le *Journal officiel* (2). Elle fut faite en grande partie de

1. Texte dans Jules Favre, *op. cit.*

2. *J. Officiel*, 1871, p. 2175 et s.

« C'est l'honneur de la France et sa gloire la plus pure d'être demeurée toujours fidèle au milieu même de ses plus cruelles épreuves, aux nobles causes qu'elles a prises sous sa protection. Il est, dans son histoire, des traditions de dévouement et de loyauté qu'elle ne répu-

discours hachés et lorsqu'on en lit le compte rendu on a grand'peine à pénétrer le sens exact qui s'en dégage. Thiers prononça à cette occasion un grand discours dans lequel il ne prit parti en réalité ni pour

die jamais, et qui lui ont assuré dans le monde une mission providentielle. Ainsi, depuis qu'elle a pris, avec Clovis, le premier rang parmi les nations chrétiennes, elle a toujours été considérée comme la protectrice naturelle de l'Eglise, en même temps qu'elle a prouvé maintes fois qu'elle était la sauvegarde des états faibles et opprimés. Les malheurs qui sont venus fondre sur elle ont ébranlé, pour un moment, sa puissance, mais ils n'ont pu atteindre son âme qui sera d'autant plus grande et plus forte qu'elle sera plus profondément dévouée aux intérêts éternels de la conscience, de la justice, et de la vraie civilisation... Cette souveraineté, non seulement repose, comme toute les autres, sur la garantie du droit, des traités et des lois internationales, mais elle touche encore aux intérêts les plus élevés et les plus vastes qui soient dans le monde, parce qu'elle couvre le chef spirituel de 200 millions d'âmes et avec lui leur liberté de conscience. Il ne s'agit donc pas d'une question locale ou d'une institution étrangère, la papauté n'étant pas plus italienne qu'autrichienne, espagnole ou française, mais d'une institution de droit public et universel, dont le maintien importe au maintien même des intérêts religieux et moraux de l'humanité... » L'un des rapporteurs, M. de Tarteron (*J. officiel*, 1871, p. 2177, vol. 1), s'exprima ainsi à cet égard : « Le gage indispensable de cette liberté pour le monde, c'est, suivant une parole célèbre qui, si elle était contredite ici y trouverait sans doute un éloquent défenseur, la réunion du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel à Rome, afin que ces deux pouvoirs puissent être séparés ailleurs. Avec les protestations, les pétitions ont encore un autre objet. Elles supplient l'assemblée d'inviter le gouvernement à se concerter avec les puissances étrangères, afin de rétablir le souverain pontife dans les conditions nécessaires du libre gouvernement de l'Eglise catholique ».

ni contre le pouvoir temporel. Il ne fallut pas moins de plusieurs interventions successives de sa part à la tribune pour faire saisir sa pensée. Il montra que depuis la formation de l'unité italienne, la question avait pris une tournure particulière. L'Italie existait. Il fallait choisir entre la reconnaissance de son unité ou la guerre, solution dont personne ne voudrait. Mais d'autre part, le Saint-Siège possédant, en vertu du concordat, le droit d'investiture des évêques, celui-ci ne pouvait s'exercer avec les garanties voulues que si le pape avait toute son indépendance.

Au fond, la pensée de Thiers peut se résumer ainsi : il s'engageait à faire tous ses devoirs de patriote français et il demandait à l'Assemblée, en lui faisant crédit, de lui laisser toute sa liberté d'action. Aussi crut-il pouvoir accepter tous les ordres du jour quels qu'ils fussent pourvu qu'il fût bien entendu qu'ils seraient interprétés d'après ses propres paroles. Il indiqua simplement qu'on pourrait notamment adopter l'un d'entre eux, ainsi conçu : « L'assemblée nationale, confiante dans le patriotisme et la prudence du chef du pouvoir exécutif de la République, passe à l'ordre du jour (1). »

Mgr Dupanloup reprit cependant la demande des pétitionnaires.

Dans une allocution enflammée, où il alliait à sa

1. Cet ordre du jour était présenté par M. Barthe.

profonde admiration pour le chef du pouvoir exécutif ses sympathies pour le Saint-Siège, il demanda le renvoi des pétitions au ministère des Affaires étrangères étant d'ailleurs entendu que le chef de l'État resterait libre d'agir selon sa conscience. Après un débat des plus vifs, l'ordre du jour vers lequel inclinait Thiers fut rejeté par 375 voix contre 273 et l'ordre du jour conforme à la pensée des rapporteurs des deux commissions des pétitions fut voté par 431 voix contre 82 :

« L'Assemblée, confiante dans les déclarations patriotiques et la prudence de M. le chef du pouvoir exécutif, renvoie la pétition au ministre des Affaires étrangères. »

Sa véritable signification allait être immédiatement éclairée par un événement sensationnel. Jules Favre donnait sa démission de ministre des Affaires étrangères à raison du renvoi des pétitions qui lui était ainsi fait (1). De la séance confuse du 23 juillet 1871, ce qui résultait de plus clair, c'était une politique d'équivoques par excellence, les paroles prononcées par Thiers étant dans ce genre un véritable chef-d'œuvre où toutes les thèses, tous les partis réussissaient à se retrouver (2).

Vinrent ensuite les nombreux pèlerinages à l'effet

1. V. sa lettre de démission, J. Favre, *op. cit.*, p. 333-336.

2. Cet accord singulier avait même déchainé un incident des plus violents entre Gambetta et M. Keller.

de soutenir non moins officiellement que bruyamment les revendications du Saint-Siège. M. Tirard qui se trouvait à Rome au moment où l'un d'eux fut présenté par notre ambassadeur, ne pouvait cacher son indignation. « Là, rapportait-il, des discours furent prononcés d'une violence extrême, non seulement contre le gouvernement de la République mais contre le gouvernement italien. Ce fait produisit en Italie une émotion énorme que je pus constater par moi-même ; je puis affirmer que l'acte de notre ambassadeur avait eu des effets des plus regrettables (1). »

Le duc Decazes, alors ministre des Affaires étrangères dans le cabinet de M. Dufaure, *ne nia pas les fautes* et prit l'engagement, afin d'établir une sorte d'équilibre, de remplacer notre ministre auprès du Quirinal par un ambassadeur. Il demanda à la Chambre les crédits nécessaires qui ne lui furent bien entendu pas refusés (2). Un député, M. Keller, attaquait au même moment, en plein Parlement, l'Italie et son ambassadeur Cialdini dont le nom était attaché selon lui « aux souvenirs néfastes de Castelfidando (3) ». Le

1. M. Tirard parla de l'incident ci-dessus relaté à maintes reprises et notamment à la séance du 29 février 1888, *J. officiel*, p. 656. L'incident était de 1876.

2. Décret du 18 juillet 1876. — Le poste devint une ambassade. — Le marquis de Noailles en resta titulaire ; mais son traitement ne fut équivalent à celui de son collègue du Vatican qu'en 1877. V. *infra*, p. 40, note 2.

3. Séance du 12 novembre 1876, *J. off.*, p. 3170.

22 mars 1877 le pape Pie IX demandait au clergé et aux fidèles de tous les pays catholiques d'agir pour que l'on « pourvût d'une façon efficace à écarter les obstacles qui s'opposaient à sa pleine et entière indépendance » et *et que l'on déclarât la guerre à l'Italie* « usurpatrice » du pouvoir temporel (1). Le 20 mars une délégation se présentait devant le ministre des Affaires étrangères. Le 8 avril le maréchal Mac-Mahon, président de la République, recevait une pétition pour le rétablissement du Saint-Père dans ses provinces ; la pétition fut signée dans les écoles. Quelque opinion que l'on puisse partager, et quelle que soit la cause dont il s'agisse, on considérera à juste titre que les élèves des écoles primaires avaient autre chose à faire que de signer des pétitions en faveur du rétablissement d'un pouvoir dont vraisemblablement leurs maîtres n'avaient encore eu le temps de leur parler à la leçon d'histoire. Jules Simon, non sans raison, en interdit la circulation. Au même moment se constituait une association pieuse de Saint-Pierre-ès-Lien dans le diocèse de Bordeaux pour aider par tous les moyens possibles à rendre au pape une situation qui assurât sa complète liberté, et dont le titre exact était « association pieuse de Saint Pierre-ès-lien pour l'affranchissement du Pape ».

Les Italiens commençaient à être froissés. Ils avaient

1. Dubief. *Rapport sur le budget, Affaires étrangères, année 1904, J. Off.*, Chambre, p. 1170.

constitué leur Unité à force de persévérance ; et ils avaient triomphé. D'un petit peuple ils avaient fait une grande nation. Si l'on regarde l'histoire du XIX^e siècle de 1815 à nos jours il semble que leur place y fut entre toutes honorable. L'Etat italien étant, en outre, un Etat neuf, devait se faire une place dans le Concert européen ; de toutes ses avances, on feignait ne pas tenir compte. En août 1877 la *Civiltà Cattolica*, un organe du Vatican, « s'efforçait de démontrer la nécessité d'une guerre entre la France et l'Italie et prétendait mettre en cause à l'appui de sa thèse, les sentiments intimes et universels de notre pays... » (1).

Si l'Empire commit une erreur en s'opposant à l'unité italienne intégrale et en ne l'acceptant que de mauvaise grâce dès qu'elle fut accomplie, il faut remarquer cependant que de très bonne heure il exista une minorité, devenue depuis la majorité, en faveur de cette unité intégrale. Comme le disait quelqu'un un jour à l'Empereur « pour trouver les partisans de l'unité italienne, il faut aller les chercher dans les centres où l'on compte la chute de l'Empire » (2). C'est là un point d'histoire, que l'Empereur fut acculé à sa politique romaine par le parti catho-

1. Debidour, *L'Eglise Catholique et la Troisième République*, t. I, p. 173.

2. Le procureur général Pénard à Napoléon III (Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, t. III, p. 620).

lique auquel il lui fallait donner satisfaction tandis que lui-même, le champion des nationalités, n'aurait jamais mis son veto à l'annexion de Rome.

Tout le monde sait aussi sur quels principes auto-cratiques reposait le pouvoir temporel des papes. Des fils de la Révolution, pour rester *logiques* avec eux-mêmes, et sérieusement on ne devait leur en vouloir, ne pouvaient pas ne pas souhaiter l'avènement d'un gouvernement plus libéral, dans un pays où l'on méconnaissait des droits dont, à tort ou à raison, ils font leur viatique. C'est dans les Etats pontificaux que la répression des mouvements de 1831 et de 1848 s'était faite avec le plus d'absolutisme. Le pape entendait bien tenir tête à l'ouragan qui secouait l'Italie dans son mouvement d'émancipation et d'enfantement de son unité. Ce qui faisait dire à Mazzini : « le pape libéral n'est pas un être possible. » Et de fait, Pie IX n'avait pas l'intention de « libéraliser » (1).

Si l'on jette un coup d'œil sur le programme des partis avancés depuis que les Italiens sont entrés à Rome, une chose frappe : c'est l'inlassable ténacité avec laquelle ils ont poursuivi ce but : « supprimer l'ambassade de France auprès du Saint-Siège. » La raison en est bien claire ? Il y a là, en effet, une question qui ne manque pas d'importance :

Le pape était-il avant 1870 un simple souverain ?

1. Bourgeois, *op. cit.*, III, p. 275.

Oui, répondent-ils énergiquement. Mais le pape n'a jamais été qu'un souverain temporel : depuis la brèche de la Porta Pia il a cessé de l'être. S'il a plu au gouvernement italien de reconnaître au pape des attributs qui ne lui appartiennent pas, c'est par pure condescendance de sa part.

Louis XVIII (le comte de Provence) n'avait-il pas pendant la Révolution française un envoyé accrédité auprès du Saint-Siège, ne lui faisait-on pas partout les honneurs d'un souverain ? Était-ce une preuve de sa souveraineté ? Ce serait une injure à la souveraineté nationale française que de soutenir l'affirmative (1).

Bonaparte écrivait au Directoire en 1797 : « Rome une fois privée de ses légations ne peut plus exister (2). » Le parti républicain avancé s'en persuada. Et de même qu'il s'opposa absolument à ce que l'on reconnût ce qui n'existait pas, de même il entendit une fois pour toutes que l'on s'inclinât devant ce qui était un fait accompli, la Rome intangible.

Il n'hésita pas un seul instant à voir un anachronisme dans le fait de notre ambassade vaticane. Comme il ne voulut pas admettre l'existence d'une souveraineté spirituelle il s'est trouvé amené à recher-

1. On sait que Louis XVIII datait en 1815, ses ordonnances de la vingt-troisième année de son règne.

2. Cité par M. Madier de Montjau à la Chambre des députés (Séance du 6 juillet 1881, *J. Off.*, p. 1517.

cher, dans l'ancienne grandeur pontificale, les raisons du maintien de l'ambassade de France. — Et ces raisons il les trouva dans la lettre, déjà citée de Jules Favre au marquis de Banneville : « Nous avons cru que les malheurs du pape, peut-être les nôtres, nous commandaient une politique un peu plus accusée. — Diminuer le signe extérieur de nos relations avec un vieillard accablé par la mauvaise fortune eût été rigoureux de la part d'une nation en pleine postérité ; de la part d'une puissance rudement frappée elle-même, c'eût été une défaillance regrettable. »

C'est en 1876 que devait partir la première attaque. M. Tirard, au lendemain d'un voyage en Italie qui lui avait laissé une pénible impression, proposait à la commission du budget (de 1877) (1) la suppression de l'ambassade.

Mais le duc Decazes, alors ministre des Affaires étrangères, n'avait pas eu beaucoup de peine à changer les opinions de M. Tirard et à convaincre la Commission du peu d'opportunité que présenterait selon lui la mesure. Le rapporteur, M. Grévy, trouvait l'amendement « de nature à affaiblir la représentation utile de la France en Italie et à compromettre sous plus d'un rapport des intérêts de premier ordre. La Commission, ajoutait-il, a accepté les

1. Gambetta en était le président.

explications du ministre dans les circonstances actuelles (1) ».

M. Madier de Montjau reprenait en séance l'amendement de son confrère, au nom des libres-penseurs comme de ceux qui professaient une autre religion et pour qui, la « présence d'un ambassadeur auprès du Saint-Siège n'était qu'une négation formelle et affligeante des principes les plus vénérables de notre droit public » (2).

Le duc Decazes, le premier qui ait eu à s'expliquer, sur cette souveraineté, le fit en ces termes : « C'est une souveraineté d'ordre supérieur, puisqu'elle rayonne et fonctionne dans le monde des idées et des consciences. Cette souveraineté a droit à nos hommages, à nos respects, à nos déférences. Elle est l'objet d'un culte, la consolation et l'espoir de trente millions de Catholiques (3). » « Nous sommes les adversaires de ce pouvoir spirituel, déclarera plus tard M. Guillaot (4), avec lequel vous négociez de puissance à puissance. La France républicaine comme toutes les nations libres ne peut pas reconnaître au pape la qualité de souverain. »

1. Rapport de M. Grévy, *J. Off.*, *Chambre*, *Annexe* 322, 1876, p. 6339.

2. Séance du 11 nov. 1876, *J. Off.*, 1876, p. 8168. L'amendement fut rejeté par 363 voix contre 85. Mais à l'issue de cette séance le duc Decazes décida que le traitement de M. de Noailles serait porté au même chiffre que celui de l'ambassadeur au Vatican.

3. Même séance, *J. Off.*, p. 8169.

4. Séance du 13 nov. 1888, *J. Off.* 1888, p. 2509.

En 1877 et 1878, aucune tentative ne fut faite (1). En 1879 c'est Benjamin Raspail qui monta à l'assaut : « Je supprime d'un trait le poste du Vatican disait-il. Aujourd'hui que les choses sont revenues à une situation plus normale c'est-à-dire que le pape n'est plus que chef spirituel, qu'à l'entendre il ne lui reste plus que l'habitation du Vatican et à en croire ses partisans qu'un cachot et un peu de paille, nous n'avons plus à envoyer d'ambassadeur auprès du pape ; quant à moi je n'en vois pas du tout la nécessité (2). » Son amendement obtint 79 voix sur 345 votants. En 1880 nouvel amendement de B. Raspail et de 28 de ses collègues demandant la suppression (3). Cette fois il obtint 207 voix sur 319 votants soit un gain de 122 voix sur le résultat de l'année précédente. En 1881 c'est M. Madier Montjau et 156 de ses collègues qui le propose. Par 9 voix sur 13, la commission du budget le rejette. Repris en séance, l'amendement que combattit le ministre M. Barthélemy-Saint-Hilaire obtint 171 voix sur 453 votants (4) (282 contre).

Deux amendements furent présentés en 1882. L'un

1. V. le rapport de M. Spuller, Affaires étrangères, 1877 et 1878, *J. Off.*, 1877, p. 8578 et 1878, p. 10411.

2. Séance du 1^{er} août 1879. *J. Off.*, p. 7895.

3. L'amendement déposé à la Commission le 3 juin est rejeté par elle (Rapport Proust, Annexe 273, *J. Off.*), p. 7600 ; Séance du 19 juin 1880, *J. Off.*, p. 6682.

4. Séance du 6 juillet 1881. *J. Off.*, p. 1513-1524.

de B. Raspail encore, demandant la suppression radicale (1) et qui fut repoussé par 337 voix contre 159, l'autre de M. Madier de Montjau qui sans aller aussi loin demandait qu'on *réduisît* le crédit pour supprimer l'ambassadeur auprès du Saint-Siège et qu'on le remplaçât par un chargé d'affaires au titre concordataire (2). Il fut encore moins heureux. Par 329 voix contre 132 la Chambre repoussa l'amendement. En 1883 B. Raspail fait un nouvel effort. Par 234 voix contre 192 les crédits demandés par le ministre furent votés (3).

En 1884 l'amendement obtint 171 voix contre 293 (4). Malgré un magnifique discours dans lequel M. Madier s'était fait l'apôtre du rapprochement franco-italien en montrant que les Italiens « ne croiraient jamais à nos bons sentiments pour l'Italie, à notre respect pour Rome affranchie du joug de la papauté tant que notre ambassadeur serait au Vatican », il ne put ravir les suffrages de la Chambre.

1. Séance du 21 novembre 1882. *J. Off.*, p. 1669 et s.

2. M. Madier avait fait part d'une adresse à lui envoyée par Garibaldi, Castellane, Giovanni Burio, Alberto Marco le félicitant; elle disait que le gage le plus sérieux que la France pourrait leur donner serait de supprimer cette ambassade, menace perpétuelle pour l'unité de l'Italie.

3. Séance du 15 décembre 1883. *J. Off.*, 2829. J. Ferry était président du conseil et ministre des Affaires Etrangères.

4. Séance du 20 décembre 1884, *J. Off.*, p. 2947.

En 1885 la tribune resta muette. L'année suivante (1) c'est M. Michelin qui présenta « l'amendement traditionnel », « convaincu que la Chambre voterait la suppression de l'ambassadeur ». Cette fois l'amendement frisa la majorité ; il ne fut repoussé que par 288 voix contre 239, le plus grand nombre de voix qui eût jamais été atteint. La Commission du budget de 1887 refusa pour la première fois au ministre des Affaires Etrangères les crédits par lui demandés. « La commission, dit le rapporteur, dont la majorité est favorable à la séparation des Eglises et de l'Etat ainsi qu'à la suppression du budget des cultes *croit inutile de maintenir un représentant près du Chef de l'Eglise Catholique* (2). »

La chambre, sans se laisser impressionner par un vigoureux discours de M. Camille Pelletan, se rangea à l'avis de M. Flourens, alors ministre : par 281 voix contre 237 les crédits furent rétablis (3).

En 1888 c'est l'amendement Ferroul. Sans se faire illusion sur le sort de sa proposition, l'auteur espérait cependant que le scrutin « constaterait les progrès incessants de ceux qui se refusaient à considérer l'autorité du Saint-Siège comme une puissance avec

1. Séance du 27 novembre 1886, *J. Off.*, p. 2020. La commission avait repoussé l'amendement. M. de Freycinet le combattit en séance.

2. Rapport de M. Gerville-Réache, annexe 2095, *J. Off.*, p. 275. L'amendement accepté par la Commission était de M. Hubbard.

3. Séance du 29 février 1888, *J. Off.*, p. 655 et s.

laquelle la démocratie pouvait traiter d'égale à égale » (1). Parlant ensuite de nos rapports avec le Quirinal il lançait au ministre cette apostrophe. « *Le peuple italien qu'en faites-vous?* » M. Goblet, ministre des Affaires étrangères, lui répondait que « *si le pape espérait de la France un concours quelconque pour le relèvement du pouvoir temporel, c'était une illusion qu'il serait impossible de laisser subsister* ».

M. Guillot ne se montrait pas satisfait de cette réponse et reprenait l'idée de M. Ferroul. « A côté du pouvoir moral du pape, disait-il, il y a l'Italie, la nation généreuse à l'amitié de laquelle nous tenons, une nation aimée du progrès et de la liberté, qui nous entend et devant laquelle certaines paroles ne doivent pas être prononcées... Vous nous avez parlé des amertumes du Saint-Père? Qu'est-ce que cela fait à la France républicaine, à la France qui pense librement? Est-ce que cela l'atteint? Est-ce que cela la touche? Elle n'est pas intéressée par ces choses. La France républicaine veut vivre en bonne intelligence avec les nations démocratiques qui l'entourent et couper court à toutes les équivoques. » Il ajoutait que l'on devait une fois pour toutes déclarer sans ambages que la Rome italienne était bien intangible.

La chambre, n'en maintint pas moins les crédits par 307 voix contre 247. C'est à cette occasion que

1. Séance du 13 novembre 1888, *J. Off.*, p. 2508.

M. Goblet fit une déclaration de la plus haute importance parce qu'elle est en quelque sorte une synthèse des arguments dont tous les gouvernements concordataires s'étaient servis et se servirent par la suite chaque fois que fut posée la question de la suppression de l'ambassade. Le discours de M. Goblet a été en somme la Charte des rapports de l'Eglise et de l'Etat jusqu'à la rupture avec le Vatican.

Le ministre déclara que le crédit se justifiait étant donné que la France vivait sous l'empire du Concordat et que le ministère des Cultes était un service public. On ne pouvait donc pas cesser des rapports officiels avec le pape. Il continuait en montrant que la suppression de l'ambassade ne pouvait être que le prodrome de la séparation. M. Goblet ajoutait encore que moins le pape disposerait de la force et de la puissance qui jouent un si grand rôle dans le monde, plus il lui semblait que la République Française devrait s'honorer en ne retranchant rien des témoignages de son respect envers la haute autorité morale qu'il représentait (1).

C'est en vain que M. Anatole de La Forge présenta son amendement l'année suivante. On était encore trop sous le coup des paroles de M. Goblet pour l'accepter; il n'obtint que 232 voix contre 314 (2). M. Alfred Leconte soutenu par M. Rabier ne fut pas plus heureux

1. Séance du 13 nov. 1888, *J. Off.*, p. 2508-2509.

2. Séance du 4 juin 1889, *J. Off.*, p. 1264.

en 1890 : ses 205 partisans succombèrent devant 317 opposants (1).

Immédiatement les ultramontains reprirent confiance et ne ménagèrent pas les Italiens. Deux incidents se produisirent au moment où les Chambres discutaient le budget de 1892. Un membre de la droite, M. Delafosse, vint protester contre la participation officielle de la France aux fêtes données à Nice en l'honneur de Garibaldi et principalement contre les paroles prononcées par le ministre des Finances, M. Rouvier, qui n'avait pu chasser l'idée de représenter le gouvernement dans cette solennité. Faisant allusion aux événements passés, « aux mémorables circonstances qui rapprochèrent dans un commun élan de reconnaissance et d'admiration les fils des deux nations unies par la Communauté de race et partant de liens imbrisables (2) », le ministre avait, pour la première fois, parlé de Rome capitale de l'Italie.

1. Séance du 6 novembre 1890. *J. Off.*, p. 1902. Il est vrai que le langage de M. Leconte n'était pas fait pour entraîner des gens modérés. Il s'exprima dans des termes d'une violence inouïe, à l'égard du Saint-Siège, qu'il serait déplacé de rapporter ici et qui soulevèrent la plus vive indignation.

2. Séance du 26 octobre 1891, *J. Off.*, p. 1954.

A la séance du 27 mai 1904 l'incident a été rappelé par M. Hubbard (*J. Off.*, p. 1168, vol. 3) : « J'ai d'autant plus de plaisir à rappeler cet incident que j'ai en face de moi un ministre qui prononça à ce moment des paroles éminemment propres à préparer cette politique que

Le deuxième incident se produisit à Rome. Il ne fut pas moins regrettable que celui que provoqua l'intervention de M. Delafosse au sujet du discours de M. Rouvier. Un prêtre français avait inscrit au Panthéon (de Rome) sur le livre consacré à la mémoire du roi Victor-Emmanuel les mots de « Vive le Pape ». La justice italienne avait sanctionné cette infraction. Il y avait évidemment là une faute grave de la part des pèlerins français, un enfantillage surtout. Il eût été politique pour les partisans de la souveraineté temporelle de faire le silence sur cet incident. M. Delafosse ne craignit pas, au contraire, de se plaindre amèrement au ministre des Affaires étrangères de l'attitude des autorités italiennes et surtout de la foule de Rome qui aurait manifesté contre les prélats français ! M. le comte de Mun demanda au ministre « pourquoi il n'avait pas adressé au Quirinal un reproche public et direct ? » L'orateur catholique se plaignit de l'accueil hostile du peuple de Rome. Mais était-ce bien le rôle de notre gouvernement d'endosser la faute de quelques irréfléchis et d'ajouter à leur incorrection par la défense qu'il en aurait pris.

je rappelais tout à l'heure et à nous conduire au résultat que nous désirons tous. »

Et M. Rouvier répondit : « C'est à cette occasion que, pour la première fois, un membre du gouvernement français a parlé de Rome capitale. » M. Ribot : « j'étais alors ministre des Affaires étrangères. » M. le ministre des Finances (M. Rouvier) : « Parfaitement, je tiens à le constater aussi. »

M. Ribot, alors ministre des Affaires étrangères, fit très nettement sentir à l'interpellateur qu'il ne le suivrait nullement. C'était une petite victoire pour les partis avancés et il semblait que dans ces conditions « l'amendement traditionnel » se présenterait sous des auspices particulièrement favorables. Peut-être le ministre ne le combattrait-il pas ? M. Hubbard ne manqua pas l'occasion qui se présentait et prononça ce jour-là un grand discours. Il déclara qu'il fallait mettre un terme à la politique antinationale qu'était celle des vexations à l'égard du Quirinal ; il nous voyait dans la nécessité de donner un témoignage réel d'amitié à nos voisins. « *Il y a en Italie, disait-il, une opinion enracinée : c'est que malgré nos paroles il y a une arrière-pensée, une secrète espérance de voir un jour le pouvoir temporel rétabli et en tous les cas l'intention de se conserver le moyen d'influer sur la politique italienne, sur la politique pontificale, dans l'intérêt de ce rétablissement de la papauté* (1). » Deux cent-dix députés répondirent seulement à l'appel de M. G. Hubbard ; ils succombèrent devant les 284 opposants. Il y avait toutefois un gain sur l'année précédente.

Encouragé par ce résultat, le député de Seine-et-Oise revint à la charge en 1893 (2). Cette fois l'amende-

1. Séance du 26 octobre 1891, *J. Off.*, p. 1963 et s.

2. Séance du 19 janvier 1893, *ibid.*, p. 125.

ment fut rejeté par 317 voix contre 191 ; il faut dire qu'on était à la veille des élections.

M. Hubbard eut beau exhorter ses collègues à faire quelque chose avant de se présenter devant le corps électoral, le spectre des élections l'emporta sur tous les arguments.

En 1895 M. Prudens-Dervilly demanda la suppression de l'ambassade, *le premier pas dans la voie de la séparation des Eglises et de l'Etat* : « Rompons sur le terrain politique, s'écriait-il, avec cette autorité, dont le passé est trop connu et trop malfaisant (1) ». C'est M. Hanotaux, alors ministre, qui combattit l'amendement ; il se borna à relire la déclaration faite quelques années auparavant par M. Goblet et dont nous avons déjà parlé : par 338 voix contre 166, les crédits furent maintenus. L'année suivante c'est encore M. Hubbard qui essaya de vaincre l'opposition ; par 357 voix contre 183, l'amendement fut rejeté (2).

En 1899 M. Marcel Sembat monta à l'assaut. Il eut beau montrer qu'il « s'agissait d'une question de loyauté et d'application, par le parti républicain au pouvoir, des promesses et des déclarations faites jadis » (3). Il alla même jusqu'à se demander pourquoi la France n'avait aucun représentant auprès du *Pape Noir* qui selon lui « semblait jouir d'une certaine

1. *J. Off.*, du 1^{er} février 1895, *ibid.*, p. 113.

2. Séance du 21 novembre 1896, *J. Off.*, p. 1688 et s.

3. Séance du 24 janvier 1899, *ibid.*, p. 134.

influence ». 198 députés votèrent pour et 323 contre.

La Commission du budget de l'exercice 1900 se prononça néanmoins pour la suppression des crédits par 12 voix contre 9 sur les 33 membres qui la composaient ; le rapporteur M. G. Berger de la minorité prit néanmoins la liberté de combattre et de regretter le vote de la Commission, en voyant dans la suppression de l'ambassade « une sorte de déchéance du rang que notre pays occupait à la tête des grandes puissances catholiques ». Le pape, ajoutait-il, « n'accepterait pas un traitement aussi blessant (1) ». C'était en somme en appeler à la Chambre de la décision de ses collègues(2). Le ministre des Affaires étrangères obtint le rétablissement des crédits par 328 voix contre 187 malgré l'intervention de M. Sembat (3). Le député de la Seine prétendit cependant que l'anticléricalisme « devait être un article d'exportation » et essaya d'arracher à la Chambre une réduction de 1.000 francs des crédits demandés, à titre d'indication. Cette éco-

1. Rapport de M. G. Berger : *Affaires Etrangères*, Annexe n° 1135. *J. Off.* de 1899, p. 2400.

2. Dans une note du 13 octobre 1899, que M. de Navenne chargé d'affaires de France adressait à M. Delcassé, il lui rapportait la conversation qu'il avait eue avec le secrétaire d'Etat, le cardinal Rampolla, et du peu d'inquiétude que causait à celui-ci la décision de la commission du budget, certain qu'il était d'avance que le ministre n'aurait pas de peine à obtenir de la Chambre le rétablissement des crédits (V. le texte de la note dans *Le Livre Jaune* de 1903, *Affaires du Saint-Siège*, Doc. n° 3).

3. Séance du 27 novembre 1899. *J. Off.*, p. 1962 et s.

nomie, insignifiante en apparence, était grosse de conséquences politiques. Par 299 voix contre 193 (1), elle ne fut pas acceptée.

Sans se laisser décourager, M. Sembat trouva bon de pressentir, dès les élections de 1902, la nouvelle Chambre sur cette brûlante question : par 323 voix sur 538 votants, les élus se prononcèrent contre la suppression (2). L'année suivante M. Allard obtint 228 voix contre 320 (3). Les crédits figurèrent — mais pour la dernière fois — dans le budget de 1904.

Après vingt-cinq années d'efforts, les partis avancés de gauche n'avaient donc pu faire aboutir un des points de leur programme qui semblait leur tenir particulièrement à cœur. Ils s'étaient chaque année heurtés à l'opposition gouvernementale soutenue par la majorité du Parlement. Si de nombreux débats avaient eu lieu sur la question de l'ambassade, le nombre des arguments que l'on avait échangés de part et d'autre au cours des mêlées était d'ailleurs assez restreint : on vit même des ministres se contenter de relire en partie les discours de leurs prédécesseurs ?

1. Séance du 22 novembre 1899, *J. Off.*, p. 2204.

2. Séance du 29 janv. 1903, *ibid.*, p. 298 et 299. Rapport de M. Dubief, *J. Off.*, 1902, Annexe 609, p. 616.

3. Séance du 24 nov. 1903, *J. Off.*, p. 2855. Rapport de M. de Prenensi, *J. Off.*, 1903, p. 1532.

Aussi n'est-il peut-être pas d'étude plus fastidieuse que celle des discussions budgétaires qui eurent lieu depuis vingt-cinq ans sur ce point : Le problème posé dès 1876 par M. Tirard l'a alors été dans toute son ampleur ; nous ne retrouvons depuis lors, à peu de choses près, rien qui n'ait été dit dès cette époque.

∴

Nous croyons avoir ainsi nettement fait apparaître l'erreur si répandue que suscitait le maintien de l'ambassade de France au Vatican. Elle semblait pour tous le dernier vestige du pouvoir temporel du pape ; d'où l'acharnement des uns à la défendre et des autres à l'attaquer.

Nous n'aurons cependant pas de peine à montrer que le pouvoir temporel était bien mort depuis longtemps.

Tanten ce qui concerne les rapports du Saint-Siège avec le Vatican, que les rapports du Saint-Siège avec la France, nous considérons que la souveraineté de l'Italie sur Rome ne pouvait faire, en droit, l'ombre d'un doute. Spécialement en ce qui concerne la France, nous voudrions montrer qu'elle a nécessairement reconnu, implicitement tout au moins, les faits accomplis depuis longtemps.

SECTION I

Rapports du Saint-Siège et du Quirinal

Dans les rapports du Saint-Siège et du Quirinal, les plus importants peut-on dire, puisque c'est la loi des garanties qui régit la condition juridique du pape, il est certain que le pape n'est plus un souverain temporel. Nous ne voudrions pas reprendre ici une étude d'ensemble, sur ce point, qui manifestement dépasserait le but que nous poursuivons. Il nous suffira de mentionner d'un mot la doctrine, qui admet d'une manière en quelque sorte unanime, que la souveraineté temporelle du pape sur ses anciens Etats et sur la ville de Rome n'existe plus (1). La

1. L'étude fondamentale sur ce point reste encore celle de M. Brusa, *La juridiction du Vatican, Rev. de Dr. intern. et de législ. comp.*, 1883, p. 113 et s. On y trouvera tous les éléments de la question. On consultera à cet égard les divers traités généraux dans lesquels on trouvera une bibliographie complète (V. notamment Bonfils-Fauchille. *Manuel de Dr. intern. public*, nos 70 et s. ; Despagnet, de Boeck, *Précis de Dr. intern. public*, 1910, 5^e éd., n^o 147 et s.

Nous ne citerons que pour mémoire l'opinion jadis défendue (V. Marquis d'Olivart, Chambellan intime de sa sainteté, *Le pape, les Etats et l'Eglise en Italie*, 1897 ; Hémard, plaidoirie dans l'affaire, Du Plessis Bellière, en faveur du Saint-Siège, *Gazette des Tribunaux*, 30 décembre 1891), et qui s'était de la mission que le Saint-Siège aurait reçue de la Providence non seulement d'exercer une influence spirituelle mais encore de gouverner des Etats. Il ne peut donc perdre ni l'une ni l'autre, quoi qu'il advienne. Une pareille opinion a un caractère trop fantaisiste pour qu'elle demande une réfutation. L'ori-

difficulté ne semble exister que pour les palais laissés à la disposition du Saint-Siège. C'est à ce point de vue que nous montrerons par quelques observations, appuyées sur des documents de jurisprudence, que le Saint-Siège n'a pas davantage la souveraineté temporelle de ces palais.

Et tout d'abord, en ce qui concerne les anciens Etats du Saint Siège, en droit international il faut reconnaître le principe que le souverain d'un pays est celui qui exerce sur lui le pouvoir efficace et qui a pu s'en emparer. La souveraineté temporelle attachée à la personne seule du souverain est un monstre juridique. Les Bourbons et les Bonapartes ne pourraient avoir la prétention d'être considérés comme des souverains pas plus que n'importe quel autre souverain déchu (1).

gine de la souveraineté temporelle des papes n'a rien eu de divin ni de providentiel. Elle n'a été qu'un des éléments d'un marché (V. *supra*, p. 19 et s.). Actuellement cependant encore le Vatican soutient toujours cette thèse. La note de 1904 en a été la preuve éclatante. Dans le *Cours de diplomatie ecclésiastique*, écrit à l'usage des élèves de l'Académie des nobles ecclésiastiques, en 1899 (Rome, *Typog. du Vatican*), Mgr. Giobbo enseigne que le pape *possède encore un territoire*. Ce qui fait dire à un publiciste : « On parle à la Sixtine comme s'ils (les Biens) existaient. L'église maintient ainsi à l'ordre du jour la question romaine ». Ajoutons que dans une circulaire du 11 septembre 1882 (*Archives diplomatiques*), le Cardinal Jacobini s'était formellement prononcé en ce sens.

1. Ainsi que le dit le célèbre De Martens, I, p. 347 : « On ne peut concevoir l'idée d'un Etat sans territoire. En le perdant il cesse d'exister

Mais, si le Saint-Siège n'est plus souverain de Rome, a-t-il au moins fondé la souveraineté des palais qu'il occupe ? Ici, on a pu soutenir, avec plus d'apparence de raison, d'autant que le fait semblerait primer le droit, que le pape est absolument maître chez lui. Cette opinion ne mérite cependant pas un plus grand crédit. Il n'y a pas là, d'ailleurs, une question de droit international mais de pur droit public italien. En droit international, pas plus que n'importe quel autre souverain, le pape n'a de droits immuables à avoir une parcelle de territoire. Les droits actuels, il les tient uniquement de la loi des garanties c'est-à-dire d'un acte unilatéral du vainqueur qui était libre s'il le voulait

et disparaît de la vie internationale. Actuellement, les événements de cette nature ont lieu surtout sous forme d'annexion totale. Les Etats annexés n'existent plus comme personnes internationales. L'histoire abonde en exemples d'annexions par les voies pacifiques et par la force des armes. L'Ecosse et l'Irlande ont contribué à former le royaume d'Angleterre. Le Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Nassau, Francfort-sur-le-Mein furent annexés à la Prusse... L'état qui s'est annexé le territoire d'un autre pays prend la place du défunt et lui succède complètement comme personne juridique, il hérite de ses droits et de ses obligations sans restriction... En matière de droit international, il n'y a point de succession sans bénéfice d'inventaire.

.. Ainsi, ayant de nos jours mis fin en 1870 à l'existence indépendante des Etats de l'Eglise, l'Italie s'engagea à payer le revenu des rentes pontificales et à tenir les engagements internationaux conclus par les Papes en qualité de souverains temporels. V. encore, Leroy-Beaulieu : *Le Vatican et le Quirinal* (*Rev. des Deux-Mondes*, 1884, p. 121 et s.).

d'aller plus loin et qui, actuellement encore, n'a vis-à-vis du Saint-Siège aucune obligation de ce genre. C'est donc la loi des garanties qu'il faut consulter. Or, si tout le monde est à peu près d'accord, que d'après la loi des garanties le pape n'est plus souverain de Rome, l'accord cesse au sujet des palais apostoliques (1).

La thèse de la souveraineté temporelle des palais pontificaux méconnaît le caractère exact des prérogatives que la loi des garanties a accordées au Saint-Siège; elle part d'une assimilation entre l'inviolabilité de la personne et la souveraineté temporelle bien qu'il soit assez difficile d'apercevoir un lien entre elles. Maîtres de Rome en 1870, les Italiens ont considéré qu'il était de leur intérêt politique de donner des garanties à la chrétienté que le chef de la religion universelle pourrait exercer son saint ministère sans entrave.

1. V. Soderini, cité par Brusa, *op. cit.*, p. 116 avec cette référence: *La sovranità del papa presa ad esame in occasione della vertenza Theodoli Martinucci*, (*Rassegna italiana*, de Rome, 1882). Le cardinal Jacobini, dans une circulaire du 11 septembre 1882 (*Archives diplomatiques*, 1883, V, p. 326), s'est exprimé ainsi. « Il est resté de droit le souverain de Rome et de tous les Etats pontificaux et de droit comme de *facto* souverain sur le territoire du Vatican qui, pendant ces douze années n'a jamais été atteint, non par le fait du gouvernement, mais à cause de la résistance armée, à cause de la protestation du maître légitime, à cause du veto de toute l'Europe et notamment à cause de la menace redoutée du départ du Pape, menace qui, si elle était exécutée, compromettrait l'existence du jeune Etat italien. » Cf. *Le Cours de droit ecclésiastique, supra cit.*, de Mgr. Giobbo.

Ces garanties, auxquelles on a attaché tant de prix⁽¹⁾, l'inviolabilité de la personne et de la demeure du souverain pontife en étaient des conditions essentielles. La loi italienne, de l'avis unanime, assure entièrement ces dernières. Elle ne va pas au delà. Elle ne concède aucun pouvoir territorial à l'intérieur du Vatican dont le sol est italien et soumis à la loi italienne, dans la mesure où son application n'apporte aucune entrave à l'inviolabilité du souverain pontife.

S'il en était autrement il faudrait, en effet considérer le Vatican comme un territoire étranger par rapport à l'Italie, tant au point de vue du droit public que du droit privé. Les membres, de la Cour pontificale, etc., n'étant pas des Italiens n'auraient en Italie aucun droit de citoyen ; bien plus, l'accès du territoire italien pourrait comme à tout étranger leur être interdit de sorte qu'il seraient réduits à demeurer au Vatican ; ils ne pourraient être incorporés dans l'armée italienne. Au point de vue de la nationalité la naissance au Vatican serait assimilable à la naissance en pays étranger. Sur le terrain du droit pénal, on ne pourrait arrêter au Vatican un criminel ; il faudrait en obtenir l'extradition. On ne pourrait poursuivre en Italie une infraction commise au Vatican, que dans les termes des articles 5 et suivants, du Code pénal italien. Enfin, sur le terrain des droits privés, la loi

1. On relira avec intérêt, à cet égard, le discours de Thiers à l'Assemblée Nationale, en 1871, *supra cit.*, p. 31.

pontificale serait encore seule applicable toutes les fois que les principes du droit international militent en faveur de l'application de la loi étrangère à un conflit de loi donné. La succession d'un individu de nationalité pontificale (s'il en existe), serait régie par la loi pontificale. Les obligations ou le régime matrimonial obéiraient à la même loi si les parties l'avaient implicitement ou expressément admise. Les actes dressés au Vatican seraient valables en vertu de la règle *locus regit actum*. Enfin, toutes les questions de statut réel, en vertu de la *lex rei sitæ* échapperaient à la loi italienne. L'un des attributs essentiels de la souveraineté c'est le droit d'avoir des juges et de rendre des sentences. Les jugements rendus au Vatican devraient se présenter dans les mêmes conditions que ceux d'un pays étranger et être susceptibles d'exequatur. L'entr'aide judiciaire devrait fonctionner entre les juridictions pontificales et italiennes.

Telles seraient, en résumé, les principales conséquences de l'idée de souveraineté. Aucune d'elles n'est admise et, vraisemblablement, le Saint-Père en serait fort embarrassé lui-même, pour la plupart tout au moins, bien qu'il n'ait pas renoncé à de certains égards à exercer des pouvoirs souverains. La question s'est ainsi posée à plusieurs reprises, la première fois dans la célèbre affaire Martinucci (1).

1. Rapportée par Brusa, *op. cit.*, p. 114.

M. Vincenzo Martinucci, sous-fourrier et chargé temporaire des fonctions d'architecte dans les palais, avait été, en mars 1879, licencié de son service. Mécontent de ce qu'en 1880 on avait seulement alloué une pension annuelle à sa mère, tandis que l'administration pontificale lui aurait dû, à son dire, de fortes sommes d'argent, il réclama auprès du majordome du pape, préfet des palais apostoliques pour obtenir 15.218 livres 74 centimes en récompense de certains services rendus pour l'instruction et la direction des pompiers du Vatican et demanda en outre près du cardinal secrétaire d'Etat et administrateur des biens du Saint-Siège, 17.875 liras à titre de certains travaux faits lors du conclave notamment. Par un *motu proprio* du 25 mai 1882 Léon XIII institua deux commissions judiciaires au Vatican auxquelles tout individu devait s'adresser en première et en deuxième instance pour tous droits ou actions qu'il aurait à faire valoir contre le Saint-Siège.

Au cas de dissentiment, les deux commissaires devaient alors se réunir pour juger en troisième instance sous la présidence de l'auditeur général de la chambre apostolique. Leurs jugements devaient être exécutoires et sortir tous les effets des jugements sauf le cas où le pape lui-même en déciderait autrement. Léon XIII voulait ainsi empêcher toute autorité étrangère au Vatican de statuer relativement à des contrats ou quasi-contrats dans lesquels le Vati-

can serait intéressé. M. Martinucci n'en saisit pas moins la justice civile italienne (Trib. de Rome) en citant devant elle les deux prélats en question. Par jugement du 16 août 1882, le tribunal rejeta l'exception d'incompétence et la Cour de Rome confirma par arrêt du 9 novembre 1882. Les considérants de cet arrêt peuvent se résumer ainsi : Le pape a perdu en 1870 son ancienne souveraineté politique, il n'a donc pu conserver sa juridiction laïque. La loi des garanties ne lui a reconnu qu'une souveraineté purement honorifique (V. la déclaration de Mancini au Parlement) (1).

Ainsi donc, le pape n'a aucune juridiction temporelle au Vatican en matière civile. Les contrats que le Saint-Siège conclut avec des particuliers sont soumis, conformément au droit commun, à la loi et à la juridiction italiennes (2). De même, les actes dressés au Vatican ne peuvent être invoqués d'après la règle

1. Brusa approuve pleinement l'arrêt. Il rapporte l'opinion contraire de Soderini, *supra cit.*, et l'opinion intermédiaire de Bonghi, auteur du projet de loi de garanties de 1871 *I Tribunal Vaticani* (*Nuova Antologia*, de Rome, 1^{er} janvier 1883) selon lequel le Pape a au moins la juridiction pour les affaires nées à l'intérieur du Vatican.

2. Le principe de l'incompétence des tribunaux à l'égard des Etats étrangers (Cf. sur ce principe, A. de Lapradelle. *La saisie des fonds russes*, *Rev. de dr. intern. pr.*, 1910, p. 175 et s., 779 et s.) ne peut évidemment trouver sa place qu'à l'égard d'un Etat temporel puisque le pape ne pouvant avoir de tribunaux l'incompétence conduirait à un déni de justice.

locus regitactum. Ils doivent être conformes à la loi italienne notamment quant aux conditions d'authenticité (1). Les actes de l'état civil obéissent également à la même loi. Les naissances et les décès doivent être portés sur les registres de Rome et il n'y a pas même été fait exception pour les papes Pie IX et Léon XIII (2). Il convient de noter aussi que la succession de Pie IX ainsi que de son secrétaire d'Etat, le cardinal Autonelli (3), et celle de Léon XIII ont été régies par la loi italienne (4).

1. Aucun officier public du Vatican n'est qualifié pour donner l'authenticité aux conventions ou aux testaments passés dans l'intérieur du Palais. Cf. Imbart-Latour. *La papauté en droit international*, p. 144. Il n'en est autrement que pour les fonctionnaires dataires, les archivistes, vicaires employés à titre d'auxiliaires attitrés du Saint-Siège. V. Cour de Rome, 14 juillet 1899, *J. d. dr. intern. pr.*, 1902, p. 174.

2. L'acte de décès de Léon XIII a été enregistré le 22 juillet 1903 au palais communal de Rome devant le syndic de la ville. Le *Temps* du 28 juillet 1903 a rapporté à ce sujet un incident assez significatif. Par suite d'une erreur, cet acte avait été porté sur le registre réservé aux morts violentes, crimes ou suicides. Le Vatican ne manqua pas de protester et demanda que l'acte fût porté sur le véritable registre. Mais le syndic ne put le faire et il lui fallut prendre un jugement à cet effet. Désormais un registre spécial sur lequel l'acte a alors été porté, se trouve consacré exclusivement aux actes de décès des papes. Cf. Nys, *op. cit.*, p. 314.

3. Cf. Bompard. *Le pape, les Etats et la Conférence de la Haye*, (*Rev. gén. de dr. intern. public*, 1900, t. VII, p. 369 et s.)

4. Dubois. *La papauté devant le droit international public et privé*, *J. de dr. intern. pr.*, 1910, p. 379; Rolin-Jacquemyns, Chambre des représentants de Belgique, séance du 7 août 1884; Cf. les concl. de M. le proc. gén. Baudouin, *Journal des Parquets*, 1911, n^{os} 5-6, p. 122.

Au point de vue du droit pénal les tribunaux italiens se sont absolument refusés d'assimiler le Vatican à un territoire étranger. *Le 6 avril 1899, un vol était commis par un nommé Aniello Esposito dans la basilique de Saint-Pierre pendant que le Pape y célébrait la messe.* Il fut arrêté par la garde Palatine qui faisait le service de police dans l'église et remis par elle sous le parvis aux gendarmes Italiens. Déféré au tribunal correctionnel de Rome, il déclina sa compétence en invoquant l'exterritorialité du Vatican et en soutenant qu'il y avait lieu en tout cas de lui appliquer l'article 5 du Code pénal italien qui prévoit les délits commis par les Italiens en pays étrangers. *Par arrêt du 30 août 1899 (1),* la Cour de Rome rejeta ses prétentions: En fait, l'arrêt a constaté qu'il était inexact de prétendre que l'autorité ecclésiastique n'eût pas autorisé la remise du voleur aux autorités italiennes, puisque c'étaient les gardes palatins qui l'avaient remis dans le bureau de la coupole de saint Pierre aux carabinieri royaux. Il a ajouté en droit qu'il était aussi inexact d'interpréter l'exterritorialité concédée à titre de garantie purement personnelle aux souverains ou à leurs agents diplomatiques dans le sens, actuellement écarté, d'un droit d'asile et que ce serait

1. *J. de dr. intern. pr.*, 1904, p. 213, et la note. Mgr Giobbo, *op. cit.*, rapporté par Bompard, *op. cit.*, p. 379 prévoyant l'hypothèse ou un inculpé resterait au Vatican dit que le pape recourrait certainement à l'expédient de la remise aux autorités italiennes.

aller à l'encontre des dispositions claires et du but le plus évident de la loi des garanties que de soutenir qu'on doit considérer comme hors du territoire italien et comme soustrait d'une manière absolue et non pas seulement relativement à l'empire et à la juridiction de la Souveraineté du royaume, l'ensemble des palais apostoliques du Vatican et du Latran avec tous les édifices, jardins et terrains annexes en dépendant dont l'article 5 de la loi des garanties garantit au Souverain Pontife la jouissance libre et perpétuelle et auxquels il confère dans ce but l'inaliénabilité avec l'exonération de toute taxe ou charge et l'exemption d'expropriation pour cause d'utilité publique. Ces garanties et exemptions, loin de l'exclure, supposent au contraire nécessairement l'empire constant de la loi italienne et l'exercice vigilant et efficace de la tutelle juridique des autorités italiennes relativement à la situation de fait organisée et garantie par la loi dont il s'agit. Tels sont les motifs de l'arrêt.

Ajoutons enfin qu'au point de vue du droit public, tous les habitants du Vatican, y compris les gardes du pape sont assujettis entièrement aux obligations de la loi italienne (1).

1. Ainsi il ne peuvent être dispensés des fonctions de jurés, Cass. Rome, 5 nov. 1888, *Monitore dei tribunali*, 1889, p. 288. Il doivent le service militaire (Bompard, *op. cit.*).

En définitive le pape n'exerce aucune souveraineté temporelle au Vatican à l'égard de l'Italie (1).

SECTION II

Rapports du Saint-Siège avec les autres pays et en particulier avec la France

Dans les rapports du Saint-Siège et de la France, ainsi que des autres pays il n'en a pas été autrement dès avant 1904.

Mais, il faut attendre le voyage de M. Loubet à Rome pour que les faits apparaissent dans toute leur brutalité, avec les paroles prononcées par le prési-

1. Cf. Lucius Lector. *Le conclave*, p. 736. Ainsi qu'a pu le dire cet auteur « les incidents les plus futiles, la vente de quelques plats artistiques du mobilier des palais apostoliques en 1879 ; le retentissant procès Martinucci, en 1882 ; une promenade de Léon XIII dans la Cour du Vatican, en 1891 ; l'établissement d'une taxe de vingt sous à l'entrée des musées pontificaux ; le cadeau fait à l'empereur d'Allemagne d'un vase étrusque et d'un parchemin des archives vaticanes, etc., ont fourni au gouvernement du roi Humbert autant d'occasions de proclamer que le Vatican fait partie intégrante des Etats du fils de Victor-Emmanuel, au même titre que le Capitole et le Quirinal, et que le pape n'est que l'hôte toléré d'un palais royal et le gardien d'un musée national. »

Lors de l'incident de la bibliothèque du Vatican, survenu dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre 1903, le Vatican a fait appel au concours des pompiers de Rome qui sont venus avec les autorités italiennes à leur tête. (Cf. *Chronique. Rev. gén. de Dr. intern. publ.*, XI, (1904), p. 220).

dent du conseil à la séance du 27 mai 1904 qui sont de celles qu'il est difficile de laisser à l'ombre. Jusqu'à là il faut bien reconnaître que jamais on n'aura parlé dans les sphères gouvernementales avec une telle netteté et que tout en acceptant une fois pour toutes l'occupation de Rome on cherchera quelque peu à entretenir l'équivoque. La nomination d'un ambassadeur en 1871 auprès du Vatican, quelque explication qu'on ait pu en donner, n'était pas dépourvue de toute ambiguïté. Il apparaissait comme assez singulier que la France qui à l'époque de la souveraineté temporelle n'avait qu'un chargé d'affaires jugeât opportun d'élever son grade précisément à ce moment, alors surtout que la Quirinal devait se contenter pendant quelques années encore d'un simple ministre (1).

Nous avons vu comment l'opinion publique avait interprété ces faits (2) à tort ou à raison.

C'est ce qui fera dire à un ancien ministre des Affaires étrangères, M. Ribot (3), après la déclaration du président du Conseil à la séance du 27 mai 1904 que nous venons de rappeler : « Il semble — tant nous sommes ignorants de notre propre histoire — que ce soit une nouveauté hardie que d'apporter à la tribune les déclarations qui ont été faites tout à l'heure en ce qui concerne la reconnaissance de

1. V. *supra*, p. 25-26.

2. V. *supra*, p. 30 et s.

3. Séance du 27 mai 1904. *Journal Officiel*, p. 1181, col. 2.

l'unité italienne et l'attitude de la France vis-à-vis de l'Italie. »

Au point de vue juridique en ce qui concerne la France nous n'aurons plus maintenant à nous préoccuper ni de l'opinion publique, ni des réticences des chancelleries mais des simples conséquences juridiques qui s'attachent à certains événements. Le premier sera la présence, *dès 1871*, du ministre de France au Quirinal, accompagnant ainsi les souverains italiens dans leur nouvelle capitale, et bientôt élevé au rang d'ambassadeur. Suivant les propres termes de M. Ribot (1) à la Chambre des députés, « la présence d'un ambassadeur, *qui est le souverain lui-même*, dans le palais du roi au Quirinal, c'est au même degré cette reconnaissance ». Au point de vue du droit international, il sera difficile de contester cette opinion d'un des plus éminents ministres de la troisième République (2). L'agent diplomatique a, en effet, par excellence, le caractère représentatif. D'autre part, « seul un souverain a le droit de légation actif, seul un souverain a également le droit de légation passif. » Et s'il est entendu que l'ambassadeur n'a pas pour siège une ville donnée mais celui du gouvernement du pays

1. Séance du 27 mai 1904, *J. Officiel*, p. 1181, col. 3.

2. Dans le même sens, J. de Narfon, *Ch. IV*, p. 233 : « La distinction que l'on établit entre les relations diplomatiques auxquelles on ne trouve pas d'inconvénients et les visites de souverains consécutives à ces relations, ne semble-t-elle pas *puérile* quant à la conclusion qu'on en veut tirer ? »

de mission et s'il peut suivre le souverain dans n'importe quelle ville, cela ne s'entend que d'un territoire soumis à l'empire de ce pays et de ce souverain. En 1870 la France était libre de différer sa reconnaissance en maintenant son ambassadeur dans l'ancienne capitale italienne. Un État peut parfaitement suivre une pareille politique tout au moins tant que l'état de choses actuel n'apparaît pas comme définitif. Au delà d'un certain délai il serait, en effet, contraire à ses propres intérêts, vitaux peut-on dire, surtout lorsqu'il s'agit d'un grand État, de boudier au vainqueur (1). Aucun souverain ne le fera. Non seulement la France ne l'a pas fait, mais dès 1871 elle a accrédité un ministre au Quirinal élevé quelques années plus tard au rang d'ambassadeur. Ne l'eût-elle pas fait qu'elle se serait exposée à une rupture certaine. A une époque où l'unité italienne n'était pas encore complète, Cavour n'avait pas hésité à retirer l'exequatur aux consuls de Bavière et des autres États allemands qui se refusaient à accepter les actes accomplis par le roi de Sardaigne comme roi d'Italie (2).

1. On lira avec le plus vif intérêt, sur ces points, l'ouvrage de Jules Favre, *Rome et la Rép. Française*, paru en 1878

On trouvera dans Wicquefort (*L'ambassadeur et ses fonctions*, 1766) des renseignements très intéressants, en cette matière, tirés de l'histoire.

2. Despagnet-de-Bœck, *Cours de dr. intern. public*, 4^e éd., n^o 87 p. 113.

Le discours de Thiers à l'Assemblée Nationale (1), s'il manqua de netteté, a tout au moins montré que le chef du pouvoir exécutif, dans ses sentiments patriotiques, n'entendait pas se laisser aller à une politique dangereuse, qui, disait-il expressément, ne pouvait conduire qu'à la guerre.

Depuis 1871 les autres événements qui se succédèrent n'ont fait que confirmer la reconnaissance de l'unité italienne. Jamais, en France, on n'a considéré que les traités signés avec le Saint-Siège étaient restés en vigueur (2). L'Union Latine du 22 décembre 1865, à laquelle ce dernier avait adhéré le 4 février 1867 (3) conformément à la faculté laissée par son article 12 ne le compte plus dans ses membres et les monnaies pontificales n'ont plus au sein de l'Union, que la valeur intrinsèque du métal. Par contre les traités signés entre l'Italie et la France s'étendent à toute la ville de Rome, qu'ils s'agisse de traités de droit public ou de droit privé (4).

1. *Supra*, p. 31 et s.

2. V. la liste de ces traités dans De Clercq. *Recueil des traités de la France*.

3. De Clercq, t. IX, p. 684.

4. Le traité franco-sarde de 1760 étendu à l'Italie par la déclaration de 1860 s'applique depuis 1870 à la ville de Rome. Un jugement rendu à Rome sera donc régi par le traité et ne pourra obtenir l'exequatur que dans les conditions du traité. Les actes des notaires italiens dressés à Rome jouiront en France des effets attachés à ceux de tous les notaires sardes. Les traités de droit international privé de la

Lorsqu'un conflit international éclate au sujet de manifestations qui se sont produites à Rome à l'égard de français, la France ne connaît que l'Italie et négocie avec elle absolument seule. Et quand ils s'agit de déterminer une responsabilité pécuniaire c'est le gouvernement italien qui doit en verser le montant à l'ambassadeur de France (1). A aucun moment le Saint-Siège n'est intervenu dans le concert européen soit vis-à-vis de la France seule, soit vis-à-vis des puis-

Haye (1896, 1902, 1905) s'appliqueront également à toute l'Italie dans les mêmes conditions que la législation interne italienne.

Le mariage des sujets du pape est, en France, régi par la loi italienne, loi nationale, de même que les causes de divorce. En d'autres termes nos tribunaux appliquent la loi italienne à toute l'Italie toutes les fois que les principes du droit international le veulent. Il suffit de se reporter, à cet égard, aux recueils de jurisprudence.

1. En 1894 une véritable émeute qui s'était produite en France, dans le Midi, à Aigues-Mortes et au cours de laquelle plusieurs Italiens avaient trouvé la mort, eut sa répercussion en Italie à Naples et à Rome où se produisirent des manifestations hostiles à la France et dirigées contre les deux ambassades. Le palais Farnèse subit quelques dégâts. L'Italie à laquelle la France avait donné le gage précieux de son amitié en versant une forte somme pour indemniser les victimes des troubles de France (420.000 francs) versa de son côté une somme de 30.000 francs. En outre, le préfet, le questeur et l'inspecteur de la section furent suspendus de leurs fonctions (V. la note du chargé d'affaires, de France, en date du 21 août 1893 au ministre des Affaires étrangères, *Archives diplomatiques*, t. XLVIX (1894, 1^{er} fasc.), p. 36 et s.; et la note de M. Casimir Périer à l'ambassadeur d'Italie en date du 9 décembre 1893).

Un avis paru au *Journal Officiel* du 28 février 1894 a annoncé le versement de la somme.

sances. Il ne fait pas partie de l'Union dite de Genève pour le secours aux blessés ni de l'union de la Haye. Il n'a pas davantage été invité à la Conférence de Londres de 1908. Il était cependant en tant que souverain temporel un des signataires de la déclaration de Paris du 16 avril 1856. Bien plus, et ceci est absolument significatif, il a été exclu des Conférences de la Paix, de 1899 et de 1907 (1). Il avait été invité par la Russie le 30 avril 1898 et avait accepté le 15 septembre de la même année. Le 16 janvier 1899 il recevait le programme de la Conférence. Mais, lorsque les Pays-Bas le 7 avril 1899 lançaient les invitations, ils omettaient le Saint Siège. La raison en est connue. L'Italie avait fait de son exclusion une condition formelle de sa propre acceptation (2). Les puissances cédèrent (3). Nous voyons dans cette exclusion la preuve certaine de la reconnaissance décisive par

1. Cf. sur ce point, Chrétien, *La papauté et la Conférence de la Paix* (*Rev. gén. de dr. intern.*, t. VI (1899), p. 281 et s.); De Lapradelle, *La Conférence de la Paix* (*ibid.*, t. VI (1899), p. 840 et s.) : Despagnet, *La Conférence de la Haye et ses résultats* (*ibid.*, t. VI (1899), p. 864 et s.); Brusa (*ibid.*, t. VI (1899), p. 888-889).

V. aussi, *La Chronique des faits internationaux*, *ibid.*, t. VI (1899), p. 103.

2. V. notamment Despagnet, *op. cit.*, *loc. cit.*

3. La Conférence de La Haye n'a pas admis la libre faculté d'adhésion aux conventions de 1899 précisément à la demande de l'Italie qui craignait de voir le pape entrer ainsi dans l'Union et aussi de l'Angleterre qui poursuivait le même but à l'égard des Boers.

les puissances et *notamment par la France*, qui était du nombre, de la disparition du pouvoir temporel du pape (1). Si l'on songe, en effet, que les États temporels d'Amérique les plus minuscules ont été admis à la Conférence, cette conséquence s'impose de la manière la plus absolue.

A cette époque pourtant le pape ne songea nullement à protester. Il se contentait d'éloigner son inter-nonce de La Haye pendant la durée des travaux et attendait une lettre de la reine Wilhelmine du 7 mai 1899 pour adresser une réponse très digne (2). Quelques années plus tard le pape devait faire un tentative infructueuse pour se faire admettre à la Conférence de la Paix.

1. Nous ne parlons pas ici de la question du pouvoir spirituel du pape et nous ne nous demandons pas en ce moment quelle conséquence on doit tirer de l'exclusion du Saint-Siège à cet égard.

2. Le texte de ces lettres a été publié par M. De Lapradelle, *op. cit.*, *loc. cit.*

CHAPITRE III

Le voyage de M. Loubet à Rome

Le rapprochement franco-italien est un événement particulièrement heureux. Les affaires de Tunisie avaient accru fortement la tension des rapports des deux nations voisines. Un accord propice intervenant en 1896 amenait le règlement de la question des juridictions consulaires, vestige des capitulations. Trois années après, notre flotte se rendait à Cagliari en Sardaigne. En 1901 les Italiens venaient lui rendre sa visite à Toulon; l'escadre italienne était commandée, comme pour rehausser l'éclat de cette cérémonie, par l'oncle même du roi, le duc de Gênes. Était-ce une simple visite de politesse, sans conséquence? *Le Temps* affectait de n'y point voir autre chose quelques jours auparavant. Les télégrammes que les deux chefs d'Etat échangèrent à cette occasion ne permettaient pas, semble-t-il, de s'en rapporter au *Temps*. M. Loubet faisait « tous ses vœux ardents pour la prospérité de l'Italie *Amie* de la France » tandis que Victor-Emmanuel l'en remerciait par « les souhaits

le plus sincères pour la France *Amie* de l'Italie ». Revenant de son peu d'optimisme, *le Temps*, lui-même, ne pouvait faire autrement que de relever avec satisfaction l'expression : « La France et l'Italie, disait-il, se sont rendues hier officiellement le titre d'*Amies* qui convient si bien à la fraternité de leur génie et de leur sang. C'est un événement qu'il ne faut pas dénaturer ni interpréter à contre-sens, mais on ne risque guère d'en exagérer la portée car à tout prendre elle est considérable (1). » La répercussion de cet heureux événement se faisait sentir jusque dans les Chambres par les paroles de M. Delcassé : « le pays a vu là une manifestation non équivoque des relations cordiales qui depuis quelques années se sont établies entre deux nations que l'origine et l'histoire voulaient amies, dont les aspirations ne sauraient se heurter nulle part et qui ont un égal intérêt à leur commune prospérité (2) ».

La glace était rompue ; après la flotte, vint le souverain. La visite du roi d'Italie à Paris avait lieu au mois d'octobre 1903. Nous n'avons pas à insister sur les circonstances qui entourèrent le séjour de Victor-Emmanuel et de la reine Hélène à Paris ; on sait l'accueil très enthousiaste qu'ils y reçurent. Le peuple de Paris a la réputation d'être bien accueillant ;

1. *Le Temps* du 12 avril 1901.

2. Chambre, séance du 14 mai 1904. *J. Off.*, p. 1059

certaines manifestations à l'égard de princes étrangers ne furent pourtant pas toujours empreintes d'une grande cordialité. En 1903, tout le monde comprit que c'était la fin d'un malentendu regrettable : « Le souci (1) de l'avenir s'unissant au souvenir du passé abstraction faite de Mentana, la Communauté des intérêts s'ajoutant à la Communauté de la race » concoururent à donner aux fêtes une allure de franche satisfaction et à en souligner le caractère bienfaisant.

Il n'y avait pas là seulement une manifestation de courtoisie. Comme le disait M. Loubet à son hôte : « La France comprend la signification de la visite de Votre Majesté : elle y voit une éclatante manifestation de l'accord étroit qui s'est établi entre les deux Gouvernements. » Et le roi lui répliquait qu'il « voyait là quelque chose de plus qu'une simple manifestation de cette exquise politesse, une des qualités traditionnelles de la noble nation française. » La presse italienne se faisait l'écho de ces sentiments cordiaux. L'*Italia* se félicitait de voir revenir les deux nations à leurs sentiments *naturels* d'amitié. En Allemagne, on le comprendra assez, les journaux reproduisaient les toasts sans les commenter. L'*Osservatore Romano* voyait dans le voyage la signification que les « bases de l'équilibre européen s'étaient modifiées lentement et que la triplice n'avait plus une fonction prépondé-

1. *Le Temps* du 16 octobre 1903.

rante comme lorsqu'elle avait été instituée » (1). Quant au *Temps*, qu'il est toujours bon de citer en cette matière, puisqu'il était dans une certaine mesure l'organe officieux du ministre, il se faisait l'écho de son confrère italien. Il nous apprenait, juste à ce moment, que le ministre des Affaires étrangères s'était préoccupé de savoir « dans quelle mesure la triplice pourrait être en harmonie avec les rapports d'amitié et d'intérêt si opportunément renoués entre la France et l'Italie » et que le Gouvernement italien lui avait fait savoir que « la politique de l'Italie, par suite de ses alliances, n'était dirigée ni directement, ni indirectement contre la France, et qu'elle ne saurait comporter une menace pour elle... et qu'en aucun cas l'Italie ne pourrait devenir ni l'instrument, ni l'auxiliaire d'une agression contre la France ».

Le roi d'Italie étant venu à Paris, le voyage du président de la République en Italie s'imposait et dans des conditions identiques. Ne l'eût-on pas fait qu'on eût commis une faute considérable puisqu'ici on ne se trouvait plus seulement en présence d'une question de courtoisie mais d'un problème politique. Il y avait cependant l'éternelle question romaine, cette anti-quité, que certains jugeaient bon de déterrer pour les besoins de la cause et qui surgissait au moment où elle aurait dû irrémédiablement tomber dans l'oubli.

1. Reproduit par *Le Temps* du 16 octobre 1903.

Le roi Victor-Emmanuel venant en France pouvait-il se rencontrer avec M. Loubet dans une autre ville que Paris ? Pour qui connaît tant soit peu notre pays, le doute n'est pas possible. La France se synthétise dans Paris. Quand on a vu Paris, on peut dire qu'on connaît toute la France. Cette situation particulière qui frappe si souvent l'étranger n'a pas son pareil dans les autres pays où la centralisation n'est pas poussée jusqu'à des limites aussi extrêmes. C'est pourquoi un souverain qui vient visiter officiellement la France ne peut et ne doit, surtout lors d'un premier voyage, se rendre que dans la capitale (1). Or, le roi d'Italie, étant venu à Paris, dans quelle ville le président de la République devait-il lui rendre sa visite ? La réponse s'impose. A moins de commettre un gros mensonge historique au point de vue italien, on doit dire : Rome. Tout le passé de nos voisins était là pour en faire un devoir. On a cité Gênes et d'autres villes mais ce n'était pas sérieux. Pouvait-on une fois de plus humilier l'Italie ? Assurément non. L'*Ordre moral* restait loin derrière et les revendications possibles du Saint-Siège importeraient peu ? Rome était aux Italiens. La souveraineté temporelle était morte depuis longtemps, absolument comme celle des rois de Pologne.

1. Dans *Le Gaulois* du 28 mars 1904, M. L. Desmoulins déclarait que l'accord pouvait se sceller ailleurs et qu'il fallait recevoir le roi d'Italie à Marseille ou à Nice et lui rendre visite à Gênes ou à Naples.

S'il l'a subie, le Saint-Père n'a cependant pas accepté la situation qui lui a été faite par les Italiens (1) et il n'a pas manqué de protester contre la loi des garanties chaque fois que l'occasion s'en est présentée comme marquant une spoliation de ses Etats. Son pouvoir temporel il le revendique toujours. Il se considère comme la victime d'une acte de dépossession injustifiable en droit et il estime que sa liberté dans Rome est « la condition nécessaire pour lui assurer une indépendance stable, pleine, entière et pour rendre efficaces son autorité et sa divine mission dans le monde ». Il n'admet pas que ses droits sur Rome aient été ceux d'un souverain sans territoire de l'Italie. Par une fiction, les papes ont essayé de se survivre à eux-mêmes et ils ont imaginé, à cet effet, un procédé qui ne manque pas d'ingéniosité. Pie IX a érigé en règle le 28 janvier 1878 qu'aucun souverain d'un Etat catholique ne pourrait franchir le seuil du Quirinal sans offenser gravement le pape et que celui-ci ne recevrait jamais quelqu'un qui aurait dérogé à la règle. Plusieurs souverains s'inclinèrent. L'empereur d'Autriche François-Joseph n'a pas rendu au peuple italien la visite que le roi lui fit en Autriche et s'est incliné devant l'ordre pontifical. Il est vrai

1. Ainsi l'article 4 de la loi des garanties lui assure une dotation annuelle de 3.225.000 livres que le pape n'a jusqu'ici jamais voulu toucher

qu'au même instant tous les membres du Parlement en France recevaient une carte où l'Istrie avec Trieste figurait en Italie et qui marquait bien l'animosité conservée par nos voisins contre leurs anciens vainqueurs.

Il est bien vrai aussi que le roi du Portugal s'inclina devant la règle de Pie IX mais on sait combien peu libérales et profondément ultramontaines furent les visées de la maison de Bragance jusqu'au jour où la Révolution devait il y a quelques mois à peine l'emporter dans son tourbillon. On ne s'étonnera donc pas d'une pareille déférence pour le Saint-Siège.

On cite en revanche le Shah de Perse qui ne passa pas le pont Saint-Ange en 1902 et ignora le souverain pontife. Mais la Perse n'appartenant pas à la catholicité romaine, ce précédent était par suite sans aucune valeur.

L'interdit du pape ne frappe d'ailleurs que les souverains d'États catholiques. Pour les autres il est des accommodements tels que celui qui consiste pour le souverain qui rend visite au pape de partir de l'hôtel de l'ambassade. C'est là ce qu'a fait l'empereur d'Allemagne.

Malgré cet état d'esprit *bien connu* du Saint-Siège, le voyage de M. Loubet à Rome était décidé en principe. Le pape s'inclinerait-il cependant devant un fait accompli ou bien protesterait-il? Cette seconde

hypothèse se réalisa immédiatement. Le pape a protesté énergiquement *dès avant le voyage*, sinon en la forme, comme il devait le faire nettement encore après le voyage.

Mais il est essentiel de remarquer que l'opinion publique, en France, n'a connu cette protestation que par une autre qui la rappelait et à un moment où des incidents particulièrement graves obligèrent le gouvernement à ouvrir partiellement, tout au moins, ses dossiers (1).

A la séance du 27 mai 1904 MM. Paul Meunier et Gustave Habbard posèrent à ce sujet au ministre la question dans ces termes : « Est-il vrai que vous ayez été prévenu de la façon dont le Saint-Siège envisageait une visite de M. le Président de la République à Rome ? » Ils demandèrent, en outre, la publication d'un Livre Jaune (2). M. Delcassé dut avouer que oui (3) :

« Au printemps de l'année dernière (1903), au cours d'une de mes réceptions diplomatiques, le représentant du Saint-Siège me demanda ce qu'il fallait pen-

1. V. *infra*, p. 81 et s.

2. Le livre jaune devint inutile, M. Delcassé ayant déclaré à la même séance qu'il « avait lu à la tribune tous les documents, absolument tous, qui ont été échangés dans cette affaire et qu'il les avait lus intégralement » : *J. Off.* du 28 mai 1904, p. 1178. Il a bien lu tous ceux qui vont du 28 avril 1904 à la rupture, mais il n'a fait que parler sans la lire, de la note de 1903.

3. Séance du 27 mai, *J. Off.*, p. 1175.

ser de nouvelles années par des journaux français et étrangers et relatives à un projet de voyage du roi d'Italie en France et, éventuellement, d'une visite de M. le président de la République en Italie.

« Je répondis que n'ayant pas été avisé officiellement du voyage, je n'avais pas eu à me préoccuper de la visite (1). »

Mais comme les bruits de voyage se précisaient, le Saint-Siège revint à la charge, cette fois d'une manière plus pressante et plus en forme par la remise d'une note (2). « Quelque temps après, le nonce me donna lecture d'une dépêche où sans élever, était-il dit, aucune réclamation ni protestation contre ce qui n'était qu'un bruit, le cardinal-secrétaire d'Etat rappelait *ce qu'il nomme les droits imprescriptibles du Saint-Siège* (3) dont la présence à Rome d'un chef de nation catholique serait la méconnaissance.

« Je n'avais pas à discuter ; et qui donc, pénétré des devoirs et des traditions de l'Etat français, aurait consenti à discuter une doctrine aussi manifestement contraire à l'indépendance inaliénable de la politique française et dont la conséquence paradoxale serait de placer un chef de nation catholique pour la sauvegarde de l'ensemble des intérêts nationaux dont il

1. Cf. également le *Livre Blanc du Saint-Siège* (Exposé), et p. 57, édi: des questions actuelles.

2. Séance du 27 mai 1904, *J. Off.*, p. 1175.

3. *Ibid.*, p. 1177, col. I.

a la garde, dans une situation d'infériorité vis-à-vis des chefs de nation qui appartiennent à une autre confession ? C'est pourquoi il ne fut pas donné acte de la communication qui m'avait pas été faite. »

C'est tout ce que le ministre déclara sur ce point. Et sans donner lecture de la note en question il laissa cependant entendre qu'il en avait repris presque textuellement les termes (1).

Cependant sur ce point la version des deux chancelleries diffère profondément. Le ministre des Affaires étrangères a déclaré avec la dernière netteté qu'aucun autre document n'avait été envoyé, alors que le Livre Blanc (2) mentionne une note antérieure, remise à M. Nisard ambassadeur de France auprès du Vatican, qui n'est pas la même que celle dont le nonce devait donner lecture quelques jours après à M. Delcassé. Voici comment s'exprime, en effet, le Livre Blanc à cet égard (3) :

« Dès que l'on commença, en juillet 1902, à parler du voyage du roi Victor-Emmanuel à Paris, le nonce ne manqua pas d'appeler l'attention de M. Delcassé sur la gravité exceptionnelle qu'aurait la visite rendue par M. Loubet, président de la République, à Rome.

1. Dans sa teneur même, cette note n'a été connue que beaucoup plus tard, par la publication du *Livre Blanc du Vatican*.

2. Livre Blanc, document 24

3. Exposé, p. 57-58 de l'Édition des questions actuelles.

Le ministre des Affaires étrangères assura de la façon la plus catégorique que le bruit des deux visites n'avait aucun fondement. Cependant la presse officielle des deux pays continuait, sans recevoir aucun démenti, à affirmer le parfait accord de l'Italie et de la France relativement à cet échange de visites ; on en donnait même les dates. *Le cardinal secrétaire d'Etat le 1^{er} juin 1903 remit donc une note* (Doc. XXIV) à *M. Nisard ambassadeur de France*. Cette note fut transmise à M. Delcassé. Il y était ouvertement déclaré que le Saint-Père considèrerait la visite de M. Loubet à Rome comme une offense non moins aux droits du Saint-Siège qu'à sa propre personne. Pour que M. Delcassé ne pût conserver aucun doute sur la pensée du Saint-Père, le cardinal secrétaire d'Etat, par sa dépêche du 8 juin 1903 (Doc. XXV), adressée au nonce de Paris qui fut lue à M. Delcassé, exposait amplement les raisons pour lesquelles la visite du chef d'une nation catholique, et spécialement du chef de la nation française, ne pouvait pas, dans la situation actuelle du Saint-Siège, n'être pas une grave offense, quelles que fussent les intentions du visiteur. »

Entre cet exposé et les déclarations de M. Delcassé existe donc une contradiction. M. Delcassé sur une interrogation des plus précises et extrêmement pressante de M. Grousseau (1) a répondu qu'il n'avait

1. Séance du 27 mai 1904, *J. Off.*, p. 1177, col. 1.

reçu qu'une communication du secrétaire d'Etat du Saint-Siège par l'intermédiaire du nonce. Celui-ci en aurait donné connaissance à notre ambassadeur (mais de la même) quelque temps après : « Je vous réponds, il faut absolument que tout soit dit ici. *De document, il n'y en a jamais eu qu'un* ; mais la vérité c'est *qu'un mois ou deux* — je ne saurais préciser — après que le nonce m'eut donné lecture du document dont j'ai fait connaître la substance et même certaines expressions, le cardinal secrétaire d'Etat a communiqué ce même document à notre ambassadeur, à titre, a-t-il dit, d'information personnelle (1). »

Cette contradiction frappera d'autant plus que le Livre Blanc, qui ne se borne pas à affirmer, donne précisément le texte de deux notes, l'une du 1^{er} juin 1903 remise à M. Nisard, ambassadeur de France, l'autre le 8 juin à M. Delcassé par le nonce en réponse aux observations que celui-ci avait formulées à la note du 1^{er} juin. Cela fait donc bien deux notes.

En voici d'ailleurs, le texte :

PREMIÈRE NOTE

S. Em. le Card. Secrétaire d'Etat à M. Nisard, ambassadeur de France, 1^{er} juin 1903. — Dès que commencèrent à circuler des bruits touchant une restitution éventuelle de la visite par le président de la République française au roi d'Italie à Rome, le représentant du Saint-Siège à Paris ne manqua

1. *Ibid., loc. cit.* Cette communication ne figure même pas au Livre Blanc car de l'avis même du ministre elle n'avait aucun caractère officiel.

point, comme c'était son devoir, d'interroger à ce propos S. Exc. M. le ministre des Affaires étrangères, lui exposant les raisons que le Saint-Siège aurait de déplorer un événement de ce genre, et les graves conséquences qui en seraient dérivées au détriment des bons rapports existant jusqu'ici entre la France et le Saint-Siège. A diverses reprises, M. Delcassé n'hésita aucunement à assurer le nonce pontifical qu'il ignorait absolument l'existence de négociations entre les deux Gouvernements italien et français touchant la visite supposée, et que pourtant, plus qu'aucun autre, il devait être en mesure de connaître tout ce qui se rapportait à ce sujet. Pas plus tard que le 13 du mois qui vient de se terminer, il affirmait de nouveau, de la façon la plus catégorique, que personne jusque-là ne lui avait parlé de visites ni à recevoir ni à rendre. Ne doutant point de la loyauté de M. le ministre, le représentant pontifical, tranquilisé par les déclarations obtenues, s'est abstenu d'en reparler. D'ailleurs, Votre Excellence aura pu, de son côté, remarquer sans peine que le Cardinal sous-signé dans ses conversations n'a jamais fait aucune allusion à ce sujet.

Cependant, ces jours derniers, la presse officieuse des deux pays, sans être démentie en aucune façon, non seulement affirme avec insistance le plein accord qu'il y a entre l'Italie et la France touchant cet échange de visites, mais elle prétend de plus en indiquer les dates. C'est pourquoi le Saint-Père, voulant en matière si délicate prévenir tout malentendu qui pourrait surgir, et laissant d'ailleurs à la sagesse du Gouvernement français de prendre à cet égard telles décisions qu'il jugera plus convenables, a ordonné au Cardinal Secrétaire d'Etat soussigné de déclarer à Votre Excellence qu'une visite éventuelle du chef d'une nation catholique — tel que le président de la République française — au Quirinal, dans les conditions actuelles bien connues de Rome, Sa Sainteté la regarderait comme une offense non moins aux droits du Saint-Siège qu'à son auguste personne, et que, par suite, elle décline

toute responsabilité des conséquences fâcheuses qu'un événement de ce genre aurait pour l'influence française dans les pays étrangers.

DEUXIÈME NOTE

S. Em. le Cardinal Secrétaire d'Etat à Mgr le Nonce apostolique à Paris, 8 juin 1903. — Le rapport de Votre Seigneurie du 3 courant, qui porte le numéro 1734, me donne le résumé des observations que vous a faites M. Delcassé concernant ma note remise à M. l'ambassadeur sur le grave et délicat sujet de la visite éventuelle au Quirinal du président de la République française; il m'oblige en même temps à vous entretenir du même objet et à vous exposer les considérations ultérieures que semble réclamer le langage de M. le ministre.

D'abord il est à peine utile qu'après ma conversation avec M. Nisard j'insiste davantage sur la portée de la note en question. Vous pouvez donner de nouveau à M. Delcassé l'assurance que le Saint-Siège n'a eu nullement l'intention de menacer ni de formuler des protestations ou des remontrances pour des actes qui ne sont pas encore faits. Son unique intention fut de dissiper des illusions, de prévenir des malentendus, parce que la presse française et italienne le rendait nécessaire; puis d'appeler l'attention du Gouvernement sur les très graves conséquences, qui peut-être n'ont pas été complètement bien pesées, d'une démarche qui pourrait en un seul jour rayer la France officielle du nombre des puissances catholiques et compromettre l'œuvre de tant de siècles dans ses rapports avec la Papauté : le Gouvernement assumerait ainsi toute la responsabilité de cette démarche en pleine connaissance de cause.

Du reste, le Saint-Siège a tenu la même conduite avec d'autres Etats catholiques; et il n'aurait donc point pu user envers la France d'un traitement différent.

Dans la situation présente et si anormale de Rome, la visite au Quirinal d'un chef de nation catholique infligerait une

offense, et une offense grave, non seulement aux droits du Saint-Siège, mais en outre à l'auguste personne du Saint-Père, comme Souverain légitime et comme Pontife; les chefs d'Etats catholiques, précisément comme tels, sont rattachés par des liens spéciaux au Chef de l'Eglise; ils doivent donc avoir pour lui de plus grands égards que les souverains d'Etats hétérodoxes, en ce qui concerne la dignité, l'indépendance et les droits imprescriptibles du Saint-Siège. Par conséquent, un chef de nation catholique, qui viendrait rendre hommage à Rome, au siège même du Pape, à celui qui, contre tout droit, en détient le principat civil et en entrave la liberté et l'indépendance, poserait un acte qui implique une offense grave et manifeste au Chef suprême de la religion qu'il professe, une blessure au droit qu'a le Pape de revendiquer de toutes ses forces ses droits et son indépendance pour le bien même des peuples catholiques, et de ne pas laisser subir la moindre atteinte à sa dignité.

L'empereur d'Autriche a tellement compris ce devoir que, malgré son alliance avec le roi d'Italie, en dépit des efforts de la diplomatie et des exigences de la politique, bien qu'il eût une visite à rendre, il n'a jamais pu être amené à la rendre à Rome, et à manquer de respect au Souverain Pontife.

Le roi du Portugal lui-même, bien que lié à la Maison de Savoie par des liens de parenté très étroits, a préféré affronter un grave conflit diplomatique plutôt que de blesser le Chef de l'Eglise et de froisser les sentiments les plus délicats de ses sujets catholiques.

Aucun des autres souverains ou chefs d'Etats catholiques ne s'est jamais départi de cette règle de devoir et de convenance. Au reste, le devoir du chef de la nation française serait encore plus grand et par conséquent l'offense serait encore plus grave. Il n'a pas, en effet, avec le roi d'Italie, de liens spéciaux de parenté ou d'alliance politique; par contre, en vertu d'un pacte bilatéral avec le Saint-Siège, il jouit de privilèges très spéciaux uniquement parce qu'il est catholique,

c'est-à-dire parce qu'il est obligé à reconnaître dans le Pontife romain son Chef spirituel et celui du peuple qu'il gouverne. La France, régie aujourd'hui par une forme populaire de gouvernement, conserve le caractère éminent de puissance catholique ; elle est largement représentée dans le Sacré-Col-lège, et par le fait même dans le gouvernement de l'Église universelle ; elle a en outre par faveur du Saint-Siège ce qu'aucune puissance catholique ne possède : le protectorat en Orient ; pour ne rien dire de la reconnaissance qu'elle devrait professer, d'une façon particulière, à l'égard du Souverain Pontife régnant, qui lui a donné tant de preuves de bien-veillance.

Par conséquent, si le président de la République, pour des avantages d'ordre politique, dont l'histoire appréciera la valeur, préférerait, en passant sur le Pape, les obtenir au prix d'une offense au Chef de l'Église, sans que nous ayons besoin de recourir aux menaces, lui-même, par son acte, il paraîtrait devant l'Église, le peuple français et toutes les autres nations, renoncer spontanément à la position privilégiée dont il jouit.

Et à ce sujet il est bon de rappeler le fait qui se constate de plus en plus, savoir que la persécution dirigée par le Gouvernement contre les Ordres religieux aliène toujours davantage à la France les esprits des catholiques dans les régions du protectorat, dont il diminue l'autorité et le prestige. Que si à la persécution intérieure s'ajoutait un outrage public à la personne du Pontife de la part du chef même de l'État, le contre-coup serait ressenti davantage et partout, car les faits ont leur logique, en dépit de la volonté des hommes.

Enfin, il convient que Votre Seigneurie appelle sérieusement l'attention de M. Delcassé sur une autre conséquence de la visite éventuelle du président de la République au Quirinal. Si l'on tient compte des circonstances et du milieu de Rome, M. Loubet ne pourrait en aucune façon éviter que sa visite ne prenne un caractère nettement hostile au Pape ;

tous les éléments hostiles au Saint-Père en profiteraient certainement pour associer aux applaudissements au président de la République les manifestations injurieuses au Pape. Il ne s'agit pas ici de chimères, mais d'un péril fondé et certain, qu'aucune vigilance et qu'aucune habileté ne pourraient esquiver.

Cela n'échappera sûrement pas à l'intelligence et à la pénétration de M. le ministre.

Pour venir à la conclusion, le but que s'est proposé le Saint-Siège en faisant cette démarche a été de prévenir le Président de la République, afin que, éclairé sur les conséquences qui dériveront de ces événements, il en assume librement la responsabilité: le Saint-Siège dégage dès maintenant la sienne, se réservant sa pleine liberté d'agir en conformité de ce que la protection de sa dignité, la défense de ses droits et l'accomplissement de ses devoirs exigeront.

Votre Seigneurie, dans sa prochaine conversation avec M. le ministre des Affaires étrangères, aura soin de lui exposer ces dernières considérations, qui visent à éclaircir d'avantage le sens et la portée de la note du 1^{er} juin.

M. Card. RAMPOLLA.

Ainsi, le gouvernement français a été largement prévenu à temps et sans ambiguïté des conséquences que la visite de M. Loubet à Rome devait avoir. On s'étonnerait si l'on ne savait quelles déplorables habitudes de secret notre diplomatie a prises depuis longtemps que ces notes soient restées totalement ignorées de l'opinion publique qui ne les connût que lorsque l'irréparable était fait.

Le Vatican n'admettrait donc pas que M. Loubet vînt au Quirinal. Mais tiendrait-il ferme et ne jugerait-

il pas plus opportun, le moment venu, de garder le silence. N'y avait-il là qu'une simple protestation de forme, une tentative pour empêcher le voyage de se faire ? Peut-être l'a-t-on cru ? Il apparaît même comme très certain, ainsi que nous le verrons, qu'on songea à trouver avec le Saint-Siège un terrain d'entente, une formule protocolaire très sage qui permettrait à M. Loubet, tout en rendant à l'Italie, au Quirinal, tout ce qu'il lui devait, au nom de la France, de ne rien sacrifier de ses obligations de chef d'une puissance qui entretenait une ambassade au Vatican.

La situation était plus qu'embarrassante ; c'était une impasse dont il devenait impossible de sortir, tant à l'égard de l'Italie que du Saint-Siège.

I. — *A l'égard de l'Italie.* — En effet, d'une part, le roi d'Italie étant venu à Paris, la visite de M. Loubet à Rome s'imposait quoi qu'il advint, et cela tant vis-à-vis du Quirinal que peut-être surtout de l'opinion publique en France (1). C'est là ce que le Saint-

1. Dans certains milieux on a parfois attribué des machinations assez machiavéliques au gouvernement italien et aux ennemis irréconciliables de la papauté, que nous ne rapportons ici qu'à titre purement indicatif et dont nous laissons toute la responsabilité à leurs auteurs. En ce qui concerne le Quirinal, il aurait prévu, par là, la brouille qui se produirait nécessairement entre la France et le Saint-Siège et dont il profiterait en Orient où la France exerçait exclusivement le protectorat religieux, prérogative à laquelle elle a toujours tenu jalousement ; il nous suffira de rappeler que lorsque le Saint-Siège voulut établir un nonce à Pékin, la France y opposa un veto absolu. Dans le *Gaulois*

Siège aurait pu et dû comprendre. En ce qui concerne l'Italie, parce qu'elle serait la consécration officielle et définitive d'un état de choses dont elle était fière à juste titre, consécration qui venant de la France l'ancienne et fidèle protectrice du pouvoir temporel sous l'empire, mais aussi l'alliée de Palestro serait

du 5 avril 1904, M. Delafosse disait que le « Roi veut être libre dans les missions en Orient, il n'est venu que pour cela à Paris ». Et M. de Mun, dans la *Croix* du 20 mai 1904, reprenait les mêmes supputations. M. Delafosse revenait encore à la charge à la séance de la Chambre du 25 novembre 1904 (*J. Officiel*, p. 2665), lors de la discussion du budget des affaires étrangères de 1905 : « La diplomatie italienne avait parfaitement prévu que la visite du chef de l'Etat français au Quirinal, à l'exclusion du Vatican, devait fatalement produire une rupture et qu'il importait énormément à l'intérêt italien que cette rupture se produisît ; qu'elle s'accroûtât, qu'elle dégénérât même si possible, en guerre ouverte, »

Il est bon de noter que la note pontificale du 28 avril 1904 (*infra*, p. 114) a repris ces accusations en parlant du caractère offensant de cette visite qui avait précisément été recherchée par le gouvernement italien dans la supposition qu'elle affaiblirait les droits et offenserait la dignité du Saint-Siège...

En ce qui concerne les anticléricaux, des accusations graves ont été portées contre la franc-maçonnerie qui aurait poussé à ce voyage en y voyant le prétexte forcé à une rupture, le pape ne pouvant, ni n'étant décidé à s'incliner. Une note qui figurait au dossier Montaguini (l'agent officieux du pape en France depuis la rupture avec le Saint-Siège en 1904, expulsé de France en 1907 et dont les papiers furent saisis), publiée par la presse officieuse attribuait une part prépondérante à la franc-maçonnerie. Sous la rubrique *confidentiel*, Mgr Montagnini di Mirabello aurait écrit le 12 novembre 1904 au cardinal Merry del Val : « Au sujet de M. Delcassé il paraît qu'on

plus sensible à l'Italie qu'à tout autre pays. Cette considération est de celle auxquelles il ne dépendait plus du gouvernement français de se dérober. Ensuite et surtout cette visite serait impérieusement réclamée par l'opinion publique française. Si celle-ci n'avait pas créé la situation qui résultait du voyage en France du roi d'Italie, il était certain qu'elle n'admettrait sous aucun prétexte que le voyage de M. Loubet, préparé de longue date, annoncé, n'eût pas lieu à *raison de la protestation anticipée* du Saint-Siège que le gouvernement aurait nécessairement dû porter à sa connaissance. Qu'on songe à la surprise générale qu'une

pourra exhiber la correspondance de Barrère avec le grand Orient, avec lequel fut décidé le voyage de Loubet à Rome comme conduisant à la rupture avec le Saint-Siège... » Et la note aurait ajouté que M. Delcassé ne « se montrait pas partisan d'un tel voyage mais qu'il en reçut ensuite l'ordre honteux imposé par le grand Orient ». Nous donnons ces mentions sous toutes réserves et parce qu'elles ont paru en leur temps dans la grande presse quotidienne. Nous ne les commenterons pas n'ayant pas d'autre preuve de leur authenticité, la commission parlementaire d'enquête constituée dans cette affaire, n'ayant jamais procédé à une publication officielle des papiers Montagnini. Cf. également les observations de M. l'abbé Gayraud (séance du 27 mai 1904, *J. Officiel*, p. 117, col. 1). « Je ne veux pas revenir sur les préliminaires de la visite de M. Loubet à Rome ; je ne veux pas me demander si le but du rappel de notre ambassadeur n'a pas été précisément le but secret et inavoué des négociations, des machinations qui ont abouti au voyage de M. Loubet dans la capitale de l'Italie.

« M. le Ministre des Affaires étrangères : Par charité, laissez-moi vous le dire, monsieur Gayraud, ne vous avancez pas sur ce terrain. »

pareille nouvelle aurait produite dans le camp de ceux qui inlassablement, ainsi que nous l'avons vu, réclamaient la suppression de l'ambassade, celle-ci marquant, selon eux, une arrière-pensée à l'égard de l'Italie. Qu'on n'oublie pas que la France était à ce moment en pleine lutte anticléricale. On se trouvait au lendemain de la loi sur les associations du 1^{er} juillet 1901 dont l'application commençait et qui marquait une très grande tension des rapports de la France et de l'Eglise ainsi que du Saint-Siège (1) alors que la loi sur l'enseignement congréganiste se préparait et que des conflits aigus se manifestaient déjà dans l'application du concordat au sujet de la nomination des évêques (2). La moindre étincelle pouvait mettre le feu aux poudres. Le Parlement avec le fameux *Bloc* formé par Waldeck Rousseau ne demandait qu'à rendre plus effective la lutte (3). Il n'aurait jamais souffert la capitulation que

1. Les documents du *Livre Blanc* en font foi. V. les documents 1 à 24.

2. V. l'exposé du *Livre Blanc*, p. 43 et s. et les documents publiés.

3. Lors de la discussion du budget de 1904, M. Sembat avait demandé à M. Delcassé si le président de la République « ne visiterait que le représentant de la puissance italienne ou s'il aurait la faiblesse d'accomplir, sous une forme quelconque, une démarche au Vatican qui serait interprétée naturellement comme la reconnaissance officielle du pouvoir papal. Nous voulons que M. Loubet dise hautement à Rome qu'il ne connaît dans cette ville qu'une seule autorité. » Séance du 28 novembre 1903, *J. Off.*, p. 2828. Le ministre se contenta de répondre que le conseil des ministres n'avait pas encore été appelé à en délibérer et que la question devant se poser, le moment venu, la Cham-

le Saint-Siège prétendait lui imposer et n'aurait pas hésité à renverser immédiatement le gouvernement qui en aurait été complice. L'élément parlementaire dans un pays comme la France, jouant un rôle de première importance, est évidemment de ceux dont le Saint-Siège ne tiendra pas compte. Il y est conduit par sa politique traditionnelle et par sa constitution propre *qui est essentiellement autocratique* et où le pouvoir ne peut procéder que *d'en haut*. Il en est ainsi surtout depuis que Pie IX en faisant proclamer l'infaillibilité des papes a fermé par là, définitivement, la voie aux revendications qui peuvent venir *d'en bas*. Il n'y a pas là une critique, mais une simple constatation. Trop souvent même, depuis que la République existe, les papes ont méconnu cet élément essentiel avec lequel il faut compter dans une démocratie. Léon XIII n'écrivait-il pas lui-même déjà directement le 23 mars 1900 (1) une lettre au Président de la République Française pour obtenir une intervention de sa part dans la politique interne française lors de la préparation des lois contre les associations et l'enseignement congréganiste. M. Loubet lui faisait une réponse très digne (2). « Quelle que soit l'opi-

bre serait appelée à faire connaître son sentiment (*ibid*, p. 2834). V. *infra*, p. 102, la discussion relative à la demande des crédits afférents au voyage.

1. Livre Blanc, Document III.

2. Livre Blanc, Document IV.

nion du président de la République sur ces divers sujets votre sainteté ne doit pas, en s'adressant directement à lui, perdre de vue le rôle qui lui est assigné par la Constitution française. Ence qui concerne les mesures gouvernementales, renfermé dans son irresponsabilité, le Président doit s'abstenir de tout acte personnel. Il ne peut qu'offrir ses conseils aux ministres et il ne manque pas à ce devoir. Quant aux lois et aux résolutions parlementaires, il n'y intervient que par des ministres, qui ont eux-mêmes à compter avec les majorités des deux Chambres (1). »

On doit reconnaître que le Gouvernement ne pouvait, en 1904, différer le voyage de M. Loubet. On citera bien des précédents. L'empereur François-Joseph n'a pu rendre sa visite au roi d'Italie. La note du 8 juin 1903 y insiste tout particulièrement : « bien qu'il eût une visite à rendre, il n'a jamais pu « être amené à la rendre à Rome, et à manquer de respect au souverain Pontife ». L'exemple nous paraît fort peu choisi, précisément pour les raisons que nous venons de donner. Un empereur et particulièrement l'empereur d'Autriche, de par la constitution de son pays, est ainsi que la plupart des souverains, le maître *absolu de sa politique extérieure*. Ensuite,

1. Le 2 décembre 1903, le nouveau pape Pie X renouvelait en la même forme la démarche de son prédécesseur (*Livre Blanc, Doc. XII*). et M. Loubet lui faisait une réponse identique le 27 février 1904 (*Livre Blanc, Doc. XIII*).

il appartient à un pays essentiellement catholique où l'anticléricalisme n'arrive pas à trouver d'écho dans la sphère gouvernementale peu encline à suivre un mouvement libéral. Nous ne nous permettons pas de le critiquer. Nous nous bornons à relever un fait. Assimiler l'empereur François-Joseph à M. Loubet c'était donc faire une erreur. Nous n'étonnerons personne en disant que le précédent invoqué n'était rien moins que concluant.

II. — *A l'égard du Saint-Siège.* — Celui-ci ne voulait entendre parler d'une visite en aucune façon parce qu'elle lui apparaissait, s'il y consentait, comme une renonciation à ses droits imprescriptibles. Mais comme d'autre part cette visite était inévitable, pour les raisons que nous venons d'indiquer, il en résultait que le Gouvernement ne pouvait essayer de sortir de l'impasse que s'il trouvait un accommodement avec le Saint-Siège, une *combinazione* qui lui donnerait toute satisfaction. Le pape était un souverain, et la France entretenant auprès de lui une ambassade à Rome, il semblait difficile dans ces conditions que le Président de la République, en se rendant à Rome, ignorât le souverain Pontife. Ceux qui l'ont désiré ont véritablement été inconséquents. On concevra parfaitement que le Président ne pouvait faire à la fois deux visites officielles avec toutes les réjouissances qui entourent de pareils événements. Il ne le pouvait pas, d'abord parce que le Vatican n'est peut-être pas

depuis 1870 dans les conditions matérielles d'y pourvoir, et surtout qu'il s'est interdit tout acte de ce genre qui le ferait sortir du recueillement et du deuil très digne dont la sincérité véritable a fait l'épreuve du temps. Il ne le pouvait pas ensuite parce qu'il n'est pas dans les usages diplomatiques qu'un souverain ou chef d'Etat rende deux visites officielles en un seul voyage. La règle, il est vrai, n'est pas absolue mais elle est suivie le plus généralement. Elle marque un caractère plus déférend de la visite faite, surtout lorsque le souverain de ce pays avait lui-même fait un déplacement spécial. Une visite faite par M. Loubet dans un pays tiers (la Suisse par exemple) aurait déjà pu être mal interprétée..

En l'occurrence il convenait, plus que jamais, de suivre l'usage courant à raison de la question romaine et du sentiment national italien.

Mais, si M. Loubet ne pouvait pas, pour ces diverses raisons, faire une visite officielle à la fois au Quirinal et au Vatican, un moyen s'offrait à lui de rendre au Saint-Siège ce qu'il lui devait. Il pouvait, durant son séjour à Rome, rendre une visite au pape — visite non pas privée d'ailleurs mais officieuse en sa qualité de chef d'Etat français — et lui présenter les hommages auxquels il avait droit en vertu du protocole et disons-le des notions les plus simples du droit des gens. On pouvait regretter la présence d'une ambassade de

France au Vatican ; on ne pouvait pas admettre que le chef d'Etat ignorât celui auprès duquel il avait un ambassadeur. Qu'on suppose qu'un souverain, au cours d'une visite officielle dans un pays, rencontre un autre souverain. Nul ne considérera qu'il ne lui doit pas une visite de courtoisie. Souvent, quand un souverain ne fait que traverser un territoire, le souverain de ce territoire se rend en personne à l'une des gares où celui-ci passera. Ce sont là notions élémentaires du code de la politesse internationale. C'est là — il faut le relever parce qu'on ne le remarque pas assez et qu'on n'y attache pas toute l'importance voulue — ce que le Gouvernement français *semble* avoir parfaitement compris. M. Loubet de par ses convictions personnelles et son esprit de libéralisme aurait été assez ennuyé du rôle qu'on allait lui faire jouer et de l'offense que malgré lui il devait commettre. Il aurait été fort heureux de trouver une formule honorable pour tous (1).

On se serait servi en la circonstance de certains prélats, de l'influence desquels on aurait voulu profiter. C'est du moins ce qu'affirme M. Julien de Narfon (2) qui mérite un grand crédit pour ces questions, ses renseignements étant généralement tenus

1. M. Debidour, *L'Église catholique et la Troisième République*, t. II, p. 396 rapporte également ces tentatives d'après le même auteur que nous.

2. Julien de Narfon, Pie X, p. 10.

de bonne source. Dès l'automne 1903, le Président de la République aurait usé de tous les moyens pour amener Pie X à laisser violer une seule fois la règle posée par son prédécesseur en 1878. Mais aux premières ouvertures faites, le pape aurait répondu par une fin de non-recevoir : si l'on ne voulait pas offenser le pape, il n'y avait qu'à ne pas faire le voyage. C'est alors que le Président de la République aurait dans une conversation, d'après M. de Narfon, dit au cardinal Lecot, archevêque de Bordeaux, que « le pape aurait gravement tort de refuser de le recevoir parce que l'opinion publique en France ne pourrait pas demeurer insensible à l'injure d'un pareil refus et que son gouvernement en pourrait profiter pour donner une recrudescence d'activité à la persécution religieuse qu'il déplorait comme lui. Cela le conduirait à la dénonciation du Concordat » (1). Le cardinal Lecot, absolument de cet avis et persuadé que le refus du pape serait une « prime à l'hérésie et au schisme » (2), aurait tenté un effort pour aboutir finalement à un échec. M. Fuzet, archevêque de Rouen, et M. Bouquet, évêque de Mende, auraient également été chargés de missions sans réussir plus que leur collègue de Bordeaux. A en croire toujours M. de Narfon, le cardinal Mathieu aurait alors fait par ordre du Saint-Siège une enquête officieuse en

1. J. de Narfon, Pie X, p. 228.

2. J. de Narfon, Pie X, p. 229.

France pour connaître l'avis de l'épiscopat sur ce sujet mais cela comme par acquit de conscience et certain d'avance qu'il serait favorable à la thèse pontificale. Ç'aurait été une déception : M. Chapon, évêque de Nice, aurait répondu que M. Loubet n'avait pas dépossédé Pie IX du temporel ; d'autres également se seraient montrés partisans du voyage, résultat suffisant pour arrêter immédiatement la Consultation. Un évêque aurait même pris sur son initiative d'écrire que si M. Loubet n'était pas reçu par le pape l'on dirait « que la France républicaine avait insulté le pape et que cette prétendue insulte aurait pour les anticléricaux la saveur d'une victoire contre l'Église » (1).

Ce refus, M. de Castellane (2) le trouvait tout naturel. Il ne pouvait même s'empêcher de s'étonner qu'on ignorât qu'un protocole inflexible avait réglé une fois pour toutes cette question en fermant le Vatican à tout chef d'Etat catholique qui viendrait saluer le « représentant de la dynastie spoliatrice de la papauté ». D'après l'*Information*, le pape aurait pris tous les ménagements possibles en refusant à M. Loubet la faveur que celui-ci lui demandait. Quoi qu'il en soit, tout cela montre qu'il dut y avoir des négociations. Sans aller aussi loin que

1. J. de Narfon, Pie X, p. 232.

2. Chambre, séance du 25 mars 1904. *J. Off.*, p. 948.

M. de Narfon (rien n'empêche qu'il soit totalement dans le vrai) on doit au moins admettre que des conversations se sont tenues. Le *Journal des Débats*, lui-même, s'est fait l'écho des bruits qui coururent à ce sujet. L'*Univers* les a pleinement confirmés (1).

Le Saint-Siège restait donc inflexible. Il s'opposait au voyage de M. Loubet. Et non seulement ils'y opposait, mais encore il se refusait de recevoir M. Loubet pendant son séjour à Rome. La faveur qu'il avait cru pouvoir accorder à certains chefs d'Etat protestants, étant entendu qu'ils partiraient de l'hôtel de l'ambassade, il la rejetait absolument ici. Le Livre blanc s'en est expliqué. Dans ces conditions, la seule solution qui pouvait s'offrir disparaissait. Légitimement, nous croyons l'avoir fait entendre précédemment, le Saint-Siège demandait l'impossible à M. Loubet. La souveraineté temporelle n'existait plus depuis 1870. En maintenant une ambassade au Vatican, la France n'entendait nullement laisser survivre un pouvoir disparu depuis longtemps et opposer un démenti constant, au gouvernement italien, de son occupation de Rome (2). Quand nous disons que M. Loubet ne pouvait pas sans une certaine contradiction ignorer de prime abord le

1. *Journal des Débats* du 21 mai 1904 et l'*Univers* des 8 et 10 mai 1904.

2. L'*Univers* du 10 mai 1904 trouvait cependant dans les démarches de M. Loubet la meilleure preuve que la question romaine existait encore.

Saint-Siège nous entendons considérer *exclusivement* le *souverain spirituel*. Mais dès l'instant où le pape revendiquait, malgré tout, aussi hautement ses droits temporels, il devenait *impossible* à M. Loubet de lui rendre visite ; il le lui devenait d'autant que le pape lui-même lui interdisait l'accès du Vatican.

On sait que lorsque le Président de la République se déplace, le gouvernement a l'habitude de demander au Parlement, de bien vouloir voter les crédits nécessaires. C'est une manière de connaître son avis. Il pourrait cependant procéder autrement et ne consulter les Chambres qu'une fois les faits accomplis. En ce qui concerne le voyage à Rome, M. Delcassé avait déclaré lorsque M. Sembat lui demandait de préciser les conditions du voyage, « que la Chambre serait appelée à faire connaître son sentiment le moment venu » (1).

Au conseil des ministres qui se tint le 22 mars 1904, il fut bien établi que M. Loubet irait exclusivement au Quirinal : et les feuilles avancées n'en cachèrent pas leur satisfaction. « Que M. Nisard en prenne son parti, disait l'*Aurore* du 23, cette fois au moins la France ne sera pas ridicule ; voilà donc enterrés une bonne fois, les projets de visite au Vatican. »

Le 25 mars le gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant ouverture de

1. V. *supra*, p. 92, note.

crédits spéciaux. Il fut immédiatement discuté. Son texte est intéressant à connaître parce qu'il nous explique bien des choses par l'ambiguïté des termes employés. Le voici : « Il est ouvert au ministre des Affaires étrangères... un crédit extraordinaire de 450.000 francs pour les frais du *Voyage en Italie*, du Président de la République. »

C'est alors qu'un orateur catholique M. Boni de Castellane intervint pour s'opposer au vote des crédits et par là même au voyage. Le discours de M. de Castellane vint tout à point pour rallier au ministère la quasi-unanimité de la Chambre. Il parla de la dynastie « *spoliatrice* » de la papauté (1). Ce qui lui valut de la part du président cette réplique : « la Nation entière protestera contre vos paroles et y verra la certitude du péril contre lequel le parti républicain s'arme tout entier ». Il ajouta que de pareilles paroles étaient au-dessous de tout châtiment réglementaire.

On a remarqué les mots du projet de loi : *frais du voyage en Italie*. M. Sembat voulut fixer le caractère du voyage. « Nous allons nous prononcer, dit-il, étant bien entendu que M. le Président de la République *n'ira qu'au Quirinal*... c'est dans ces conditions que nous considérons cette manifestation comme ayant une importance suprême et que nous

1. Séance du 25 mars 1904. *J. Off.*, p. 948.

saluons ce nouveau gage d'amitié entre la République française et le peuple d'Italie (1). »

Le rapporteur M. de Pressensé ajouta que ce qu'il fallait ce n'était pas imposer des conditions à M. Loubet mais qu'on avait « la prétention très naturelle de savoir dans quelles conditions allait se produire un grand acte public au nom de l'Etat français. Le Président de la République ne peut pas voyager sans engager la France (2). » M. Delcassé avait déjà refusé devant la Commission d'accepter des conditions mais il lui avait assuré que la visite serait faite exclusivement au Quirinal. Par 509 voix contre 10 (3) la Chambre vota les crédits.

Au Sénat les choses se passèrent encore plus aisément et la discussion fut très brève. Deux orateurs intervinrent pour ne dire chacun que quelques mots, M. Halgan, qu'il ne voterait pas les crédits et M. Delahaye pour soutenir la thèse ultramontaine ; il parla de Rome pontificale, de reconnaissance de l'envahissement, du respect des croyances catholiques, de l'offense au pape, sur quoi M. Delcassé lui fit remarquer qu'il n'y avait pas plus d'offense dans les actes

1. Séance du 25 mars 1904. *J. Off.*, p. 950.

2. Séance du 25 mars 1904. *J. Off.*, p. 951.

3. Les opposants étaient : MM. de Baudry d'Asson, P. Bourgeois, Castellane, marquis de Chambrun, comte Louis le Traissan (un ancien zouave pontifical), Groussau, Rioust de Largentaye, Massabuau, De Mun, baron Xavier Reille.

de la France que dans ses intentions(1) et par 258 voix contre 2, celles de MM. Delahaye et de Cuverville, le projet fut adopté (2).

La Presse apprécia comme elles le méritaient les critiques ultramontaines. *Le Temps* (3), peu suspect d'antieléricalisme, reconnut « qu'il eût été naturel que ce vote eut lieu sans débat; que la France n'avait pas à considérer en spoliatrice la maison de Savoie » et qu'il ne pouvait que déplorer que pour certains catholiques « l'intérêt confessionnel primait l'intérêt national, les rendait plus papistes que le pape lui-même ». Il ne fut pas jusqu'au *Journal des Débats* (4) qui ne se félicitât de la faute de M. de Castellane puisqu'elle avait permis à la Chambre d'affirmer ses sympathies pour l'Italie. Le *Journal des Débats* estimait que « l'intérêt de la France passait avant celui du pape ». Ce qui n'empêchait pas M. L. Teste dans un article de tête du *Gaulois* (5) d'écrire que M. Loubet devait aller à Rome *mais au Vatican seulement*.

L'incident semblait clos et quelques jours séparaient encore M. Loubet de son voyage, lorsque le *Figaro*

1. Sénat. 25 mars 1904 *J. Off.*, p. 383.

2. Il parut au *J. Off.*, du 28 mars 1904.

3. *Le Temps* du 27 mars 1904

4. *Journal des Débats* du 27 mars 1904.

5. *Le Gaulois*, 21 avril 1904.

du 7 avril apprenait qu'au dernier moment une nouvelle tentative avait été faite par le ministre des Affaires étrangères qui devait aboutir, au cas où elle aurait réussi, à une réception du ministre à défaut de M. Loubet, par le pape ou par le secrétaire d'État. On parlait d'une démarche d'un député influent de la droite, M. Denys Cochin, de retour du Vatican. M. Delcassé l'avait-il chargé d'une mission ou bien M. Cochin avait-il pris l'initiative d'une *combinazione*. Comment le savoir ? Le fait est que M. Delcassé faisait savoir que la portée du voyage ayant été précisée à la tribune le récit du *Figaro* n'était qu'une invraisemblance. M. Combes annonçait à son tour qu'il n'y avait rien d'exact dans l'article du *Figaro* relativement à une visite éventuelle au Vatican et le *Figaro* enregistrait ce démenti le 8 avril. M. Loubet quitta Paris le 23 avril. Nos ambassadeurs vinrent le prendre en chemin. C'est là un détail qui a son importance. Certains journaux avaient, en effet, répandu le bruit que M. Nisard se tiendrait éloigné de Rome pendant le séjour que le Président de la République y ferait. Dernière tentative peut-être, devant laquelle on aurait reculé au dernier moment et cela fort heureusement car il eût été étrange que l'ambassadeur de France quittât Rome au moment où le chef de l'Etat y arrivait. C'est pourquoi ce dernier figura dans le cortège officiel.

L'accueil des Italiens et en particulier ceux de Rome, au Président de la République française fut extrême-

ment chaleureux. Le *Figaro* (1) reconnaîtra que « les démonstrations de sympathie provoquées non seulement à Rome mais on peut dire dans toute l'Italie par la visite de M. Loubet, ont dépassé toutes les prévisions. Et à l'étranger où l'on suit ce voyage avec une certaine curiosité, l'accueil si chaleureux fait au Président a eu un retentissement considérable. On y est unanime à constater que jamais encore aucun chef d'Etat ne fut fêté dans la Ville éternelle avec autant de cordialité et de splendeur. » La *Gazette de Vos* ne put que faire cette constatation que l'Empereur allemand n'avait pas été aussi bien reçu. Un autre jour, le correspondant du *Figaro* qui était à Rome depuis 1870 écrivait que « jamais un souverain étranger même en pleine lune de miel de la Triplice n'avait été reçu comme M. Loubet à Rome » (2).

Y a-t-il eu des incidents ? Est-ce que le voyage a eu comme les ultramontains l'ont prétendu un caractère nettement anticlérical ? A-t-on ostensiblement cherché à offenser le Pape ?

On a fait grand bruit autour d'une promenade dans Rome que le roi Victor-Emmanuel fit faire à M. Loubet en phaéton, promenade matinale sans aucun caractère officiel, toute discrète, en quelque sorte dans l'inco-

1. *Le Figaro* du 26 avril 1904.

2. *Le Figaro* du 6 mai 1904.

gnito. Entre autres choses, le roi d'Italie l'aurait mené, et quoi de plus naturel, voir la brèche de la Porta Pia par laquelle les Piémontais firent irruption, en 1870, dans Rome.

Pourrait-on lui en tenir rigueur ? N'est-il pas bien légitime de la part d'un peuple vainqueur que de s'enorgueillir de sa victoire ? Ne montre-t-on pas à Paris aux souverains étrangers ce qui fait la gloire de la France et dans toutes les capitales n'en fait-on pas autant ? M. Loubet non seulement ne pouvait pas s'étonner mais il devait s'associer, de tout cœur, à cette petite manifestation.

Enfin, le fait qu'elle eut lieu le matin, en phaéton, incognito l'on peut dire, montre assez toute la délicatesse que le roi d'Italie sut apporter dans les promenades qu'il ménageait à M. Loubet. Le peuple italien aurait peut-être désiré qu'elle se fît en grande pompe comme un événement national. Le fait que cette promenade, comme d'ailleurs tout le voyage nous le verrons, ait pu être mal interprétée dans les sphères ultramontaines montre, une fois de plus, les effets de ce malentendu qui subsistait dans les rapports du Saint-Siège et de la France. Nous ne saurions trop le faire remarquer, M. Loubet en rendant visite à l'Italie, comme seul pays souverain de Rome, ne donnait que la consécration de sa personne à une situation que la France considérait comme définitive. Il n'avait donc à cet égard aucun scrupule à avoir. Il

eût été désirable que le Saint-Siège sortît de son entêtement trentenaire et que le pape, souverain spirituel, reçût le chef de l'Etat français. Dès l'instant où il s'y refusait, la situation était très nette. Mais ce qu'il ne fallait pas c'est que le voyage de M. Loubet pût revêtir un caractère hostile à l'Église, puissance spirituelle.

C'est en ce sens que l'on doit interpréter un communiqué du journal catholique l'*Osservatore cattolico* qui annonçait lui-même le 23 avril 1904 que M. Barrère, ambassadeur de France au Quirinal, aurait été chargé avant le voyage d'avertir le Quirinal que M. Loubet ne pourrait accepter qu'on donnât à son voyage un caractère quelconque d'hostilité à l'égard de la papauté, caractère qui serait relevé dans les manifestations publiques.

Les négociations du président pour être reçues par le Saint-Siège (1) le montraient assez ainsi que la déclaration très nette de M. Delcassé à la Chambre lors de la demande des crédits (2): « Il n'y a pas plus d'offense dans nos actes que dans nos intentions : remplir un devoir évident, rendre une visite reçue, porter à l'Italie dans la personne de ses souve-

1. V. *supra*, p. 97.

2. Le *Journal des Débats* du 8 mai 1904 affirmait également que rien n'avait été plus loin des intentions de la France que d'offenser le Saint-Père. M. de Narfon, *Pie X*, p. 239 estimait également « que c'est l'intention qui est tout et que ce ne sont pas les commentaires qui peuvent rendre un acte plus grave ».

raîns le salut de la France, resserrer ainsi, pour le bien commun des deux pays, des liens formés à la fois par les sentiments et par les intérêts, qui donc pourrait équitablement prendre ombrage d'une démarche aussi naturelle (1). ? »

Le chef de l'Etat et le gouvernement responsable, rendant une visite officielle n'avaient pas davantage, non plus, à épouser des querelles de partis politiques pas plus qu'à faire, quoiqu'on ait souvent voulu le contraire, de l'anticléricalisme, un article d'exportation. Ce ne sera pas le moindre mérite de certains adversaires du régime actuel d'avoir fait abstraction au cours de cette visite de leurs sentiments de polémistes pour ne voir dans le Président de la République, que le représentant de la France, c'est-à-dire d'un pays qui, devant l'étranger, se présente et doit se présenter avec une union complète. Tous n'ont cependant pas agi ainsi.

Ici, nous devons dire les choses comme elles sont. Tant en France qu'en Italie les partis avancés continuant l'erreur que précédemment nous avons montrée

1. V. la note du 8 juin 1903, *in fine, supra* p. 87. « Si l'on tient compte des circonstances et du milieu de Rome, M. Loubet ne pourrait en aucune façon éviter que sa visite ne prenne un caractère nettement hostile au Pape ; tous les éléments hostiles au Saint-Père en profiteraient certainement pour associer aux applaudissements au Président de la République les manifestations injurieuses au Pape. Il ne s'agit pas ici de chimères mais d'un péril fondé et certain, qu'aucune vigilance et qu'aucune habileté ne pourraient esquiver. »

et que nous avons essayé de stigmatiser, donnèrent à l'équivoque toute son acuité. Ils voulurent voir, dans le voyage à Rome, non pas une visite de courtoisie et peut-être aussi la reconnaissance de la Rome italienne mais une arme dirigée par la France contre le Saint-Siège en tant que puissance spirituelle, une victoire nouvelle et éclatante de l'anticléricalisme par le fait d'une offense déguisée ou non au pape. On leur a justement reproché d'en avoir triomphé dans leurs organes. Ils ne voulurent pas se contenter d'y voir que la France n'avait pas à suivre le Saint-Siège dans ses revendications temporelles et que la visite au Quirinal et la non réception par le pape ne signifiait pas autre chose. Ils purent croire, de bonne foi nous le reconnaissons, tant l'erreur était séculaire, que cette ignorance dans laquelle les deux pouvoirs devaient se tenir mutuellement avait une signification plus profonde et qu'elle ne marquait qu'une étape, mais non la moindre, de la lutte entreprise par eux, depuis le jour où ils affichaient, sous l'Empire, à Belleville, leur programme, contre l'Eglise, qui tendait, avec la rupture du concordat, à l'établissement de la séparation des Eglises et de l'Etat. Cette lutte avait eu ses épopées déjà héroïques mais à aucun moment elle n'avait été plus vive et plus près du but que depuis la formation du *Bloc Républicain* et l'avènement au pouvoir du ministère nettement anticlérical de M. Combes, suivi de l'application de la loi sur les associations et des nouveaux

projets de défense laïque (1). Qu'on n'oublie pas, en effet, qu'en quelques semaines les événements décisifs allaient se précipiter et que *moins d'un an après* la loi de séparation serait votée à la Chambre des députés et au Sénat avant la fin de l'année 1905. L'opinion publique passa cependant aux actes. Il y eut quelques manifestations dans les rues de Rome. Des cris hostiles furent notamment poussés par les socialistes venus pour déposer une couronne sur la tombe de Giordano Bruno devant le palais Farnèse, résidence de l'Ambassade de France et du Président de la République. Mais le gouvernement italien les avait dispersés dans la mesure du possible (2), de peur, peut-être, qu'il ne s'y mêlât également quelques cris peu monarchiques. *L'Osservatore romano* s'exclamait aussitôt : « Si tout cela constitue ou non une offense très grave, nous livrons la question à tous les honnêtes gens (3). »

1. On s'en rendra un compte assez exact en jetant un coup d'œil sur le *Livre Jaune* relatif aux affaires du Saint-Siège (1899-1903), et le *Livre Blanc* (Exposé et Documents) où le conflit se trouve en substance dans les notes alors échangées.

2. Le *Corriere della Sera* du 20 mai 1904, organe modéré, se plaisait à relever « la correction parfaite de l'Italie et de la France durant le voyage pour en voiler la nuance anticléricale ».

3. V. *L'Univers* du 30 avril 1904 rapportant qu'une affiche à Naples contenait les mots de Vive Loubet, Vive la France anticléricale. Il y aurait eu aussi l'affiche de la franc-maçonnerie si vive que M. Giolitti lui-même l'aurait remaniée (V. *L'Univers*, du 4 mai 1904).

Pour ce qui est du Vatican, son attitude a été plutôt correcte sans qu'ici la correction pût tenir lieu d'une satisfaction suffisante. Le peuple italien bien certainement ne pouvait admettre qu'en ce jour de fête nationale un coin de la ville se refusât à participer à la joie générale.

Tant que M. Loubet demeura à Rome, le Vatican fut comme une prison. Le secrétaire d'Etat n'en sortit pas une fois. Au Vatican on tâcha d'ignorer ce qui se passait dans la ville. On a bien parlé d'une longue et langoureuse promenade de Pie X dans les jardins de son palais, faite ostensiblement, mais il n'y avait pas là une manifestation bien méchante ni bien dangereuse à supposer qu'elle ait eu lieu. On sait que les ultramontains de Rome se tinrent, eux aussi, à l'écart de toutes les cérémonies et qu'ils considérèrent ces quelques jours comme des jours de deuil.

D'une manière générale on peut dire que tout se passa fort bien tant du côté du Saint-Siège que du côté de la France et de l'Italie. Des efforts avaient été faits pour éviter les points de contact douloureux dans la mesure où faire se pouvait. Pour employer le langage du *Temps*(1), on avait atteint ce but sans aucune entente préalable, tant du côté du gouvernement français que du côté du Vatican, de s'ignorer réciproquement. Le séjour de M. Loubet se terminait à la satisfaction du pays qu'il représentait.

1. 26 avril 1904.

Le 28 avril le Président de la République quitta Rome pour assister à la revue de Naples d'où il s'embarqua pour la France. Il était de retour à Paris le 1^{er} mai au matin.

L'Univers profitait de cette occasion pour parler du voyage de M. Perrichon : « M. Loubet, disait-il, n'a pas songé aux railleries qui guettent le voyageur rentrant chez lui sans avoir vu la personne la plus intéressante de son voyage. N'ayant pas vu le Pape, il n'a rien vu ; il n'a fait que compromettre la France dans une complicité injurieuse et vaine. »

Pour la *Civiltà Catholica*, en ces quatre jours la France perdit plus que dans la guerre de 1870.

..

Où en étaient les rapports de la France et du Saint-Siège ? Pour que tout s'arrangeât, il ne tenait qu'aux deux parties de garder cette neutralité qui avait permis au Président de la République d'accomplir son voyage sans encombres.

Tout pouvait reprendre sur la base du *statu quo*. Nous verrons comment le Saint-Siège fut amené à commettre une imprudence qu'aucun de ses intérêts véritables ne pouvait réellement justifier et que les hommes les plus calmes n'ont pu s'empêcher de trouver profondément impolitique.

CHAPITRE IV

La protestation du Saint-Siège. Le Rappel de M. Nisard

Au lendemain du voyage, le Saint-Siège a adressé au gouvernement français une protestation bien sentie qui, *il est essentiel de le remarquer*, n'a été connue que plus tard ainsi que nous le verrons. Elle était remise le 28 avril 1904 (1) à M. Nisard, ambassadeur de France. Elle n'était pas destinée à la publicité. Elle reprenait les termes mêmes des notes de 1903 « car il n'y avait pas lieu, nous dit l'Exposé du *Livre Blanc*, de les atténuer l'offense une fois subie. »

La note du 28 avril 1904 remise à la France était ainsi conçue, d'après le texte que plus tard en a donné le *Livre Blanc* :

*S. Em. le card. Secrétaire d'Etat à M. Nisard,
ambassadeur de France, 28 avril 1904.*

La venue à Rome, en forme officielle et solennelle, de M. Loubet, Président de la République française, pour rendre visite à Victor-Emma-

1. *Livre Blanc*, Doc. XXVI. Elle n'a pas été publiée officiellement par le gouvernement français.

nuel III, a rempli l'âme du Saint-Père d'une profonde tristesse.

Il est à peine nécessaire de rappeler que les chefs d'Etats catholiques, liés, comme tels, par des liens spéciaux au suprême Pasteur de l'Eglise, sont tenus, envers lui, à de plus grands égards que les chefs d'Etats non catholiques, en ce qui concerne sa dignité, son indépendance et ses droits imprescriptibles. Ce devoir, reconnu jusqu'ici et observé par tous, nonobstant de graves raisons d'alliance politique ou de parenté, incombait d'autant plus au premier magistrat de la République française, lequel, sans avoir aucun de ces motifs spéciaux, préside, par contre, à une nation qui est unie par des rapports très étroits et traditionnels avec le Pontificat romain, jouit en vertu d'un traité bilatéral avec le Saint-Siège de privilèges signalés, a une large représentation dans le Sacré-Collège des cardinaux, et, par suite, dans le gouvernement de l'Eglise universelle, possède par faveur singulière le protectorat des intérêts catholiques en Orient, et a reçu du Saint-Siège, spécialement dans les dernières années, des preuves de très particulière bienveillance.

Par suite, si le chef de n'importe quelle nation catholique offense gravement le Souverain Pontife en venant rendre hommage à Rome, c'est-à-dire au Siège pontifical même, et dans le palais apostolique même, à celui qui, contre tout droit, en détient le principat civil et en entrave la liberté et l'indépendance nécessaire, cette offense a été bien plus grande de la part de M. Loubet.

Le caractère et la portée n'en sauraient être changés par la déclaration que fit M. Delcassé au Parlement français, savoir qu'en rendant cette

visite on n'avait aucune intention hostile au Saint-Siège ; l'offense, en effet, est intrinsèque à l'acte, d'autant plus que le Saint-Siège n'avait point manqué d'en prévenir le Gouvernement français. De fait, ni en France ni en Italie, n'a échappé à l'opinion publique le caractère offensant de cette visite, qui avait précisément été recherchée par le Gouvernement italien dans la supposition qu'elle affaiblirait les droits et offenserait la dignité du Saint-Siège ; — droits et dignité que le Saint-Siège regarde comme son principal devoir de protéger et de défendre dans l'intérêt même des catholiques du monde entier.

Contre ce douloureux événement, le cardinal Secrétaire d'Etat soussigné émet au nom de Sa Sainteté les plus formelles et explicites protestations, et il prie Votre Excellence de vouloir porter la présente note à la connaissance de son gouvernement. Le Cardinal soussigné profite de cette occasion pour confirmer à Votre Excellence les sentiments de sa considération la plus distinguée.

L'opinion publique ne pouvait s'émouvoir de cette note puisqu'elle l'ignorait à ce moment. Tout au plus sut-on, par des communiqués, qu'une note avait été remise.

Le conseil des ministres, saisi de l'incident dès le lendemain de la réception de cette note (1), fut una-

1. M. Delcassé a déclaré (séance du 27 mai 1904, *J. Off.*, p. 1176, col. 1) qu'il avait reçu la note, le 4 mai. Or, elle aurait été remise à M. Nisard le 28 avril. Il est étrange qu'il ait fallu une semaine à la transmission d'un document diplomatique.

nime à penser que, bien plus que toute réfutation, le voyage de M. le Président de la République à Rome était la preuve éclatante que la France n'épousait à aucun degré les prétentions qui s'y affirmaient. Quant à la forme au moins étrange du document, elle ne pouvait être acceptée (1). Le soir même le ministre télégraphiait à M. Nisard de remettre au secrétaire d'État la déclaration suivante : « Le ministre des Affaires étrangères me charge de déclarer qu'ayant pris soin lui-même de préciser devant le Parlement le caractère et le but du voyage de M. le Président de la République à Rome, il ne peut que repousser et les considérations qui sont développées dans la note du 28 avril et la forme sous laquelle elles sont présentées. » Cette déclaration remise au Vatican le 6 mai (2), fut communiquée à la presse.

A tout prendre on doit avouer que le gouvernement français ne prenait pas les choses au tragique et sa modération n'était pas sans étonner un peu. Quant à l'opinion publique elle n'eut pas à réclamer d'autres sanctions pour la bonne raison qu'ignorant les termes de la note, elle ne pouvait trouver ni trop forte ni trop faible la réponse. L'incident pouvait donc paraître clos (3).

1. V. les déclarations de M. Delcassé, séance du 27 avril 1904, *J. Off.*, p. 1176, col. 1.

2. *Livre Blanc, Doc.*, XXVII.

3. Il s'est trouvé cependant certains organes de droite pour critiquer encore le Gouvernement et lui reprocher sa brutalité. Repousser

Tout allait ainsi s'arranger. On annonçait, en effet, que M. Nisard avait assisté à la réception du 13 mai au Vatican (1).

L'affaire paraissait enterrée. Le *Journal des Débats* (2) annonçait, peut-être avec un optimisme trop hâtif, « que le Vatican avait reçu la note de M. Delcassé et que l'affaire était ainsi terminée ».

Un événement se produisit qui remit tout en question et fit renaître le conflit en le portant immédiatement à son maximum d'acuité.

On savait jusqu'alors que le Vatican avait protesté contre le voyage de M. Loubet et que le gouverne-

une note du pape ? Le *Gaulois* du 7 mai 1904 y vit une « faute grossière ». L'*Univers* du 8 mai remarqua que « seul, le Cabinet français prenait une attitude aussi insolente que ridicule » et il ajouta avec sa courtoisie habituelle que « s'il suffisait à un malhonnête homme de déclarer qu'il repousse les accusations trop justifiées dont il est l'objet, ce serait, en vérité, trop commode ».

La comparaison était heureuse. Ce sont de ces choses qui ne mériteraient pas d'être rapportées si elles n'émanaient d'un organe quasi-officiel du Saint-Siège en France, auquel Pie X venait justement à cette époque de donner un témoignage de haute satisfaction.

Le *Journal des Débats* du 8 mai trouva la note du Gouvernement peu politique et estima qu'il aurait mieux valu ne rien dire du tout eu égard au Vatican et au Quirinal. La feuille libérale se félicitait de ce que M. Delcassé n'eût pas pris au tragique la note du pape. Le pape ayant usé de son droit, pourquoi s'en émouvoir ? Il avait fait un acte conservatoire « y répondre durement aurait été de notre part une faute aggravée par ce fait que le pape était sans défense ».

1. Agence Havas.

2. 16 mai 1904.

ment avait refusé d'accepter cette protestation. Mais quels étaient les termes mêmes employés par le Saint-Siège. On les ignorait, bien plus on ne cherchait même pas à les connaître car l'on pensait qu'ils étaient empreints de la plus grande courtoisie.

C'est alors qu'un court entrefilet de l'*Osservatore romano* du 4 mai annonça l'envoi de notes aux puissances. On n'y attacha sur l'instant aucune importance, cette nouvelle étant tout à fait officieuse. Cependant le journal *La Patrie* du 11 mai s'avisait d'en publier un texte qu'il croyait « digne de foi » mais qu'il ne donnait prudemment que sous toutes réserves (1). Il débutait par les mots : « A notre très cher fils en Jésus-Christ, Emile Loubet. » A en croire la *Patrie* c'était au Président de la République que serait allée la note du 28 avril. L'*Osservatore romano* (2) s'empessa de déclarer que l'écrit publié à Paris était inventé de toutes pièces. C'est alors qu'un coup de théâtre se produisit !

Le 18 mai un tout nouveau journal qui comptait à peine quelques numéros, l'organe du leader socialiste M. Jaurès, *L'Humanité*, publia la fameuse note du 28 avril, en certifiant immédiatement et catégoriquement l'authenticité du texte qu'il donnait.

Cette note devait émouvoir immédiatement, mais

1. Il était également publié en Italie.

2. *Osservatore romano* du 14 mai 1904.

pour des raisons différentes, le gouvernement et l'opinion publique. Le *gouvernement* parce qu'il s'aperçut à une phrase qu'elle contenait et qui ne figurait pas dans la note de la France, que la note ainsi publiée, si elle était presque identique à celle qu'il avait reçue, avait très certainement été envoyée à certaines puissances. Cette phrase était ainsi conçue : *Si malgré cela le nonce n'a pas quitté Paris, c'est uniquement à cause de motifs très graves d'ordre et de nature tout à fait spéciaux.*

Cette phrase, en effet, lui permettait d'inférer que le Saint-Siège, mettant à exécution des menaces faites en 1903, avait protesté également auprès des puissances et que la note de *l'Humanité* était une de ces notes, si toutefois elle était authentique. L'opinion publique devait en être émue, peut-être davantage, si l'on songe qu'elle ignorait encore tout des avertissements antérieurs du Saint-Siège restés soigneusement secrets. Le ton général de la note absolument nouveau pour elle, le caractère violent de ses termes, le mot *d'offense* qui s'y trouvait, la phrase dont les pays étrangers avaient été gratifiés, enfin, celle qui devait subitement faire une certaine lumière : *d'autant plus que le Saint-Siège n'avait point manqué d'en avertir le gouvernement français.*

Tout le voile se déchirait d'un bout à l'autre par le seul effet d'une simple publication. Cependant, le

ministre faisait dire encore le 6 mai à un envoyé du *Temps*, « que le conflit serait réglé diplomatiquement et qu'on considérerait une indiscretion d'où qu'elle vint comme un manquement aux usages les mieux assis de la courtoisie internationale et que ce n'était pas de Paris que viendraient les indiscretions ». On conçoit qu'il tenait fort peu à divulguer un document qui contenait en lui-même la preuve de l'envoi de notes antérieures. Ce fut une véritable explosion de colère dans le camp des républicains. Comme le disait M. Clemenceau dans *l'Aurore* du 19 mai : « Il fallait *agir* au lieu de cacher la vérité au pays. »

La Presse ne donne pas toujours des nouvelles exactes ! Il faut cependant lui laisser cette qualité, qu'elle reflète la plupart du temps l'opinion de ses lecteurs ou en tout cas des partis dont elles est l'organe. A ce sujet, on peut s'en rapporter à elle.

Le *Journal des Débats* qui traduit la pensée des libéraux ne pouvait admettre que les égards qui étaient dus au Saint-Siège fussent en antinomie avec le « libre développement de notre politique extérieure » et quant à la note « elle était une faute, la thèse du Vatican était inadmissible » (1).

Le *Temps* (2) croyait rêver en vérité en apprenant que M. Loubet avait par son voyage reconnu, affai-

1. Le *Journal des Débats*, 18 mai 1904.

2. Le *Temps*, 18 mai.

bli et consacré les événements de 1870. Le Saint-Siège, pensait-il, « avait commis une maladresse insigne en méconnaissant les conditions de notre politique ».

Examinant l'exposé des principes de la note, le *Temps* déclarait que celle-ci « tirait de son inutilité le caractère d'un acte de mauvaise humeur, et qu'il semblait au surplus que ce caractère fut suffisamment souligné et par la notification aux puissances et par le communiqué fait à l'*Osservatore romano* » (1).

Le Figaro parlait d'une « phrase imprudente et inopportune ». Quant aux journaux de la majorité, l'un des plus modérés, *Le Matin* (2), déclarait qu'on se trouvait probablement en présence d'une maladresse et d'une incorrection plus innocente qu'elle n'en avait l'air.

A l'étranger, la Presse n'était pas toujours plus favorable au Vatican. La feuille libérale *Daily News* disait que Pie X avait *insulté la Nation française* (3). La *Morgen Zeitung* de Vienne voyait un échec dans le premier acte important de Pie X. La *Wiener Allgemeine Zeitung* (4) « trouvait vraiment étonnant le ton de la note ».

1. Allusion à l'*Osservatore* du 4 mai qui avait annoncé l'envoi de la note aux puissances.

2. *Le Matin* du 21 mai.

3. 23 mai 1904.

4. 20-21 mai 1904.

L'Italia (1), un organe modéré, accusait le secrétaire d'Etat de provoquer la dénonciation du Concordat. Le *Corriera della Sera* (de Milan) (2) relevait « l'incorrection du pape ». *La Patria*, *le Fracassa* et *l'Avanti* désapprouvaient bien entendu le Saint-Siège et accusaient même la France de faiblesse.

Des extraits qui précèdent il résulte qu'on n'avait pas vu d'un bon œil l'envoi de la note pontificale dans les cercles modérés. Qu'en devait-il être chez les avancés ? On le devinera et point ne sera besoin ici de citation.

De part et d'autre on se rendait compte de la gravité de la situation, œuvre du Saint-Siège seul ; on prévoyait la rupture. On apprenait bien que le Vatican se proposait de donner bientôt des explications sur la note et en particulier sur la phrase qui en était le côté noir. Le *Temps* l'affirmait. En effet, au Vatican, une réunion de cardinaux, anciens monces, avait eu lieu. Etait-ce pour rédiger une note ? Il paraît qu'ils n'auraient rien rédigé du tout et du côté pontifical les choses en restèrent là.

*
* *

Un fait se trouvait établi ! Une phrase qui ne figurait pas dans la note de la France, se trouvait dans celle des Puissances que l'*Humanité* venait de publier.

1. 20 mai 1904.

2. 20 mai 1904.

Qu'était-ce donc que ce texte de l'Humanité ? Assurément pas celui de la France. Cela semble bien évident ! On ne voulut cependant voir, dans cette publication, que le résultat d'une complicité du *leader* socialiste et de M. Combes, l'un et l'autre navrés que la note du 28 avril n'eût pas abouti à une rupture. M. Desmoulins l'affirmait dans *le Gaulois* du 20 mai. Ce à quoi M. Jaurès répondait que non, en se demandant pourquoi « le document ne viendrait pas du Vatican même ? Qui sait, disait-il, de quoi sont capables dans leurs intrigues obscures, des cardinaux se disputant le pouvoir ». Alors il y aurait eu trahison au Vatican ? C'est possible. Il semble, en effet, qu'au lendemain de l'envoi des notes, une assez grande animosité se soit manifestée au sein des cardinaux contre le secrétaire d'Etat. *Le Temps* n'était pas sans parler d'un certain ressentiment contre Mgr Merry del Val, parce que plusieurs cardinaux invités à donner leur avis sur les idées générales d'un document de protestation, n'avaient pas ensuite été convoqués pour en entendre la lecture (1). Pendant ce temps *le Giornale* prétendait au contraire que la note avait été rédigée dans une réunion de cardinaux présidée par le pape ; réunion à laquelle auraient assisté notamment les cardinaux Merry del Val et Vincent Vannutelli. Mais cela n'implique pas que tous les cardinaux y aient assisté

1. *Le Temps* (de son correspondant de Rome), 25 mai 1904.

et n'en aurait-on exclu qu'un seul que cela aurait suffi pour amener une divulgation, fruit de son ressentiment. L'*Osservatore romano* annonçait également que « l'attitude prise et les notes, avaient été comme toujours, longuement et mûrement arrêtées en *Congressi* des cardinaux » (1). M. de Bonnefon allait même jusqu'à donner leurs noms, dans *Le Journal* (2).

M. Ribot ne fut pas non plus sans partager cette opinion et il y fera allusion le 27 mai dans un discours à la Chambre des députés (3).

Tels sont, en résumé, les bruits qui circulèrent ! Y avait-il du vrai dans tout cela. Il est bien difficile de le dire. Il se peut qu'on ait discuté dans une réunion de cardinaux sur l'envoi d'une note mais pour ce qui est de la note du 28 avril, n'oublions pas qu'elle était la fidèle reproduction de celle de 1903. Si les termes de la note de 1904 furent discutés en *Congressi*, ce ne peut être en conséquence qu'au printemps de 1903 ; à tout prendre il est peu probable que l'indiscrétion soit venue du Vatican.

Des accusations furent portées contre le comte Goluchowski dont le Conseiller intime aurait fait tenir la

1. L'*Osservatore Romano* du 24 mai 1904.

2. *Le Journal* du 27 mai : Pie X président. Agliardi, ancien nonce à Vienne. Vannutelli, ancien nonce à Vienne et ancien légat extraordinaire à Berlin. Gotti, préfet de la propagande. Vives y Tuto, capucin. Taliani, ancien nonce à Vienne (grand facteur de la politique allemande). Rampolla.

3. Séance de 27 mai 1904. *J. Off.*, p. 1182.

note à un correspondant parisien d'une feuille viennoise qu'on devine. *La Raison* ? L'Autriche ne devrait pas être fâchée de brouiller la France avec Rome à cause des protectorats et en particulier de la question d'Orient. Nous ne mentionnerions pour ainsi dire pas de pareilles allégation (1) si M. Ribot lui-même ne les avait appuyées de sa haute autorité. « Il y a trop de gouvernements, disait-il le 27 mai, intéressés à voir l'effet que peut produire la divulgation d'un pareil document. C'est un spectacle auquel ils peuvent se donner le plaisir d'assister ; ils peuvent même chercher à profiter d'une brouille un peu trop prolongée entre le Saint-Siège et le Gouvernement français pour se faire accorder quelques avantages ou opérer quelque demi-réconciliation à nos dépens (2). » *La Gazette de France* reprenait la même idée et parlait d'une coalition germanico-italienne, toujours à cause de la question d'Orient. *La Croix*, au contraire, changeait de thème et prétendait que la phrase incriminée ne se trouvait que dans une seule note ? celle du Portugal, de la Bavière ou de Monaco ? Très probablement la fuite viendrait de Lisbonne. Par la voie de l'officieuse *Tarde*, le Portugal s'en défendait absolument. D'ailleurs pourquoi nous aurait-il livré la note ? Le roi

1. Elles émanèrent de la *Libre Parole* (23 mai 1904).

2. Séance du 27 mai 1904, *J. Off.*, p. 1182. *Le Figaro* du 1^{er} juin 1904, rapportait un article du *Novoie Vremia* prétendait qu'en rompant sur cette question la France ferait le jeu de l'Allemagne.

s'était bien heurté au pape lorsqu'il avait voulu se rendre à Rome et il s'était incliné. Aussi ne comprendrait-on pas qu'un souverain aussi bon catholique eût si bien servi la cause des anticléricaux. On parlait alors de l'entremise de Londres dont le cabinet avait de solides attaches au Portugal (1).

Entre temps les *Dernières Nouvelles* de Munich démentaient qu'une communication eut été faite par la Bavière et affirmaient que le secret diplomatique était complet dans leur pays.

La *Presse* entrevoyait une indiscretion d'un attaché de l'ambassade d'Espagne à Paris et la *Libre Parole* s'en prenait maintenant à M. de Curel, évêque de Monaco, pour cette raison que le Comte de Wagner, son représentant auprès du Saint-Siège, pourrait bien avoir été indélicat. Et comme M. de Curel, donnait un démenti formel, c'était M. Floquet secrétaire du prince que l'organe attaquait alors.

Et finalement les accusations retombèrent encore sur M. Combes que M. de Mun dans la *Croix* disait avoir « préparé le coup de l'*Humanité* » alors que M. Delcassé aurait voulu ignorer les protestations.

Dès qu'il apprit la publication du 18 mai, l'*Osservatore romano* usant d'un procédé traditionnel au Vatican, commença d'abord par mettre en doute l'authenticité de la note publiée.

1. *Le Gaulois* du 21 mai 1904.

Cependant, l'*Univers*, la feuille quasi-officielle de Rome en France, avait publié la note de l'*Humanité* sans commentaires ; le 19 elle déclarait qu'elle était exacte mais que ce n'était que la note adressée aux puissances catholiques autres que la France.

L'*Italia* prétendait même qu'il y manquait quelques passages concernant l'Italie et insistait encore plus sur la spoliation (1).

De tout cela ne résultait donc, on le voit, aucun démenti formel et solide :

Quant au ministre des Affaires étrangères, les *Débats* nous apprenaient qu'il trouvait le texte de l'*Humanité* exact : C'était déjà un résultat. Il lui restait à agir. Quelles puissances l'avaient reçu ? Cela on n'en savait trop rien. Y en avait-il une ou plusieurs ? M. Jaurès affirmait que « les conditions dans lesquelles la note lui était parvenue l'autorisaient à affirmer qu'elle avait été adressée à toutes les puissances catholiques (2) » et cela contrairement à ce que prétendaient la *Croix* et le *Figaro* quelques jours auparavant. L'*Osservatore romano* avait bien annoncé une communication aux puissances avec lesquelles le Vatican se trouvait en rapports directs, en termes analogues à la nôtre.

Le communiqué de l'*Osservatore* n'était pas com-

1. Cf. *L'Humanité* du 20 mai 1904.

2. *Ibid.*, 28 mai 1904.

préhensible ; on ne pouvait le prendre au pied de la lettre.

En effet, si le pape avait envoyé à toutes les puissances catholiques une note identique à la nôtre, la phrase incriminée ne se serait trouvée que dans une note à une puissance non catholique, n'ayant pas de rapports directs avec le Saint-Siège.

Or cela enlevait toute signification à la note puisque le pape ne s'oppose pas à ce que des chefs d'Etats non catholiques aillent au Quirinal d'abord, au Vatican ensuite ; ainsi l'empereur d'Allemagne.

Le communiqué de l'*Osservatore* manquait donc de base. Ajoutons que parmi les pays non catholiques il n'y en avait pas qui fussent en rapports directs avec le Saint-Siège. Certains avaient des agents officieux, tout au moins en 1904 époque à laquelle la question se posait. La fameuse phrase ne cadrerait surtout pas avec l'interprétation officielle du Vatican puisqu'elle n'était faite que pour menacer une puissance qui aurait voulu se servir de la visite de M. Loubet à Rome comme précédent.

La note avait-elle été envoyée à des pays non catholiques, la Russie, l'Angleterre, l'Allemagne ? Pour cette dernière, une note de la *Gazette de Cologne* (1) permettait, semblait-il, de pencher vers la négative. En ce qui concerne les deux autres, à une affirmation de la *Tribuna* d'après laquelle ils auraient repoussé

1. Voir dans le *Journal des Débats* du 21 mai 1904.

la note, *l'Osservatore romano* répondit que c'était faux. Mais ici ne jouait-on pas sur les mots ? N'avaient-ils pas repoussé la note pour cette bonne raison qu'ils ne la reçurent pas ? Ou bien l'avaient-ils rejetée et non repoussée.

Combien de pays catholiques avaient reçu la note ? Combien l'avaient rejetée ? Le gouvernement français ne le savait pas exactement. Il ne pouvait cependant pas y avoir de doute pour lui que certains gouvernements avaient été saisis de la circulaire, et que la note de *l'Humanité* avait beaucoup de chances d'être authentique (1).

En présence de cette situation, les devoirs du gouvernement comme l'a dit plus tard M. Delcassé (2) étaient les suivants : « Il devait s'assurer de la réalité de la circulaire et tout doute dissipé à cet égard il devait prévoir la sanction qu'il aurait à donner à cette communication. »

Le Conseil des ministres s'étant réuni le 19 mai, il en fut ainsi décidé. La note suivante était com-

1. Le Livre Blanc, *exposé*, est venu éclairer ce point : « On écrivit une dépêche ordinaire aux représentants du Saint-Siège auprès des Etats, en les autorisant à en donner lecture et à en laisser copie aux gouvernements respectifs. Une seule exception fut faite pour un souverain près de qui le saint Siège n'est pas représenté ; on lui fit parvenir la protestation sous la forme d'une note, qui fut transmise à son représentant à Rome ».

2. Séance du 27 mai 1904, *J. Off.*, 28 mai 1904, p. 1176.

muniquée à la presse sur les résolutions prises :

« Le conseil s'est occupé de la protestation papale publiée par les journaux. Il a décidé de s'assurer d'abord de l'authenticité de ce document qui n'est pas conforme à celui remis au gouvernement français et il s'est mis d'accord sur les suites qu'il conviendra d'y donner le cas échéant. »

D'après le *Figaro* (1), M. Delcassé avait voulu étendre la mission de M. Nisard à deux points : Il devait d'abord s'enquérir si la note publiée était authentique ; ensuite et deuxièmement demander si elle reflétait exactement la pensée du Saint-Siège. Et d'après le *Figaro* M. Combes avait supprimé cette deuxième partie en ramenant la question à ses justes limites.

Il est certain que les instructions qui furent données par le gouvernement à M. Nisard ne portèrent que sur le premier point.

Le soir même M. Delcassé télégraphiait à M. Nisard d'avoir à s'informer auprès du cardinal secrétaire d'Etat de l'existence de circulaire :

« Le journal l'*Humanité* a publié une circulaire du cardinal secrétaire d'Etat à certains gouvernements, qui paraît bien être la circulaire annoncée par l'*Osservatore romano* du 4 mai. Dans ce document, dont je vous télégraphie la traduction, se retrouve la note même du 28 avril. La communication à des gouvernements étrangers des termes employés à

1. Le *Figaro* du 20 mai.

l'égard du chef de l'Etat français, et que nous avons énergiquement repoussés dès que nous en avons eu connaissance, constitue une offense qu'aggrave une phrase qui ne figure pas dans la note du 28 avril et où le cardinal secrétaire d'Etat s'excuse en quelque sorte de n'avoir pas rappelé de Paris le nonce apostolique.

Je vous prie de vous informer sans retard auprès du cardinal secrétaire d'Etat de l'existence de la circulaire. Si l'authenticité en est reconnue, ou si l'on éludait la réponse, je vous invite, au nom du Gouvernement, à quitter Rome dans le plus bref délai (1). »

Que devait répondre le secrétaire d'Etat ? A supposer qu'à ce moment il eût sincèrement voulu trouver un moyen d'arranger les choses il se trouvait acculé dans une impasse. Toute négociation était impossible. On lui demandait un oui ou un non et il suffisait d'un oui pour que M. Nisard quittât Rome. Le 20 au matin M. Nisard se rendit au Vatican. On a beaucoup discoursu sur l'entrevue qu'il eut alors avec le cardinal Merry del Val et plusieurs versions circulèrent qu'il est bon de mentionner puisque répandues par la presse ce sont elles en somme qui ont fait l'opinion publique à ce moment.

D'après une première version, celle de l'Agence Havas, à la question de M. Nisard, si la phrase se

1. M. Delcassé en a donné lecture à la séance du 27 mai 1904, *J. officiel*, p. 1176.

trouvait dans la note aux puissances catholiques, le cardinal aurait répondu que l'omission dans la note était réelle mais que cela avait été fait sans aucune intention malveillante envers le gouvernement de la République. La phrase aurait été supprimée parce qu'elle pouvait assumer envers la France une signification différente de celle qu'elle avait pour les autres puissances.

M. Nisard aurait alors insisté, faisant remarquer que la phrase manquait de convenance à notre égard et qu'elle était aggravée par ce fait que la note avait été remise dans cette forme aux gouvernements étrangers sans que la France en eût connaissance.

Ainsi semblait reconnue l'authenticité de la note et M. Nisard devait partir si l'on s'en tenait à cette version. Le fait qu'il restait encore vingt-quatre heures à Rome montrait que la version Havas était inexacte. Les ordres du ministre étaient trop clairs et trop formels pour que M. Nisard eût pu se permettre d'y contrevenir.

D'ailleurs l'*Osservatore romano* ne tardait pas à démentir lui-même cette version. Il est à remarquer que cette première version eût été la plus favorable au Saint-Siège car elle aurait montré d'une façon bien apparente que la France rompait uniquement par ce seul fait que la note avait été envoyée aux puissances sans tenir compte des intentions réelles du Saint-Siège.

D'après une deuxième version, le secrétaire d'Etat aurait dit à M. Nisard que la France ayant déjà répondu à la note du 28 avril par une note en date du 6 mai, l'incident était clos et que la France partant d'une violation du secret diplomatique, le Saint-Siège n'avait pas à entrer dans de pareilles conversations. Cette version émanait du *Giornale d'Italia* mais elle eût été extrêmement défavorable au Saint-Siège, à la supposer exacte. En effet, puisque les intentions du Saint-Siège en supprimant dans notre note la phrase litigieuse avaient été des plus louables selon lui, quelle bonne raison pouvait-il avoir de ne pas répondre franchement à M. Nisard ? Cette deuxième version fut immédiatement démentie.

La troisième version devait être la seule vraie, tel qu'il résulte de la dépêche de M. Nisard lue plus tard à la tribune et du *Livre Blanc* du Saint-Siège, paru en janvier 1906.

Le cardinal Merry del Val se serait refusé de répondre verbalement à notre ambassadeur. Il l'aurait prié de formuler par écrit ses questions, en lui promettant d'y répondre dans l'espace d'une demi-heure ainsi qu'il est dit au *Livre Blanc*. Mais, M. Nisard envoyait à M. Delcassé le télégramme suivant (1) : « Dès la réception de votre télégramme, je me suis rendu chez

1. Lu par M. Delcassé à la séance du 27 mai 1904, *J. officiel*, p. 1176, col. 2.

le secrétaire d'Etat et je lui ai posé, en reproduisant les termes mêmes de ce télégramme, la question qui en faisait l'objet. Le cardinal a déclaré qu'il était prêt à répondre, mais par écrit. J'ai insisté pour avoir une réponse verbale immédiate. Le secrétaire d'Etat a maintenu qu'il ne pouvait répondre que par écrit et qu'il répondrait immédiatement à une communication écrite de ma part. Je ne me suis pas cru en mesure d'accepter cette procédure sans votre autorisation. »

Il convient cependant de remarquer que cette version ne cadre pas avec celle du *Livre Blanc* « *M. Nisard finit par accepter, ajoutant qu'il allait immédiatement rédiger ces questions...* Après la conversation avec M. Nisard, deux heures se passèrent. Aucune communication n'arrivant, le cardinal secrétaire d'Etat fit savoir à M. l'Ambassadeur qu'il se tenait toujours à sa disposition pour la réponse. Mais les questions écrites ne furent pas présentées ». Le secrétaire d'Etat aurait-il pris pour un acquiescement ce qui n'était pas un refus définitif. L'état de surdité notoire de l'ambassadeur de France pouvait être à la base de ce malentendu. Quoi qu'il en soit, M. Delcassé télégraphiait à M. Nisard :

« La déclaration répétée du cardinal secrétaire d'Etat de n'accepter que par écrit la question relative exclusivement à l'authenticité de la circulaire publiée par l'*Humanité* et d'y répondre seulement par écrit, équivaut à éluder la réponse immédiate que nous devons

demander. L'éventualité prévue par mon télégramme d'hier se trouvant réalisée, veuillez vous conformer immédiatement à mes instructions (1). »

Il est essentiel de remarquer les termes de la dépêche: *la question relative exclusivement à l'authenticité*. En effet beaucoup de contemporains de l'opposition et le Vatican lui-même n'ont ni compris ni voulu comprendre le sens de la démarche de M. Nisard. Le fait de l'envoi aux puissances étant établi il n'y avait plus place pour aucune explication ou essai de justification. La condition de la rupture se trouvait réalisée. On conçoit donc parfaitement que M. Nisard n'ait pas cru devoir déférer aux demandes du cardinal secrétaire d'Etat, en présence des termes explicites de la dépêche de M. Delcassé :

« Si l'authenticité en est reconnue je vous invite à quitter Rome. » M. Nisard aura mal posé la question, dira-t-on ! La dépêche cependant tranche toute incertitude : « je lui ai posé en reproduisant les termes mêmes de votre télégramme, la question qui en faisait l'objet ».

Le *Livre Blanc* (2) donne la meilleure preuve de l'erreur que commettait le Vatican : « Le Cardinal secrétaire d'Etat avait pleinement le droit (3) de ne pas

1. Dépêche lue par M. Delcassé. Séance, 27 mai 1904, *J. Off.*, p. 1176.

2. *Livre Blanc*, p. 60, (Edition des questions actuelles.)

3. M. Groussau le 27 mai, *J. Off.*, p. 1177-1178 a dit qu'en raison de la gravité du conflit d'où pouvait sortir la rupture, le cardinal était pleinement justifié de n'avoir pas voulu répondre oralement.

répondre à de pareilles demandes et certainement tout ministre des Affaires étrangères s'y refuserait s'il se les voyait adressées par le représentant d'une autre puissance... Une requête de ce genre se trouvait pleinement justifiée et par la gravité de l'affaire et par la surdité notoire de l'ambassadeur français. Il était d'autant plus facile de fournir rapidement la réponse par écrit que cette réponse était déjà toute prête car les dépêches avaient déjà annoncé les questions que M. l'Ambassadeur aurait été chargé de poser. Cette réponse entre autres choses déclarait que la phrase incriminée avait un sens tout à fait favorable à la France ; elle donnait les éclaircissements sur les communications faites aux gouvernements catholiques ; elle ajoutait que le Saint-Siège en protestant n'avait d'aucune façon entendu offenser ou menacer le gouvernement français mais uniquement protéger ses propres droits que le silence risquait de compromettre et empêcher que la visite de M. Loubet pût être prise comme un précédent ; elle concluait en exprimant l'espoir qu'après ces explications amicales les rapports entre le Saint-Siège et la République Française ne seraient pas altérés. »

Tout cela n'avait cependant rien à faire avec la question ! Peu importait que le Vatican eût ou n'eût pas de motifs d'envoyer des notes différentes aux puissances, peu importait que ce fût un acte amical ou non. Le fait seul de l'envoi indépendamment de

toute circonstance paraissait suffisamment grave par lui-même, de sorte qu'à supposer que M. Nisard eût déferé au désir du secrétaire d'Etat la rupture n'eût probablement pas été retardée d'une heure. Quelle raison sérieuse le secrétaire d'Etat pouvait-il avoir véritablement de ne répondre que par écrit ? Qui plus est, ce qu'il voulait répondre il nous l'a dit lui-même dans le *Livre Blanc* dont nous venons de reproduire l'important passage. Aucun doute ici n'était possible.

Le Saint-Siège a cherché à éluder la réponse. On peut se demander s'il y a eu une erreur de sa part qui ajouterait à sa faute ou s'il n'eût pas le but caché de faire glisser la conversation sur un autre terrain. En effet, voici ce qui se serait peut-être produit : Mgr Merry del Val aurait répondu ce que l'on sait. Ce à quoi M. Nisard aurait dû répliquer.

De note en note on en serait arrivé à une négociation subtile, embrouillée, dangereuse pour la France et dont très probablement elle n'aurait pas réussi à sortir.

Les Chambres se seraient réunies, le gouvernement mis en demeure de prendre une mesure aurait dû déclarer que des négociations étaient entamées. Si on lui avait demandé un *Livre Jaune* il n'aurait pu le donner sur l'instant. Et s'il avait par hasard rompu les conversations, toute la responsabilité en serait retombée sur lui. Après avoir consenti à entrer en

pour parler, ce qui était implicitement renoncer une fois pour toutes aux prétentions premières, il aurait eu toutes les apparences contre lui. Il aurait provoqué les justes griefs du Saint-Siège au point de vue diplomatique.

Le 21 mai, M. Nisard se rendit à nouveau chez le secrétaire d'Etat pour lui dire que ce qu'il craignait était arrivé ; que la demande de rédaction des questions par écrit avait été interprétée par son gouvernement comme un prétexte pour les éluder et qu'il avait reçu l'ordre de partir (1).

La journée du 21 mai se passa effectivement à Rome en préparatifs de voyages au palais de Santa-Croce. On sait que lorsqu'un ambassadeur s'en va il est d'habitude de faire très ostensiblement ses préparatifs.

Le départ s'effectua d'ailleurs dans les conditions les plus courtoises. Accompagné de M^{me} Nisard qui resta à Rome, M. Nisard se rendit à la gare pour prendre le train à destination de Paris. Se trouvaient sur le quai pour le saluer : M. Barrère, le personnel des deux ambassades, le Consul de France, l'ambassadeur du Portugal et le chargé d'affaires de Russie ; enfin le cardinal Mathieu venu exprès de Anzio (avec son secrétaire) visite dont paraît-il le Saint-Siège l'aurait blâmé. On connaît, en effet, les sentiments plutôt francophiles que ce prélat afficha toujours. Au moment

1. Version du *Livre Blanc*.

du départ, M. Nisard salua et serra les mains des personnages présents tout en leur disant « au revoir ». Le cardinal Mathieu lui répondit « au revoir, à bientôt ».

Le retour de M. Nisard constituait-il un rappel ou un congé ? Nous devons dire qu'à ce sujet il s'est trouvé une période d'incertitude durant laquelle on n'a pas su exactement, *officiellement* pour mieux dire, s'il y avait eu rappel ou congé ! C'est justement parce qu'en ces matières l'intention tient plus de place que la forme elle-même, que l'on n'a été *réellement* fixé qu'après le grand débat du 27 mai 1904. C'est en effet ce jour-là que furent discutées les nombreuses interpellations relatives à la rupture et que le gouvernement eut à faire des déclarations précises.

En droit international lorsqu'un ambassadeur part en congé, il doit faire une visite au chef d'Etat auprès duquel il est accrédité et en cas de rappel il doit présenter des *lettres de rappel*. Or, comme M. Nisard ne fit ni l'un ni l'autre il devenait difficile de se prononcer. Toutefois cet usage peut n'être pas absolu et si l'on s'en tient à son dernier entretien avec Mgr Merry del Val on pouvait considérer qu'il y avait eu rappel, le rappel pouvant à la rigueur se signifier verbalement.

D'après le *Livre Blanc* cependant, M. Nisard aurait déclaré « qu'il avait reçu l'ordre de partir en congé ». Nous ne pensons pas que M. Nisard ait prononcé le

mot, les termes de la dépêche de M. Delcassé n'ayant pu, même avec la meilleure volonté, prêter à pareille interprétation. On se les rappelle : « Je vous invite à quitter Rome dans le plus bref délai » et « veuillez vous conformer immédiatement à mes instructions ».

Quoique cela le *Livre Blanc* (1) nous dit encore que M. Nisard aurait ajouté que « le congé ne signifiait ni rupture, ni interruption ou suspension des rapports diplomatiques entre le Saint-Siège et le gouvernement français. Par suite il présentait M. de Courcel comme chargé d'affaires provisoire, annonçant pour le surlendemain l'arrivée à Rome de M. de Navenne chargé d'affaires titulaire ».

Il y avait là une équivoque. Chaque fois, en effet, que M. Nisard prenait son congé annuel, c'était M. de Navenne, ministre plénipotentiaire, qui remplissait le rôle de chargé d'affaires. Comme l'époque du congé annuel était très proche, la rupture à tout prendre perdait sensiblement tout caractère désobligeant pour devenir une mise en congé de convalescence ordinaire ; mettons un congé illimité. Le *Gaulois* du 23 mai affirmait que Pie X considérait le départ comme tel un simple commencement de rupture.

Du côté français, on peut admettre que le gouvernement durant un court intervalle de quelques jours hésita

1. *Livre Blanc*, Exposé, p. 60-61. (Edition des questions actuelles.)

et ne sut peut-être pas le sens exact qu'il convenait de donner au départ de M. Nisard.

M. de Navenne, alors à Paris cependant, ne rejoignit pourtant pas son poste, mais à la suite d'un incident particulièrement heureux pour le gouvernement, qui solutionnait l'incident puisqu'il permettait d'empêcher M. de Navenne de rejoindre son poste sans qu'on pût y voir une accentuation de la rupture.

M. de Navenne cédant à l'interview du *Petit Parisien* avait prononcé les paroles suivantes : « A mon sens, si le gouvernement pontifical a cru devoir lancer une note à la France et aux puissances catholiques, c'est moins pour créer un conflit que pour défendre une tradition. Le secrétariat d'Etat ne s'est pas ingénié, comme on l'a cru, à rechercher des termes offensants ; il a avant tout voulu prévenir la formation d'un précédent qui pourrait être exploité dans l'avenir. D'autre part, le Vatican craignait que le gouvernement italien, pour dissiper certaines résistances de souverains étrangers, n'invoquât justement le voyage de M. Loubet, telles sont, d'après moi, les raisons qui ont dicté l'attitude du pape. »

M. Delcassé décida que M. de Navenne ne rejoindrait pas son poste. Sanctionnait-il ainsi l'interview du diplomate ou bien M. de Navenne restait-il à Paris parce que le retour de M. Nisard n'était pas un simple congé ?

A l'issue du Conseil des ministres du 25 mai la note suivante, communiquée à la presse, fixait le caractère de ce retour :

Le gouvernement ayant acquis la certitude de l'existence et de l'envoi à des gouvernements étrangers de la note pontificale publiée le 17 mai par un journal de Paris a décidé le *rappel* de son ambassadeur du Saint-Siège : M. Nisard a quitté Rome samedi, laissant à M. de Courcel, secrétaire d'ambassade, l'expédition des affaires.

Il y avait dans ce communiqué trois expressions qui ne laissaient aucun doute sur la portée du retour de notre ambassadeur. D'abord le mot « *rappel* » y figurait en toutes lettres ; ensuite c'était un simple « secrétaire d'ambassade » qui restait. Or quand il y a congé c'est un ministre plénipotentiaire qui remplace le chef de mission ; enfin on parlait « d'expédition des affaires », ce qui est le propre du *rappel*.

Sur cette question, le gouvernement s'est expliqué deux jours après, à la séance du 27 mai, en ces termes :

« Trois solutions s'offraient au gouvernement a déclaré M. Delcassé : la mise en congé illimité de l'ambassadeur, le *rappel* du chef de mission en laissant à l'ambassade le personnel suffisant pour l'expédition des affaires ; enfin, le retrait de l'ambassade c'est-à-dire la rupture complète des relations diplomatiques. La première mesure a paru insuffisante au gouvernement ; il a jugé que la troisième dépasserait le

but et s'il était besoin de marquer la gravité de la seconde à laquelle il s'est arrêté (1)... »

Pourquoi le gouvernement a-t-il hésité devant la troisième mesure. M. Combes l'a dit lui-même : le concordat, traité nous liant au Saint-Siège, conservait encore force légale, obligeant à maintenir auprès du Vatican un fondé de pouvoirs pour l'expédition des affaires. Supprimer toute l'ambassade c'était dénoncer le traité de 1801 et il appartenait seulement aux Chambres de le faire.

Reprenant encore ce que le ministre des Affaires étrangères avait déjà dit, M. Combes ajoutait que le gouvernement avait répondu au document pontifical « par le *rappel* immédiat de notre ambassadeur (2) ».

Le Saint-Siège a lui-même compris à partir de ce moment qu'il s'agissait d'un rappel. S'il avait affecté jusqu'alors de ne pas établir de différence entre M. Nisard et M. de Courcel (3) c'était parce qu'il s'était rendu compte des perplexités du gouvernement.

Est-il bien sincère lorsqu'il nous dit au *Livre Blanc* que les paroles gouvernementales prononcées le 27 mai lui causèrent un grand étonnement qu'il ne peut s'empêcher de traduire par ces mots « on a donné le 27 mai au départ de M. Nisard un caractère et un

1. Séance du 27 mai 1904. *J. Officiel*, p. 1180.

2. Séance du 27 mai. *J. Officiel*, p. 1180.

3. Rapport Dubief. *Affaires étrangères*. Budget de 1904, *J. Off.*, p. 1174.

sens beaucoup plus graves que celui d'un simple congé (1) ». La vérité est qu'on lui a donné un autre sens que celui que le Vatican aurait préféré qu'on lui donnât.

Mais si M. Nisard était rappelé, l'ambassade ne subsistait pas moins et le nonce restait à Paris.

Le gouvernement ne lui remit pas ses passeports comme il devait le faire quelque temps plus tard.

Le Saint-Siège tenait essentiellement à son maintien à Paris.

Il est certain que le rappel de M. Nisard n'obligeait pas le Saint-Siège au rappel du nonce d'autant plus que s'il était resté à la suite du voyage de M. Loubet c'était « pour des motifs très graves, d'ordre et de nature spéciaux » d'après la note du 28 avril.

Nous ignorons ces motifs, disaient les *Débats* eux-mêmes. M. Briand estimait que « c'était pour surveiller la Caisse en même temps que pour entretenir le zèle des évêques et des curés français contre le gouvernement de M. Combes » (2).

La presse du Bloc trouva cependant bizarre que Mgr Lorenzelli restât à Paris alors que le secrétaire de la nonciature Mgr Montagnini di Mirabello aurait été apte à le remplacer. Ici d'ailleurs il ne sera pas mauvais de remarquer que lors d'un des derniers

1. *Livre Blanc*, p. 61 (Edition des questions actuelles).

2. *L'Humanité* du 20 mai 1904.

conflits avec La Porte au sujet de la créance Lorando, M. Constance ayant été mis en congé ou rappelé, M. Delcassé fit savoir à l'ambassadeur de la Porte à Paris qu'il considérait sa mission comme terminée.

Quoi qu'il en soit, au moment où M. Nisard était rappelé, le nonce suppléa au silence du Vatican en faisant savoir par une note « qu'il n'avait reçu aucun ordre de se mettre en congé », congé qui semblerait, être l'équivalent du départ de M. Nisard. Le nonce ne partait pas « malgré le besoin qu'il en avait pour sa santé » (ceci pour se ménager un départ sans toutefois lui donner la signification autre que celle d'un voyage de plaisir ou de convalescence). Rome, ajoutait le nonce, « n'ayant pas le goût de répondre aux provocations » mais ayant uniquement « la conscience de ses droits et de ses devoirs Mgr Lorenzelli n'envisageait pas comme prochaine l'éventualité de son *congé* » (1).

La presse fit grand bruit autour de cette note écrite sur un ton qui n'était pas de circonstance. Elle s'empessa de remarquer que le mot de *provocation* ne pouvait concerner que le rappel de M. Nisard. Le nonce s'aperçut qu'il avait été trop loin se hâta d'arranger les choses. Le 23 mai il lancera une seconde note dans

1. On remarque le mot *congé*. Il est vrai, que cette note est du 22 mai époque à laquelle le Vatican semblait prendre encore le départ de M. Nisard pour un *congé*.

laquelle il affirmera que « la nonciature tient à déclarer n'avoir jamais qualifié de provocation — ainsi que le prétendent certains organes — le rappel de M. Nisard qui n'est d'ailleurs que l'exercice d'un droit du Gouvernement français. Du reste le mot provocations employé au pluriel dans la note hier ne saurait évidemment viser un acte unique tel que le rappel de M. Nisard. Il visait exclusivement les diverses suggestions qui s'accroissaient depuis quelques jours et dont l'objet paraissait être de dicter à Rome sa ligne de conduite et de provoquer ainsi le *rappel* du nonce comme une mesure parallèle que le Saint-Siège aurait à prendre pour la sauvegarde de sa diplomatie ».

L'incident était clos ; il aurait pu s'envenimer car il est bien certain qu'un ambassadeur ne peut en aucun cas faire la censure des actes du gouvernement auprès duquel il est accrédité.

En définitive, et c'est là ce que nous retiendrons. A Rome, M. de Courcel, suppléait M. Nisard et M. de Navenne. A Paris, la nonciature continuait à fonctionner comme auparavant, le nonce restant à Paris. Le *Giornale d'Italia* (1) annonçait qu'à la réunion de la Congrégation des affaires extraordinaires on avait décidé de ne statuer sur le cas de Mgr Lorenzelli qu'après que la Chambre française se

1. Havas, 26 mai.

serait prononcée sur les récents événements. Et, en effet, le 27 mai eut lieu un très grand débat auquel nous avons déjà emprunté à plusieurs reprises d'importants éléments. Par 420 voix contre 90 la Chambre des députés après la discussion de 8 interpellations approuva l'ordre du jour suivant, présenté par MM. Bienvenu-Martin, Sarrien, Etienne, Jaurès et accepté par le Gouvernement :

« La Chambre approuvant le gouvernement d'avoir *rappelé* notre ambassadeur auprès du Vatican... »

M. Marcel Sembat demanda l'addition de ces mots « en l'invitant à compléter cette mesure par la remise au nonce de ses passeports ». L'amendement fut repoussé par 366 voix contre 144.

Le débat du 27 mai a été très important au point de vue de nos rapports avec l'Italie. La Chambre italienne avait attendu pour discuter certaines interpellations relatives au voyage de M. Loubet et à la note pontificale, qui visait aussi bien sinon plus, l'Italie que la France, que le Parlement français se fût prononcé.

Les députés italiens purent constater que le gouvernement français ne regrettait nullement ce qui s'était passé et que le président du Conseil prononça alors des paroles que nos voisins ne pouvaient ni ne devraient oublier. La France avait rompu avec Rome en affirmant bien qu'elle n'admettait plus la thèse

pontificale. Le chef du gouvernement ne pouvait laisser passer cette occasion unique que le débat du 27 mai lui offrait de consacrer devant le pays l'œuvre accomplie.

Et c'était d'autant plus nécessaire que dès ce moment, par un singulier retour de politique assez offensant pour la France, le Saint-Siège semblait vouloir se rapprocher de l'Italie, peut-être pour faire regretter au gouvernement français sa conduite et montrer par ce rapprochement avec le Quirinal l'inanité de ses efforts.

M. Gustave Hubbard faisait remarquer le 27 mai (1) qu'on interprétait en Italie le départ de M. Nisard comme mettant fin à cette politique d'équivoque qui n'avait que trop duré. La question de la reconnaissance de la Rome intangible était actuellement résolue.

A cette occasion M. Combes, président du Conseil, prononça des paroles très énergiques et dépourvues de toute ambiguïté (2).

Parlant du rappel de M. Nisard, M. Combes aux applaudissements unanimes de la majorité qui furent en cette circonstance plus probants qu'un vote, déclara au nom du gouvernement ce qui suit : « *Ce rappel signifie politiquement que nous ne pouvons admettre sous aucun prétexte que la présence de*

1. Chambre, *J. off.*, p. 1169.

2. Chambre, *J. off.*, p. 1080.

notre ambassadeur à Rome soit interprétée par le Saint-Siège dans un sens favorable à ses prétentions et lui servir en quelque sorte de justification apparente pour une revendication de droits que nous repoussons de la manière absolue. (Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

Il indique également que nous avons voulu en finir une fois pour toutes avec la fiction surannée d'un pouvoir temporel disparu depuis plus de trente ans ».

C'était la première fois que le gouvernement français s'exprimait de la sorte par la bouche de son chef. Certes, en 1889, lors des fêtes de Nice en l'honneur de Garibaldi auxquelles prirent part Cavallotti, Cipriani, Umbriani, M. Rouvier alors ministre des Finances parla de la Rome capitale. Comme M. Hubbard l'a rappelé le 27 mai, ce fut à cette occasion que pour la première fois *un membre du gouvernement français* a parlé de Rome capitale. Malheureusement M. Rouvier n'avait pu parler qu'en son nom personnel et son discours fut à cette époque sévèrement jugé par les modérés du parti républicain.

Le Saint-Siège, par sa note du 28 avril, avait gravement offensé le gouvernement italien. Le Gouvernement français répondait à cette provocation « comme elle le méritait ».

Le *Matin* avait annoncé qu'au débat du 27 mai, M. Gérault-Richard déposerait cette motion :

« La Chambre, désireuse de répondre aux enthousiasmes »

siastes manifestations d'amitié de l'Italie envers la France, lors du voyage du Président de la République à Rome et à Naples, soucieuse aussi d'opposer la dignité et l'indépendance nationales à l'ingérence d'un pouvoir étranger dans la politique extérieure de la France, charge son Président de transmettre à la Chambre des députés italienne l'assurance de son attachement à l'union de plus en plus intime des deux peuples. »

Nous ne doutons pas que cette mention eût conquis la grosse majorité des suffrages mais ne valait-il pas mieux que le gouvernement prît l'initiative d'une pareille démarche. On saisit la différence, elle était considérable. M. Combes l'a bien compris. Les paroles de M. Combes, eurent leur répercussion au Montecitorio.

A la Chambre italienne le député Alessio parlant de notre gouvernement déclarait « *qu'il avait été le seul parmi les Etats catholiques qui eussent reconnu par les modalités de la visite de M. Loubet à Rome qu'il n'existait qu'un pouvoir politique* ».

MM. Mazza et Guéri interpellateurs et M. Giolitti président du Conseil d'Italie, prenaient acte de la reconnaissance que nous avions faite du droit de l'Italie sur Rome (1). Et d'une façon générale il résulta des commentaires que la presse italienne fit de la séance du 27 mai qu'on considéra qu'il y avait eu consécration officielle et définitive des faits accomplis en 1870.

1: *Journal des Débats* (Aloïse Ebray, 1^{er} juin 1904).

CHAPITRE V

La véritable signification du rappel de M. Nisard

S'il nous est possible maintenant de dégager la physionomie générale du conflit, nous savons, par des explications que nous avons précédemment données, qu'en droit, et dès avant le voyage de M. Loubet à Rome on pouvait considérer que la France avait déjà reconnu la disparition de la souveraineté temporelle ; que la thèse du Saint-Siège était absolument insoutenable et intolérable. Les hommes politiques les plus modérés, n'ont pas craint de le déclarer. La France ne pouvait donc pas s'incliner devant la note pontificale. Elle tendait à lui demander d'aliéner purement son indépendance dans la politique extérieure en l'obligeant à épouser les rancunes du Saint-Siège. Si on pouvait craindre en 1871 que le Saint-Siège n'aurait plus l'indépendance nécessaire(1), trente ans de régime de la loi des garanties ont largement démontré qu'il n'en a rien été. Un des plus grands historiens du XIX^e siècle qui n'était pas sus-

1. V. *supra*, p. 30 et s.

pect d'antipapisme, M. Albert Sorel, ne craignait pas d'affirmer que jamais le pape n'avait été plus grand que depuis qu'il était débarrassé du souci de son pouvoir temporel qui n'aura pas été devant l'histoire son plus beau titre de gloire. Et de fait, un observateur impartial constatera que la papauté a su, depuis quelques années, faire peser sa main de fer et accroître son prestige sur toute la catholicité.

Nous avons assez montré la signification du voyage de M. Loubet à Rome pour qu'aucun doute n'ait pu persister. Nous avons indiqué que la présence de notre ambassade ne pouvait signifier autre chose que la reconnaissance de la souveraineté *spirituelle* du Saint-Siège. Cependant et malgré tout, le Saint-Siège n'admettait pas cette thèse. Les notes de 1903 l'avaient assez prouvé. La note d'avril 1904 n'apprenait rien de neuf à cet égard.

Le Saint-Siège considérait donc encore à ce moment que la France n'avait jamais officiellement reconnu les faits accomplis en 1870 et que la présence du chef de l'Etat à Rome leur avait, pour la première fois, donné la consécration de son pays. C'est une thèse. Personnellement, en nous basant sur un certain nombre d'arguments, nous pensons l'avoir réfutée précédemment (1).

1 On s'étonnera de voir que l'ancien premier ministre de Napoléon III, M. Emile Ollivier (*Le Gaulois* du 27 mai 1904), ait considéré la visite de M. Loubet comme une reconnaissance solennelle du fait

L'attitude du Saint-Siège pouvait d'ailleurs apparaître assez singulière si l'on songe qu'au même moment on faisait grand bruit au sujet de la visite du roi d'Italie à Bologne où, par ordre du pape, le Cardinal Svampa, archevêque de Bologne, devait prendre part *officiellement*. Le Vatican oubliait-il si rapidement les termes de la note qu'il venait d'envoyer aux puissances. En tous cas, le cardinal Svampa rendait visite au roi escorté de soldats royaux, et dînait assis à côté de lui.

La presse d'opposition, en France, devait d'ailleurs immédiatement en profiter pour faire entendre que le gouvernement du Quirinal manquait de sincérité envers la France qui n'avait, par le voyage de M. Loubet, que facilité un rapprochement entre le Quirinal et le Vatican.

Faut-il approuver, en droit, le gouvernement, des mesures qu'il prit ?

Oui, sans hésitation.

Mais pas dans la forme où elles l'ont été. En effet la protestation était tellement violente dans ses termes, le ton de remontrance si grand, cela joint à une incorrection à l'égard de l'Italie, que le Gouvernement ne pouvait pas l'accepter (1).

de la dépossession du Saint-Siège, une signature approbative apposée sur la brèche de la Porta Pia.

1. L'attitude du Saint-Siège a été vivement critiquée par M. Narfon, *Piè X*, p. 242, qui est un écrivain cependant des plus modérés.

Cf. une interview de M. Anatole France à l'Avant!, dans l'Aurore,

Or il n'a pas cru qu'elle demandait une sanction spéciale lorsqu'il l'a reçue, puisque le 6 mai il se contentait d'y répondre par une simple note et considérait ensuite, d'après des documents officiels que nous avons rapportés, l'incident comme clos. C'est là ce qu'il est difficile d'admettre étant donné le brusque revirement qui devait se produire quelques jours plus tard. Nous sommes ici sur le terrain de l'opportunité politique évidemment, mais celle-ci n'échappe pas à la libre critique. Des esprits un peu vifs auraient déjà répondu peut-être en 1903 au Saint-Siège par une mesure énergique. C'eût été excessif. Ce qu'il eût été plus sage peut-être de faire c'était, selon M. Ribot (1), quelques jours avant le voyage, de prévoir cette protestation et de faire comprendre au Saint-Siège que « si nous avions, nous, gouvernement français, la faculté de discuter, d'examiner avec lui, avec toute la déférence voulue, les raisons qu'il nous avait données, du jour où le Parlement français, et dans le Parlement français, les catholiques eux-mêmes avaient autorisé ce voyage, il n'y avait plus de discussion possible; il n'y avait plus place au lendemain de ce vote pour une protestation ».

du 30 mai 1904: « Le Cardinal Merry del Val a dit clairement à M. Loubet: Vous avez eu l'impudence de rendre visite à un voleur, qui vous a reçu dans sa maison et je ferai connaître à tout l'univers que vous vous êtes ainsi rendu complice de celui qui a dépouillé Pierre! »

1. Séance du 17 mai 1904.

Cette mesure aurait-elle empêché la protestation du Saint-Siège ? M. Ribot l'a cru. Sans doute, a-t-il fait remarquer, le Pape est le chef souverain de l'action diplomatique comme de l'action religieuse, mais le pape a des conseils ; il y a des cardinaux « qui n'ont pas seulement les vertus de leur état mais qui ont aussi quelque expérience politique, de la finesse, du jugement ». Ces mêmes cardinaux « soyez sûrs qu'ils cherchent toujours à savoir ce que peuvent penser les gouvernements, quelles peuvent être les conséquences, les contre-coups de quelques démarches imprudentes et inopportunes. Si notre ambassadeur avait été chargé de faire cette communication dont je parle, les cardinaux appelés à donner conseil auraient bien pensé qu'il ne fallait pas s'exposer à une rupture qui n'était pas dans les intentions du Saint-Siège.

« Quand nous voyons qu'on veut maintenir le nonce vous êtes bien persuadé, c'était notre pensée, M. le ministre, que le Saint-Siège ne cherchait pas une rupture. »

Quoi qu'il en soit, la note fut remise le 28 avril. C'est à ce moment, nous semble-t-il, que le rappel de M. Nisard devait s'effectuer et que le gouvernement avait le devoir de rompre par un coup énergique avec la fiction surannée du pouvoir temporel du Saint-Siège.

Il ne l'a pas fait. La suite des événements devait certainement le lui faire regretter et peut-être dans

de bonnes intentions a-t-il été trompé par eux. Ce qui a mis le feu aux poudres c'est la publication faite par *l'Humanité*. Pourquoi ? Le ministre s'en est expliqué à la séance du 27 mai 1904 : Parce qu'il a alors appris que la note avait été envoyée aux puissances et également parce qu'elle contenait une phrase assez singulière qui ne figurait pas dans la nôtre : « C'est là, tout particulièrement, ce qui est grave ; cette sorte d'évocation devant des gouvernements étrangers d'une affaire purement française, cette communication à des gouvernements étrangers du langage dont on s'est servi à l'égard du chef de l'État français et qui prend un ton absolument inadmissible de remontrances, voilà ce qui constitue une offense et l'on chercherait vainement une atténuation dans la phrase où l'on s'excuse, en quelque sorte, de n'avoir pas rappelé de Paris le nonce apostolique. »

Nous reconnaissons volontiers que l'envoi aux puissances aggravait singulièrement le cas et que la phrase incriminée ne l'améliorait nullement (1). Que cette

1. On a cru beaucoup dans l'opinion publique que la phrase en question était le véritable motif de la rupture. Rien ne serait plut inexact. M. Delcassé s'en est nettement expliqué à la séance du 27 mai (*J. Officiel*, p. 1182, col. 2), c'est la communication aux gouvernements étrangers qui a été reconnue inadmissible. On doit reconnaître en effet qu'elle n'était certainement pas plus grave que le restant de la note. Le Saint-Siège s'en est plus tard justifié ainsi, dans le *Livre Blanc*. *Exposé* : « Cette phrase n'avait et ne pouvait avoir d'autres sens que

note demandât alors des sanctions cela devenait certain. Nous savons avec quelle hâte le gouvernement saisit la balle au bond et, fermant tout espoir à des négociations, rappela M. Nisard sous la condition ou de l'authenticité de la note ou bien que le Saint-Siège éluderait la réponse.

Cette émotion subite ne laisse pas cependant que de nous étonner quelque peu. La note n'était-elle pas suffisamment grave à raison de son seul envoi à la France. Enfin, l'*Osservatore romano* du 4 mai, porté à la connaissance de M. Delcassé, n'avait-il pas déclaré avant cette publication (17 mai) que des notes avaient été envoyées aux puissances. Bien léger était donc le gouvernement qui n'avait pas immédiatement, si tant est que le motif tiré de l'envoi aux puissances fut le véritable, demandé des explications. On conçoit qu'au 17 mai le ministre ait été particulièrement ennuyé d'une divulgation qui apprenait à l'opinion publique que le gouvernement avait reçu une note dans laquelle le Saint-Siège *insultait* l'Italie et *censurait un vote du*

celui-ci : dans le cas où l'exemple de M. Loubet serait imité par d'autres chefs de nations catholiques, le Saint-Siège pourrait aller jusqu'à éloigner le nonce du lieu de sa résidence ; une telle possibilité n'est nullement éliminée par le fait que Mgr Lorenzelli n'a pas quitté Paris, qu'il y a, par rapport à la France, des raisons et des considérations spéciales pour l'y maintenir. *Cette phrase exprimait donc la déférence et la considération particulières que le Saint-Siège a toujours eues pour la France ;* on s'étonne vraiment qu'elle ait pu être entendue, un seul instant, dans un sens injurieux. »

Parlement sans rappeler immédiatement son ambassadeur. Que pourraient également penser nos voisins, après la visite au Quirinal, du caractère peu amical de cette procédure. D'où sa hâte à agir. Trop tard, dirons-nous. L'histoire qui impartialement en jugera placera aux premiers jours de mai, à la réception de la note, le moment où le rappel devait se faire. Compter sur le secret, dans notre temps, c'est s'exposer à de cruelles expériences. M. Delcassé se le vit dire par M. Ribot à la tribune : « Vous avez compté en quoi je pense que vous vous êtes fait un peu d'illusion sur le secret que ne vous avaient pas promis toutes les chancelleries ; or, vous avez pensé qu'en mettant le document dans les cartons... Avouez que si le document n'avait pas été publié, l'incident était clos. Ce qui fait que depuis quelques jours vous allez, un peu de mesure en mesure, sans bien savoir le point où vous vouliez vous arrêter, renforçant chaque jour un peu la note pour arriver au point, c'est que le document a été publié (1). »

Ces paroles résument magistralement la situation. Quoi qu'il en soit la rupture se trouvait opérée.

*
* *

Avec elle devait s'achever le premier acte de la suppression de l'ambassade au Vatican. Ce n'était encore qu'une rupture toute partielle puisque le

1. *J. Officiel*, p. 1182, col. 2.

nonce restait à Paris et que la majeure partie du personnel de l'ambassade de France demeurait à Rome. Le rappel de M. Nisard pouvait n'être que temporaire d'ailleurs.

Quelle était la véritable signification de ce rappel ?

C'est là un point de la plus haute importance sur lequel nous appellerons toute l'attention. L'opinion que nous nous proposons d'admettre heurtera en effet le sentiment public tel qu'il se manifesta en avril-mai 1904. Elle nous semblera cependant devoir s'imposer comme la seule exacte sur le terrain des principes.

Il est certain que si l'on avait questionné à la fin du mois de mai la plupart des personnes liées au mouvement politique, à quelque parti qu'elles appartenissent, elles auraient répondu que le rappel signifiait que la France rompait avec le Saint-Siège et se refusait désormais à le considérer comme un souverain tout au moins temporel.

Une pareille réponse qui serait sur les lèvres de chacun nous apparaîtrait comme manifestement insuffisante.

En effet, elle ne tendrait à rien moins qu'à faire considérer que jusqu'en 1904, la France, par le seul fait qu'elle a accrédité un ambassadeur auprès du

Vatican, a reconnu les droits du Saint-Siège sur Rome, opinion absolument inacceptable ; ou tout au moins, qu'abstraction faite des idées du gouvernement français, du côté du Vatican, on interprétait ainsi son maintien. Mais alors, ce n'était pas M. Nisard, mais toute l'ambassade qu'il fallait rappeler et supprimer, ainsi que la nonciature de Paris, à la suite de l'incident du voyage de M. Loubet.

On ne l'a pas fait et on n'avait pas légitimement à le faire. Depuis 1870, l'ambassade du Vatican n'a jamais été qu'une ambassade auprès d'un souverain purement spirituel, de même que les légations d'autres pays comme l'Allemagne, qui ne soutiennent certainement pas les prétentions du pape envers l'Italie. La note d'avril 1904 a été considérée par la France comme une grave faute diplomatique de la part du pape et le gouvernement français a rappelé son ambassadeur accrédité auprès d'un souverain *spirituel*. Il l'a rappelé *dans des conditions symétriques* à celles qui se produiraient à la suite d'une offense émanant d'un souverain temporel. Mais souverain spirituel jusqu'au mois de mai 1904, le Saint-Père ne cessait pas de l'être après, tout autant que le rappel d'un ambassadeur auprès d'un souverain temporel ne fait disparaître sa souveraineté temporelle. C'est en ce sens qu'on doit interpréter le rappel de M. Nisard. Voilà pourquoi le gouvernement pouvait, en droit, maintenir l'ambassade. Nous ne voulons pas

dire qu'il le devait ce qui n'était qu'une question de mesure dans l'appréciation politique de l'offense ressentie ; il pouvait supprimer l'ambassade, en droit, mais avec la signification toujours d'une rupture diplomatique avec le pape, souverain *spirituel*.

Tel étant le caractère de la rupture, rien n'exigeait en droit qu'elle fût définitive. Bien qu'il eût solennellement reconnu et déclaré que l'unité italienne était intangible, le gouvernement n'en pouvait pas moins, quand il l'aurait jugé bon, reprendre les relations anciennes, avec le Saint-Siège, sans la moindre contradiction.

Nous concluons donc, sur ce point, qui pourra peut-être étonner, dans certaines sphères, qu'au début du mois de juin 1904, rien n'était changé, absolument rien, dans les rapports internationaux de la France et du Saint-Siège sur le terrain du droit de légalité (1).

Cependant l'ambassade tout entière, elle-même, devait disparaître quelques semaines après, à la suite du conflit des évêques de Dijon et de Laval qui cons-

1. A la commission du budget de 1905, la question de la suppression de l'ambassade fut posée en juin 1904. Le président du Conseil ne prit pas alors nettement parti devant elle car il savait que des événements allaient précipiter les choses (le conflit des évêques de Dijon et de Laval) qui justifieraient la suppression de l'ambassade. Il se contenta de faire la déclaration suivante : « Je n'apporterai à la Commission qu'une très courte déclaration. Le gouvernement ne juge pas à

titue le deuxième acte de sa suppression. Nous le résumerons rapidement n'ayant au point de vue international que fort peu de choses à en dire. Nous verrons que c'est cet incident qui rendit complète la rupture, rupture qui plus de sept ans après, subsiste encore.

propos de se prononcer *pour le moment*, soit pour, soit contre les amendements. Il se réserve de faire connaître son opinion quand le budget des Affaires étrangères viendra en discussion. Les choses, en attendant, resteront en l'état actuel. »

Sur les protestations de MM. Sembat et Doumer, il ajouta : « L'attitude du gouvernement peut paraître singulière, mais la singularité de son attitude résulte de la situation elle-même. »

De nouvelles demandes étant faites et la lumière étant demandée sur « l'état actuel », M. Combes répondit :

« Je ne sais pas si le rappel a été notifié : mais ce que je puis dire, c'est qu'il est effectif et que l'ambassadeur ne retournera pas à Rome. »

Néanmoins, la commission vota la suppression des crédits.

CHAPITRE VI

La suppression de l'ambassade (1) Ses conséquences.

C'est le conflit des évêques de Dijon et de Laval qui a occasionné le retrait complet de l'ambassade de France au Vatican.

Il est d'une très grande complexité et présente un intérêt considérable au point de vue surtout du droit concordataire. Il s'est posé au sujet du droit pour le Saint-Siège d'obliger les évêques à se rendre à Rome et du pouvoir de ce dernier de les déposer. Le gouvernement français n'a pas accepté cette thèse. Nous n'aurons pas à la discuter ici. Son étude ne serait à sa place que dans un travail sur les rapports de l'Église et de l'Etat. Pour tout dire, ce n'est en rien un conflit de droit international, en quoi il se distingue essentiellement de l'incident du voyage de M. Loubet à Rome. C'est une pure question de politique

1. Les documents relatifs à ce conflit ont été publiés au *Journal officiel* du 31 juillet 1904. Ils figurent au *Livre Blanc* sous les nos 28 à 47. V. également l'*Exposé* du *Livre Blanc*.

religieuse. Comme telle elle nous échappe entièrement, Mais ce conflit constitue le deuxième acte de la rupture *diplomatique* de la France et du Vatican. Ce n'est qu'à cet égard que nous devons le considérer, tout particulièrement dans ses conséquences. Par suite, sans avoir à entrer en rien dans la discussion des deux thèses en présence, nous nous bornerons à retracer très brièvement la genèse de ce conflit.

Le Saint-Siège aurait eu à se plaindre de deux évêques, Mgr Geay à Laval et Mgr Le Nordez à Dijon. Le premier aurait été dès le début de son épiscopat l'objet d'accusations d'ordre exclusivement ecclésiastique et tout à fait étrangères aux questions politiques et religieuses agitées en France (1). Par une lettre de la Sacrée Congrégation du Saint-Office, en date du 26 janvier 1900, on lui avait déjà conseillé de démissionner pour s'éviter le désagrément d'un procès canonique. Celui-ci ayant soulevé des objections, le Saint-Siège temporisa pendant plus de quatre ans. Les accusations contre l'évêque s'étant alors précisées, à la date du 17 mai 1904 (2), le cardinal Vannuttelli au nom de la Congrégation du Saint-Office, et

1. V. l'*Exposé* du *Livre Blanc*.

2. Cette date se place à un moment où l'incident du voyage de M. Loubet prenait, du fait de la publication de la note du Saint-Siège, une tournure aiguë. V. *supra*, p. 119.

par ordre du Saint-Père lui enjoignit formellement de résigner immédiatement ses fonctions (1).

Mgr Geay ayant communiqué cette lettre au ministre des Cultes, celui-ci, par note du 3 juin 1904, et par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères, demanda au Saint-Siège de la retirer, en attirant son attention sur la gravité qui selon lui s'y attachait et les sanctions qui seraient prises si le document n'était pas désavoué. M. Delcassé en le communiquant à M. de Courcel (2), chargé d'affaires de France, le 28 mai 1904, l'accompagna d'une note arrêtée en conseil des

1. Nous en donnons la traduction française publiée au *Journal officiel* du 31 juillet 1904. On trouvera le texte original en latin au *Journal officiel*, *loc. cit.*, et au *Livre Blanc*, Doc. 28.

« Rome, 17 mai 1904. Illustrissime et Révérendissime Seigneur. Une lettre a déjà été adressée à Votre Grandeur, lettre par laquelle le Saint-Office vous priait, au nom du Saint-Siège, de résigner spontanément la charge et la direction du diocèse qui vous avait été confié. Les causes très graves qui avaient présidé à cette résolution du Saint-Office subsistant dans leur intégralité, je me vois forcé, d'ordre des Très Eminents Cardinaux Inquisiteurs Généraux, d'accord avec moi, de vous renouveler formellement cette invitation, et je vous prie instamment de faire en sorte que le Saint-Office ne soit pas contraint à d'autres mesures, ce qui ne manquerait pas de se produire si, ne plaise à Dieu ! vous n'obéissez pas dans le mois à dater du jour de cette lettre.

Que Dieu vous garde !

Signé : cardinal VANNUTELLI.

A l'Illustrissime et Révérendissime Seigneur évêque de Laval.

2. Doc. 29 du *Livre Blanc* ; *J. Off.*, *loc. cit.* V. la note de M. Delcassé (transmettant cette note), du 28 mai 1904.

ministres et qui se montrait particulièrement énergique (1).

Par une dépêche adressée au nonce à Paris, le 10 juin (2), le cardinal secrétaire d'Etat se hâta de fournir des explications très amples sur le sens de sa note à Mgr Geay.

En ce qui concerne l'évêque de Dijon, Mgr Le Nordez, le Saint-Siège avait à lui reprocher également certaines fautes qu'il disait professionnelles. Par dépêche du 10 mars 1904 (3) le cardinal secrétaire d'Etat invita le nonce à lui communiquer l'ordre de surseoir à toute ordination sacrée. Le nonce lui adressa une note en ce sens le 11 mars (4) à laquelle celui-ci répondit le 13 mars (5) par une lettre des plus soumises dans laquelle il ne cacha pas sa satisfaction de la mesure prise.

Mais la lettre du nonce se trouva communiquée au gouvernement. M. Delcassé communiqua au début de juillet (6), à M. de Courcel, la copie de cette lettre et le texte d'une note arrêtée en conseil des ministres dont il devait donner lecture au secrétaire

1. Cette note a été remise au cardinal secrétaire d'Etat.

2. *Livre Blanc*, Doc. 30 ; ne figure pas au *Journal Officiel*.

3. Doc. 35 au *Livre Blanc* et figure au *J. off.*, 1904, p. 4829, col. 1.

4. Doc. 36 au *Livre Blanc*.

5. Doc. 37 au *Livre Blanc*.

6. *Journal officiel*, p. 4828 et p. 4829.

d'Etat, qui demandait le retrait pur et simple de cette lettre, le nonce en tant qu'agent diplomatique n'ayant pas le droit de communiquer avec le clergé en vertu d'une longue pratique internationale qui s'était affirmée tant en France(1) qu'à l'étranger(2). Le cardinal secrétaire d'Etat par deux lettres écrites directement à MMgrs le Nordez et Geay(3), les sommit de se rendre à Rome, l'un, dans les quinze jours, l'autre, avant le 20 juillet.

Le 18 juillet M. Delcassé transmettait à M. de Courcel deux notes demandant le retrait des lettres adressées à ces évêques par le Saint-Siège sous menace de rupture et rappelait ce dernier au respect du concordat.

Satisfaction n'ayant pas été donnée, M. de Courcel recevait le 27 l'ordre de signifier au Saint-Siège « que le Gouvernement de la République a décidé de met-

1. V. les lettres des divers ministres des Affaires étrangères, de M. de Chateaubriand, en 1824, du baron de Damas, en 1826, du ministre des Affaires étrangères en 1859, de M. Spuller en 1887, une note insérée au *Journal officiel* du 24 juin 1870. Ces documents ont été cités par M. Casimir Périer, président du Conseil, à la séance de la Chambre du 17 mai 1894 (*J. Officiel*, p. 794 et s.). En 1894, M. Casimir Périer dut rappeler également au respect de ses devoirs, le nonce Mgr Ferrata qui avait adressé aux évêques une circulaire, Cf. *Rev. de Dr. intern. publ.*, t. 1, p. 487).

2. V. sur l'incident créé en Autriche par le nonce, Mgr. Agliardi, Bonfils, n° 388, note.

3. *Journal officiel*, p. 4829.

tre fin à des relations officielles qui, par la volonté du Saint-Siège, se trouvent être sans objet ».

Le ministre ajoutait qu'il considérait la mission du nonce apostolique comme terminée. Le 30 juillet M. de Courcel transmettait ces instructions et reprenait le chemin de la France ainsi que le personnel de l'ambassade. La rupture était accomplie d'une manière complète.

La commission du budget de 1905 avait déjà à cette époque, qui se place entre le rappel de M. Nisard et celui de M. de Courcel, voté la suppression des crédits de l'ambassade. Ils ne figurèrent pas, en effet, au budget; ainsi disparut l'ambassade qui avait fait couler tant de flots d'éloquence. En 1912 elle n'est toujours pas rétablie.

Sans être prophète on peut dire qu'elle ne le sera pas de longtemps, si tant est qu'elle doive l'être jamais.

Nous voudrions cependant nous demander, ce qu'il nous sera facile de faire à raison des observations que nous avons déjà faites précédemment (1), quelle a été la signification de cette suppression venant après le rappel, au point de vue du droit des gens et la mesure dans laquelle elle a modifié la condition internationale du Saint-Siège dans ses rapports avec la France. Un récent arrêt de la Cour de cassation, le

1. V. *supra*, Ch. V.

seul d'ailleurs qui ait jamais été rendu à ce sujet en France (1), est venu donner à cette question un grand regain d'actualité.

Selons nous, de 1870 à 1904, la France n'a pu considérer le pape que comme un souverain spirituel. C'est là un point qui nous semble bien définitivement acquis. La suppression de l'ambassade n'a donc pas pu entraîner avec elle la disparition d'un pouvoir, la souveraineté temporelle, qui s'était éteint en 1870. A-t-elle entraîné celle de la souveraineté spirituelle? Cette question revient à se semander si la souveraineté ne peut exister sans des rapports diplomatiques entre les deux souverains. Avant de discuter cette question, nous rapporterons la solution que tout récemment elle a reçu des tribunaux à un point de vue particulier : le 4 juillet 1909 à l'occasion des fêtes en l'honneur de Jeanne d'Arc, de nombreux drapeaux aux couleurs pontificales, jaune et blanche, furent arborés au Mans aux fenêtres de diverses habitations. Des procès-verbaux furent dressés pour contravention à un arrêté préfectoral du 16 février 1894 prohibant l'exposition de drapeaux autres que ceux *aux couleurs nationales françaises et étrangères* (2).

1. L'arrêt de la Cour d'Amiens rendu dans la célèbre affaire du Plessis Bellières disparut du rôle de la Cour de cassation à la suite d'une transaction alors que la Chambre des requêtes avait admis le pourvoi.

2, « ARTICLE PREMIER. — Sont interdits dans le département de la

Le tribunal de simple police du Mans acquitta les inculpés par jugement du 26 juillet 1909, après comme avant la *séparation des églises et de l'Etat* et malgré la rupture diplomatique, le pape n'en conservant pas moins toutes les prérogatives attachées à la souveraineté, parmi lesquelles celle d'avoir un drapeau. Sur pourvoi et après avoir entendu un très substantiel rapport de M. le conseiller La Borde, les conclusions de M. le procureur général Baudouin (1), la Chambre criminelle de la Cour suprême a cassé, par arrêt du 5 mai 1911 (2), cette décision (3).

La solution donnée par la Cour suprême nous paraît juste, en droit, eu égard aux circonstances de fait de la cause ; mais celle du tribunal de simple police du Mans ne nous paraît pas moins exacte en droit également, si du moins le tribunal a commis en fait une erreur. Expliquons-nous.

Sarthe l'exposition et le port des drapeaux, soit sur la voie publique, soit dans les édifices, emplacements et locaux librement ouverts au public.

« Art. 2. — Sont exceptés de cette mesure les drapeaux aux couleurs nationales, françaises et étrangères, et ceux servant d'insignes aux sociétés autorisées ou approuvées. »

1. V. le texte du rapport de M. La Borde et des conclusions de M. le proc. gén. Baudouin dans le *Journal des Parquets*, 1911, p. 158 (n^{os} 5 et 6).

2. V. le texte de l'arrêt dans la *Rev. de dr. intern. pr.*, 1911, p. 663.

3. Sur renvoi le tribunal de police de la Flèche a éludé la question en déclarant que l'arrêté préfectoral de 1894, n'ayant pas été publié régulièrement, ne pouvait être appliqué.

Pour la Cour de cassation, le drapeau blanc et jaune n'est plus un drapeau aux couleurs nationales, la souveraineté dont il était le symbole ayant disparu. Mais si la Cour le dit — on sait, en effet, que celle-ci tend de plus en plus à limiter ses solutions strictement au point qu'elle a à trancher — c'est que le drapeau pontifical blanc et jaune est selon elle l'ancien drapeau des papes en tant que souverains temporels à côté duquel il en existerait un second, l'emblème du pape souverain spirituel et chef de la chrétienté.

Cette dualité d'emblèmes que la Cour assigne au pape, en fait, peut-être à tort, la conduit logiquement à la solution qu'elle donne. La Cour déclare solennellement et sans aucune ambiguïté que le pape n'est plus un souverain temporel et qu'il n'a droit à aucune des prérogatives des souverains temporels. Si le drapeau blanc et jaune est celui du pape, souverain temporel (1), la contravention à l'arrêté préfectoral a bien été commise.

1. Ce point de fait reste assez douteux. Mais, quel que puisse être le véritable drapeau pontifical le principe ne se trouve pas susceptible d'être infirmé, en droit. D'après une lettre de M. Monis, garde des sceaux (texte *infra*, p. 173), envoyée en 1901, au procureur général de Dijon, au sujet de poursuites identiques, et d'après une communication du ministre des Affaires étrangères, le drapeau *blanc et jaune* est bien le drapeau personnel du pape. Il nous semble que devant ce témoignage officiel, la Cour avait le devoir de s'incliner, cette question n'ayant rien de juridique et l'autorité du ministre des Affaires étrangères ayant tout au moins autant de poids que les ouvrages qui ont pu être invoqués en la matière.

Mais on ne saurait, pour l'instant, faire dire rien de plus à l'arrêt de la Chambre criminelle. Il ne déclare nullement que le drapeau personnel du pape aurait été prohibé. Il se refuse en tous cas ainsi que le procureur général le faisait à régler la notion de souveraineté spirituelle du pape (1). A cet égard la question n'est même pas effleurée par lui. Il nous est donc permis d'approuver également le jugement du tribunal du Mans, en droit, qui proclame la souveraineté du pape et qui très certainement aurait échappé à la censure de la Cour suprême si, en fait, le drapeau exposé avait été l'emblème personnel du pape ou si la Cour suprême n'avait pensé que les couleurs jaune et blanche étaient celles de l'ancien drapeau pontifical.

En tous cas, antérieurement à la rupture diplomatique, cette solution n'était pas douteuse. En 1901 un avocat de Dijon fut poursuivi pour avoir exposé le drapeau du pape, blanc et jaune en vertu de l'arrêt du préfet de la Côte-d'Or du 16 février 1894. Par jugement du 22 octobre 1901 (2), le tribunal de simple police de Dijon l'acquitta. Il convient de noter que le garde des sceaux avait à la date du 23 juillet 1901 donné des instructions très nettes à cet égard au procureur général (3).

1. *Journal des Parquets*, *op. cit.*, p. 120 et s.

2. D. 1901.2.480.

3. « En réponse à votre lettre du 23 juillet dernier, relative aux poursuites exercées contre M. Poisot, avocat, pour avoir arboré un

Le pape est-il encore un souverain dans ses rapports avec la France, depuis le mois de juillet 1904 ?

Nous venons de voir un premier intérêt de la question. Il n'est pas le seul. Tant sur le terrain du droit public que du droit privé d'autres pourront se pré-

drapau *aux couleurs blanche et jaune*, et contrevenu à un arrêté préfectoral interdisant l'exhibition des drapeaux autres que les drapeaux aux couleurs nationales ou étrangères, je vous informe que, d'après une communication de M. le ministre des Affaires étrangères, le drapeau pontifical aux couleurs blanche et jaune est celui d'un souverain, s'il n'est pas celui d'un État. Mon collègue émet l'avis que le prévenu ne saurait être poursuivi pour avoir pavoisé avec le drapeau pontifical. »

En 1909, le tribunal de police de Gray (*Rev. des Assoc. cultuelles*, 1909, p. 285) a jugé que l'exhibition du drapeau pontifical était prohibée :

« Le pape ayant été dépossédé de ses Etats a perdu, par suite, l'exercice de la souveraineté temporelle ; que, d'ailleurs, il n'exerce pas sa souveraineté sur une nation déterminée et qu'il n'est considéré comme souverain *ni par la République Française qui n'accrédite plus d'ambassade auprès de lui*, ni par les lois du royaume d'Italie. »

De même encore, d'après un communiqué du *Temps*, du 26 octobre 1911 :

Le 15 août dernier, à l'occasion de la réunion à Marvejols (Lozère) d'un congrès eucharistique, plusieurs habitants de cette ville arboraient le drapeau du pape. Une quarantaine de procès-verbaux furent dressés par la gendarmerie contre les délinquants, au nombre de 26. L'un d'eux en eut sept pour sa part, et cette extraordinaire série de contraventions, ayant toutes la même origine, vient de faire l'objet d'audiences mouvementées devant le tribunal de simple police de Marvejols. Les contrevenants étaient défendus par M. de Las-Cases, sénateur de la Lozère, et son fils, M^e Philippe de Las-Cases, avocat à la cour d'appel de la Seine. Un seul a bénéficié d'un acquittement, l'abbé

senter. Il suffirait de supposer que, rompant avec une coutume qui date de la loi des garanties le pape se rende en France un jour. L'hypothèse touche à l'in-vraisemblable mais en droit elle demande une solution. Les souverains ont droit à l'immunité personnelle; leur personne est inviolable. Il en est de même des membres de leur suite. Que dans ces conditions le chauffeur du Saint-Père commette une infraction en France, un excès de vitesse d'automobile et que des poursuites soient exercées en correctionnelle contre lui ! Le pape pourrait-il invoquer, pour son chauffeur, l'immunité des membres de la suite des souverains et pour lui, en ce qui concerne sa responsabilité civile, sa propre immunité ? Sans être prophètes, nous sommes certains que le parquet se garderait bien de poursuivre mais la partie civile ayant toujours la ressource du droit de citation directe, que déciderait le tribunal ? Voilà la question posée nettement. Ou bien, hypothèse très possible, celle des légats ou des agents diplomatiques accrédités auprès du pape, qui traversent la France pour se rendre à leur poste ? Jouiront-ils des immunités qui dans le droit commun international sont admises sans hésitation.

Bacon, vicaire à Marvejols. Les autres ont été condamnés à des amendes variant entre un et cinq francs. Parmi ces derniers se trouvait M. de Las-Cases sénateur de la Lozère.

Nous ne savons pas si cette décision de même que celle du tribunal de Gray a été déférée à la Cour suprême.

Sur le terrain du droit privé, qu'un simple particulier agisse au civil contre le pape pour l'exécution d'une pure obligation ! C'est par exemple un Français qui a fait des fournitures au Saint-Siège et qui l'assigne en France par application de l'article 14 du Code civil. Le tribunal sera-t-il compétent ? Si le Saint-Père est un souverain, on doit répondre que non, en principe, conformément à une jurisprudence bien établie (1).

En ce qui nous concerne, nous n'hésiterons pas sérieusement à admettre que la rupture diplomatique de la France et du Vatican n'a pas enlevé au pape sa qualité de souverain, d'une manière générale. Certes la qualité de souverain suppose la reconnaissance de divers Etats mais la souveraineté est un fait qui dans l'ordre naturel des choses s'impose à eux tôt ou tard. Le fait que l'ambassade de France et la nonciature n'existent plus (2) n'a pu faire disparaître les sou-

1. V. de Lapradelle. *La saisie des fonds russes* (Rev. de dr. intern pr., 1910, p. 780 et s.).

2. Après la rupture diplomatique de 1904 le Saint-Siège avait maintenu à Paris le premier secrétaire de la nonciature Mgr Montagnini di Mirabello. Celui-ci continua à occuper l'hôtel de la nonciature, 8, rue de l'Elysée. Le 11 décembre 1906, le président du Conseil usant des droits qui lui sont conférés par la loi du 3 décembre 1849 (art. 7) sur le séjour des étrangers en France, fit expulser Mgr Montagnini. Nous n'avons pas à apprécier les motifs exacts de cette mesure. En droit elle était très justifiée, le gouvernement français ayant en juillet 1904 rompu diplomatiquement avec le Saint-Siège. Dans ces conditions

verainetés qu'elles représentaient. La France n'en existe pas moins toujours, à l'état de pays souverain, *erga omnes*, même à l'égard du Saint-Siège. Nous ne doutons pas un seul instant que le Saint-Père en personne ne sourirait de celui qui ferait dépendre à ses yeux la souveraineté de la France de l'existence des relations diplomatiques. Rien n'éclaire mieux une question que de la renverser et de la considérer du point de vue passif.

Or si la France n'a pu cesser d'être vis-à-vis du Saint-Siège un État souverain, *logiquement* le Saint-Siège n'a pu cesser d'être une souveraineté à l'égard de la France à raison du seul fait de la rupture diplomatique.

S'il en était ainsi d'ailleurs, la souveraineté des États disparaîtrait, dans leurs rapports respectifs, chaque fois qu'ils sont en état de guerre. Manifestement rien ne serait cependant plus inexact. En effet, contre un peuple non souverain la guerre faite serait une guerre faite à des rebelles. Il ne viendrait à l'idée de personne de défendre une pareille thèse. Aux jours les plus sombres de la dernière guerre, la France cessait-elle un jour d'être une nation souveraine? Et quand

Mgr Montagnini n'était plus qu'un simple étranger résidant en France. Mais on ne peut inférer de cette expulsion que le gouvernement français a méconnu la souveraineté du Saint-Siège. La même mesure aurait été tout aussi justifiée à l'égard du représentant d'un État temporel.

à Iéna, Napoléon abattait la Prusse celle-ci disparaissait-elle du rang des puissances ?

Rompre les relations diplomatiques avec un pays et ne plus reconnaître sa souveraineté, ce sont là deux notions distinctes. Quand, au cours d'une guerre, l'un des belligérants songe à faire la paix n'entre-t-il pas en rapport avec son adversaire *directement s'il le veut* ? Jules Favre et Bismarck traitèrent en qualité de représentants de peuples souverains.

On nous pardonnera d'avoir comparé les rapports de la France et du Vatican à ceux de l'état de guerre. Pendant les premières années qui suivirent la rupture on ne saurait contester qu'il en ait été ainsi. Ici nous n'avons pas à faire de la politique. C'est une constatation que nous faisons et à laquelle on ne saurait se dérober, quelque opinion politique que l'on professe. Non seulement, en effet, l'ambassade et la nonciature ont été supprimées mais le concordat, traité bilatéral, a été dénoncé par la France, sans l'ombre d'une négociation avec le Saint-Siège et la séparation des églises et de l'Etat votée et appliquée d'une manière purement unilatérale. Qu'on nous comprenne d'ailleurs ! Quand nous parlons d'un état d'hostilités, nous entendons seulement dire qu'il y a eu une véritable guerre non à l'Église mais au Saint-Siège en tant que chef suprême de l'Église, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Dans ces conditions le Saint-Siège a bien droit en France, au moins, au même traitement qu'un Etat temporel avec lequel la France aurait rompu toutes les relations, d'autant que la France ne peut pas faire qu'à l'égard des Etats tiers le Saint-Siège ne garde toutes ses prérogatives (1) de même qu'elle les a conservées elle-même.

Est-ce à dire cependant que dans l'état actuel d'ignorance mutuelle l'un de l'autre où les deux pouvoirs se tiennent, le pape jouisse en France de toutes les prérogatives qu'il avait autrefois ?

La question est plus douteuse et une solution même négative n'entachera nullement le principe. Sans méconnaître, en effet, le caractère souverain de l'autre, l'un des pouvoirs peut cependant lui refuser le traitement de faveur qu'il lui réservait autrefois.

En temps de guerre l'agent diplomatique redevient un simple citoyen s'il persiste à demeurer dans le pays ou s'il y rentre de même que son propre souverain. La personne de ce dernier n'est nullement inviolable. Ils'expose comme chacun des combattants. à être fait prisonnier et nous savons que dans l'histoire on ne s'est pas fait faute d'user de cette faculté.

De même, le principe de l'incompétence des tribunaux perd toute raison d'être. Enfin, le drapeau du

1. Les autres pays n'en continuent pas moins à entretenir des relations diplomatiques avec lui.

pays ennemi cesse certainement de pouvoir être exposé librement et constitue sans aucun doute un emblème séditionnel.

En ce sens, et en admettant — bien que cela paraîtra peut-être exagéré — que la France et le Vatican soient en état de guerre, on pourrait considérer que le drapeau personnel du pape s'il est celui d'un souverain n'est pas du moins celui d'un souverain avec lequel la France entretient des relations.

Si l'on admet simplement qu'il y a rupture diplomatique alors il semblerait peut-être rigoureux d'interdire l'exposition du drapeau pontifical. La solution dépendrait d'ailleurs des termes exacts de l'arrêté préfectoral visé. Ceux qui figurent dans l'arrêté de 1894 (1) nous paraissent impliquer que le drapeau d'un pays avec lequel la France a rompu n'est pas moins un drapeau aux couleurs nationales qui peut, par suite, être exposé. Mais cette question se rattache d'ailleurs à un point spécial, celui du droit d'exposition des drapeaux qui n'est nullement lié avec celui de la souveraineté. L'arrêté préfectoral qui prohiberait l'exposition du drapeau pontifical se concevrait parfaitement en droit.

En définitive, pour les raisons que nous avons données précédemment, le pape, souverain, jusqu'en juil-

1. V. *supra*, 170.

let 1904 aux yeux de la France, n'a pas cessé de l'être depuis lors et il le restera *autant que durera le Saint-Siège lui-même* (1).

On a cependant cru pouvoir soutenir récemment (2) que le Saint-Siège n'a jamais été une souveraineté spirituelle, et que sa seule souveraineté, qui a été une souveraineté temporelle, a disparu depuis 1870. Le Saint-Siège ne serait qu'une personne morale de droit privé, assimilable en tous points à une association quelconque, l'importance et le nombre des membres n'en changeant pas le fondement juridique. Or c'est un principe constant en droit international privé que les personnes morales n'existent dans les divers pays autres que ceux de leur création qu'en vertu d'une reconnaissance de l'autorité locale. La France ayant rompu diplomatiquement avec le Saint-Siège il s'agit de savoir si désormais le Saint-Siège n'est plus qu'une association non reconnue et sa personnalité n'ayant jamais été *qu'artificielle* s'il doit être assimilé purement et simplement aux personnes morales ordinaires. D'où le refus du droit d'avoir un pavillon, auquel

1. Il est bien certain, cependant, que si un jour un schisme quelconque se présentait avec une intensité telle que le pape puisse être considéré comme ayant cessé d'être le chef de la Catholicité romaine, ce jour-là il aurait cessé d'être un souverain. Mais il faudrait que le schisme se produise partout à la fois.

2. Gidel, *La condition de la papauté* (Rev. gén. de dr. intern. publ., 1911, p. 589 et s.)

on pourrait ajouter bien d'autres conséquences. La question selon M. Gidel (*op. cit.*, p. 620) se pose donc ainsi: « Ou bien le gouvernement français a manifesté d'une manière non équivoque sa volonté de ne plus considérer le Saint-Siège comme une personne internationale ; — et, en ce cas, l'exposition du drapeau pontifical est illicite, là où des arrêtés régulièrement pris interdisent aux citoyens d'arborer des drapeaux autres que les drapeaux aux couleurs nationales, françaises ou étrangères — ou bien le gouvernement français n'est pas revenu sur l'attitude suivie par lui jusqu'en 1904 au moins par laquelle il considérait le Saint-Siège comme une personne internationale ; et en ce cas le drapeau pontifical doit continuer à bénéficier de l'exception prévue dans les arrêtés du genre de celui du préfet de la Sarthe au profit des drapeaux aux couleurs nationales françaises ou étrangères. »

Il semble difficile, malgré l'ingéniosité déployée par son auteur, qu'on puisse se rallier à un pareil système. Historiquement d'abord, il méconnaît la dualité de souverainetés du Saint-Siège que nos vieux auteurs avaient nettement aperçue. Et si cette souveraineté est unique en son genre, « le plus grand phénomène qui soit jamais arrivé dans la politique », selon le mot de Bielfeld au XVIII^e siècle (1), cela ne suffit pas pour la faire déchoir au rang d'une simple personne morale

1. *Institutions politiques*, Paris, 1774, t. III, p. 285.

artificielle. Avouons que c'est une singulière personne morale que le Saint-Siège auprès duquel presque tous les pays ont des agents diplomatiques, et qui reçoit ses nonces assimilés entièrement à des agents diplomatiques. Le pape jouit de toutes les immunités des souverains. Les *trusts* les plus puissants n'auront cependant jamais cet honneur, et d'ailleurs puisque la notion de personnalité ne se mesure pas à sa grandeur, pourquoi ne pas entrer en relations diplomatiques avec les associations du monde entier et sans aller plus loin, pourquoi la France n'aurait-elle pas de représentant auprès du président du consistoire protestant ou des chefs de la religion israélite ? Est-ce, pour les premiers tout au moins, à raison du caractère essentiellement national des groupements qu'ils représentent, tandis que l'Eglise catholique est essentiellement internationale ? Mais alors cette différence fondamentale qui les distingue, est une différence absolument étrangère à la notion d'association, toutes deux y satisfaisant indiscutablement. L'Eglise catholique agit dans tout l'Univers et elle n'a son siège *spécial dans aucun pays*. L'association, au contraire, a, en principe, une nationalité, un statut légal qui la régit. Quelle est la nationalité et le statut légal du Saint-Siège ? On serait assez embarrassé pour la déterminer.

Peut-on dire cependant, que, exemple assez unique, l'Eglise catholique romaine serait le type le plus

ancien, le plus pur, de l'Association internationale, dont le droit international moderne nous fournit des exemples moins illustres mais non moins intéressants au point de vue juridique, tels que l'Institut de droit international, pour n'en citer qu'un. La question, nous le reconnaissons, mériterait d'être creusée. Il y a là, en effet, une notion toute nouvelle du droit international. *Mais ce qu'il y a de certain, c'est que l'Eglise catholique a toujours joui des honneurs souverains et que la notion d'association internationale, à supposer qu'elle lui convînt, serait insuffisante à les lui faire accorder.* Il se peut que théoriquement la conception séculaire de la souveraineté personnelle du pape soit fausse. Mais alors, ceci est essentiel à noter, ce n'est pas seulement actuellement et depuis l'été 1904 que le pape aurait cessé d'être un souverain, mais *toujours* dans le passé. A tout le moins, on pourrait dire que de 1870 à 1904 la France a entretenu un ambassadeur auprès d'un être fictif. Placée sur ce terrain la question dépasse de beaucoup le cadre de notre étude et il nous suffira de l'avoir posée. C'est un champ d'études particulièrement vaste et nouveau qui s'offre à l'action des juristes à l'effet de déterminer la notion juridique des rapports que les divers pays entretiendront à l'avenir avec la papauté. Les conclusions auxquelles on pourra arriver feraient-elles revenir les chancelleries de ce qu'on pourrait alors qualifier une *erreur monumentale* si elle était

établie et admettraient-elles que le Saint-Siège n'est plus depuis longtemps une souveraineté ? On pourrait en douter pour une raison quelque peu spéciale.

La présence des agents diplomatiques auprès du Saint-Siège est de nature à se justifier pour des raisons totalement étrangères à l'Eglise et à la religion. N'y a-t-il pas un ministre qui se demandait comment on pourrait songer à retirer l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège alors que le Vatican *est le lieu d'Europe où l'on fait le plus de politique extérieure*. Dès lors, ne serait-il pas étrange que la France fût un des seuls pays à n'y avoir aucune oreille. Si l'on songe que des pays comme l'Allemagne et surtout la Russie sont représentés à Rome, on ne pourra s'empêcher de méditer cette parole. Quelque paradoxal que cela puisse paraître, il est bon de ne pas oublier que de tous temps le pape a été *un grand chef politique*. Rien ne s'opposerait en droit à ce que la France reprenne au Vatican son rang auprès des autres pays. La séparation des Eglises et de l'Etat ne saurait être un obstacle, encore une fois, puisque des pays comme l'Allemagne et la Russie ont leur représentation. Les nuages une fois dissipés la paix pourrait se faire entre les deux éléments combattants : l'Etat et l'Eglise. La France a en Orient et en Extrême-Orient de trop gros intérêts pour qu'elle puisse se désintéresser de l'attitude que peut prendre

le Saint-Siège à son égard. La présence d'un ambassadeur donne une certaine autorité, par la menace de rupture qu'elle permet de mettre en œuvre (1).

D'autres pays n'attendent que le moment propice pour lui ravir son influence avec l'aide de ce dernier. Mais si rien ne s'y opposera en droit, cette conclusion soulèverait immédiatement une véritable explosion au sein de ceux qui après trente ans de luttes enregistrèrent comme une grande victoire la suppression de l'ambassade de France au Vatican.

En ces matières, la politique interne est intimement liée à la politique internationale. La Troisième République ne saurait reconquérir l'amitié du Saint-Siège que si elle renonçait à ce qu'elle semble considérer à tort ou à raison comme la pierre angulaire de son édifice. On peut aisément répondre que, debout, elle ne le fera pas. Et dans ces conditions l'année 1904 semble avoir marqué le chemin de croix de l'ambas-

1. En 1885 et comme le pape s'était proposé de faire accréditer un nonce à Peking, ce qui aurait retiré à la France le protectorat des chrétiens d'Extrême-Orient, M. de Freycinet, alors président du Conseil, en même temps que ministre des Affaires étrangères, envoya une note à M. Lefebvre de Béhaine ambassadeur au Vatican dans laquelle il le priait de déclarer au Vatican que son gouvernement lui intimait l'ordre de partir d'office dès que le nonce irait en Chine et que « la suppression de l'Ambassade du Vatican serait la première réponse. Bien légers seraient ceux qui croiraient que les choses en resteraient là ». (Debidour, *L'Église catholique et la Troisième République*, t. 1^{er}, p. 368).

sade de France au Vatican. Les deux souverainetés continueront donc à *s'ignorer* officiellement.

Mais qu'il nous soit permis de faire remarquer, en terminant, qu'on n'ignore jamais que ce qui existe.

Vu : Le Président de la Thèse,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE

Vu : Le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD :

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5-10
CHAPITRE PREMIER. — La chute du pouvoir temporel du pape. Le maintien de la représentation diplo- matique de la France auprès du Saint-Siège	11-29
CHAPITRE II. — L'opinion publique en France. . .	30-71
CHAPITRE III. — Le voyage de M. Loubet à Rome .	72-113
CHAPITRE IV. — La protestation du Saint-Siège. Le rap- pel de M. Nisard	114-151
CHAPITRE V. — La véritable signification du rappel de M. Nisard	152-163
CHAPITRE VI. — La suppression de l'ambassade. Ses con- séquences	164-187

